

NATIONS



UNIES

**RAPPORT
DU CONSEIL DE SECURITE
A
L'ASSEMBLEE GENERALE**

pour la période du 16 juillet 1955 au 15 juillet 1956

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : ONZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 2 (A/3157)

NEW-YORK, 1956

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU CONSEIL DE SECURITE
A
L'ASSEMBLEE GENERALE**

pour la période du 16 juillet 1955 au 15 juillet 1956



ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : ONZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 2 (A/3157)

New-York, 1956

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	Pages v
--------------------	------------

PREMIERE PARTIE

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Chapitres

1. — QUESTION DE PALESTINE

A. Cessation des hostilités et mesures propres à prévenir de nouveaux incidents dans la région de Gaza	1
B. Plainte de la Syrie concernant des incidents survenus dans la zone à l'est du lac de Tibériade	2
C. Suite donnée aux conventions d'armistice général et aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité pendant l'année écoulée:	
1. Examen de la question et adoption de la résolution du 4 avril 1956	14
2. Rapport du Secrétaire général adressé au Conseil de sécurité en exécution de la résolution du Conseil en date du 4 avril 1956 ...	22
3. Examen par le Conseil de sécurité du rapport du Secrétaire général	26

DEUXIEME PARTIE

Autres questions examinées par le Conseil

2. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

A. Examen des résolutions 817 (IX) et 918 (X) de l'Assemblée générale, de la demande d'admission de l'Espagne et de la recommandation en vue de l'admission de 16 Etats candidats	35
B. Examen de propositions concernant le Japon et la République populaire de Mongolie	41
C. Demande d'admission du Soudan	45
D. Demande d'admission du Maroc	46

3. — PROPOSITION DE CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE GÉNÉRALE DES MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AUX FINS D'UNE REVISION DE LA CHARTE	46
--	----

TROISIEME PARTIE

Le Comité d'état-major

4. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR	48
---	----

QUATRIEME PARTIE

Question soumise au Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas inscrite à son ordre du jour

5. — LETTRE, EN DATE DU 13 JUIN 1956, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DE L'AFGHANISTAN, DE L'ARABIE SAOUDITE, DE L'ÉGYPTÉ, DE L'INDONÉSIE, DE L'IRAK, DE L'IRAN, DE LA JORDANIE, DU LIBAN, DE LA LIBYE, DU PAKISTAN, DE LA SYRIE, DE LA THAÏLANDE ET DU YÉMEN AU SUJET DE L'ALGÉRIE	49
--	----

CINQUIEME PARTIE

Questions signalées à l'attention du Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas discutées

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
6. — RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE	53
7. — COMMUNICATIONS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS	53
8. — COMMUNICATION RELATIVE À LA QUESTION DE CORÉE	53
9. — COMMUNICATION RELATIVE À LA SITUATION AU MAROC	54
10. — RAPPORT DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT	54
11. — CONVENTION POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARMÉ (LA HAYE, 1954)	54
12. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION EN ARABIE ORIENTALE	54
13. — LETTRE, EN DATE DU 12 JUILLET 1956, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	55

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et repré- sentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité	56
II. — Présidents du Conseil de sécurité	56
III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1955 et le 15 juillet 1956	57
IV. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux ..	57

INTRODUCTION

Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport¹ à l'Assemblée générale, en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

Pour ce qui est de la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se souviendra que l'Assemblée générale a élu, à sa 534^{ème} séance plénière, le 14 octobre 1955, l'Australie et Cuba, et, à sa 560^{ème} séance plénière, le 20 décembre 1955, la Yougoslavie, membres non permanents du Conseil de sécurité pour pourvoir aux sièges rendus vacants par l'expiration, le 31 décembre 1955, du mandat du Brésil, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie. Les nouveaux membres du Conseil de sécurité ont également remplacé les membres sortants de la Commission du désarmement que l'Assemblée générale, par sa résolution 502 (VI) du 11 janvier 1952, a instituée sous l'autorité du Conseil de sécurité et qu'elle a chargée de poursuivre les tâches initialement assignées à la Commission de l'énergie atomique et à la Commission des armements de type classique.

La période considérée dans le présent rapport va du 16 juillet 1955 au 15 juillet 1956. Pendant cette période, le Conseil a tenu 32 séances.

¹ Ce rapport est le onzième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports antérieurs ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2712 et A/2935.

PREMIERE PARTIE

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Chapitre premier

QUESTION DE PALESTINE

A. — Cessation des hostilités et mesures propres à prévenir de nouveaux incidents dans la région de Gaza

1. Dans une lettre en date du 29 août 1955 (S/3425) et dans cinq communications ultérieures (S/3426, S/3427, S/3428, S/3433 et S/3434), le représentant par intérim d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a signalé à l'attention du Conseil de sécurité que la situation s'était aggravée de façon alarmante en ce qui concernait la sécurité le long de la ligne de démarcation dans la bande de Gaza, après que l'Egypte, à la suite d'un incident survenu le 22 août, eut rompu les pourparlers engagés avec Israël sur les possibilités d'éliminer les causes de conflit le long de la frontière entre les deux pays. Cette recrudescence de violence qu'il signalait à l'attention du Conseil n'était pas un phénomène isolé, mais résultait d'une politique délibérée que le Gouvernement égyptien entendait irrévocablement poursuivre.

2. Dans une lettre en date du 6 septembre 1955 (S/3431), le représentant de l'Egypte a signalé au Conseil de sécurité que, depuis le 22 août 1955, des troupes israéliennes avaient entrepris de vastes opérations militaires et avaient notamment franchi la ligne de démarcation en plusieurs points. En outre, alors que les autorités égyptiennes avaient immédiatement accepté d'appliquer à partir du 30 août la suspension d'armes proposée par le Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, Israël n'avait pas accepté la proposition et avait provoqué le lendemain, dans la région de Khan Yunis, "l'incident le plus flagrant qui se fût produit depuis la conclusion de la Convention d'armistice général". Au cours de cet incident, 10 soldats égyptiens et 25 réfugiés avaient été tués et 19 autres personnes blessées.

3. Dans un rapport communiqué le 6 septembre 1955 (S/3430), le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine a déclaré que la série des actes de violence qui s'étaient produits avait commencé par l'incident du 22 août, au cours duquel les forces israéliennes avaient occupé un poste égyptien près de la ligne de démarcation, et que la Commission mixte d'armistice ne pourrait probablement pas déterminer si c'était les Egyptiens ou les Israéliens qui avaient attaqué les premiers.

4. L'incident en question avait été suivi d'une série d'attaques organisées que des bandes armées avaient lancées contre des véhicules, des installations et des

personnes, après avoir pénétré assez profondément en territoire israélien. Le 26 août, en raison de l'aggravation de la situation dans la région de Gaza, le Chef d'état-major avait demandé que l'on prescrivît aux autorités israéliennes compétentes de la région d'agir avec modération et, le 28 août, les autorités égyptiennes lui avaient fait savoir qu'elles acceptaient que l'on replaçât des observateurs des Nations Unies en des points déterminés du côté égyptien. Le 30 août, en réponse à un appel adressé par le Chef d'état-major aux deux parties pour qu'elles observent strictement une suspension d'armes visant tous actes d'hostilité, l'Egypte avait fait savoir qu'elle donnait son agrément, mais que, si l'autre partie commettait un acte d'agression, elle devrait en supporter les conséquences. Dans sa réponse, Israël avait posé comme condition que le Gouvernement égyptien acceptât tout d'abord la responsabilité des actes de violence commis en territoire israélien; le Chef d'état-major avait alors fait observer que c'était subordonner la suspension d'armes à une condition excessive et inacceptable. Le 31 août, il avait appris que les autorités israéliennes détenaient des observateurs des Nations Unies ainsi que d'autres membres du personnel de l'Organisation. Ces restrictions à la liberté de mouvement des observateurs des Nations Unies avaient immédiatement précédé l'attaque de Khan Yunis, effectuée par des forces israéliennes dans la nuit du 31 août au 1er septembre et au cours de laquelle 36 Egyptiens avaient été tués et 13 blessés. Le Chef d'état-major ayant renouvelé son appel aux deux parties, ces dernières avaient accepté la suspension d'armes le 4 septembre, l'Egypte confirmant la déclaration qu'elle avait faite antérieurement au sujet de son acceptation. Le Chef d'état-major terminait en déclarant qu'à son avis le seul moyen d'éviter de nouveaux échanges de coups de feu entre les postes avancés égyptiens et les patrouilles motorisées israéliennes, ainsi que les nombreuses crises que ces fusillades avaient provoquées depuis février 1955, était de séparer les forces des deux camps en installant le long de la ligne de démarcation un obstacle matériel efficace et de maintenir les positions défensives et les patrouilles motorisées, de part et d'autre, à au moins 500 mètres de la ligne de démarcation.

5. Dans une lettre (S/3432) adressée le 7 septembre au Président du Conseil de sécurité, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse pour examiner une question intitulée: "Ques-

tion de Palestine: cessation des hostilités et mesures propres à prévenir de nouveaux incidents dans la région de Gaza", et ont présenté le projet de résolution ci-après:

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant sa résolution du 30 mars 1955,

"Ayant reçu le rapport du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve,

"Prenant note avec une sérieuse inquiétude de l'interruption des pourparlers commencés sur l'initiative du Chef d'état-major, en exécution de cette résolution,

"Déplorant la récente explosion de violence qui s'est produite dans la région située le long de la ligne de démarcation d'armistice établie entre l'Egypte et Israël le 24 février 1949,

"1. Prend note, en exprimant son approbation, de ce que les deux parties ont accédé à la requête du Chef d'état-major en vue d'un cessez-le-feu sans conditions;

"2. Demande aux deux parties de prendre sans délai toutes mesures nécessaires pour ramener l'ordre et la tranquillité dans la région, et en particulier de s'abstenir de tous nouveaux actes de violence et de continuer de donner plein effet au cessez-le-feu;

"3. Fait sien l'avis du Chef d'état-major, selon lequel les forces armées des deux parties devraient être clairement et efficacement séparées les unes des autres par l'application de mesures du genre de celles qu'il a proposées;

"4. Déclare qu'il doit être donné aux observateurs des Nations Unies dans la région une liberté de mouvement suffisante pour leur permettre de remplir leurs fonctions;

"5. Demande aux deux parties de désigner des représentants qui se réunissent avec le Chef d'état-major et coopèrent entièrement avec lui en vue d'atteindre les buts ci-dessus définis;

"6. Prie le Chef d'état-major de faire rapport au Conseil de sécurité sur les mesures prises pour donner effet à cette résolution."

6. A la 700ème séance du Conseil de sécurité, tenue le 8 septembre 1955, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande, de l'Iran, du Pérou, de la Belgique, de la Chine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont souligné qu'il valait mieux ne pas évoquer au cours du débat la question de la responsabilité des parties dans les derniers incidents et ont insisté sur la nécessité d'observer la suspension d'armes dans la région de Gaza, de reprendre les pourparlers interrompus et d'accepter les propositions que le Chef d'état-major avait formulées dans son rapport, notamment en ce qui concernait les mesures visant à séparer les forces armées adverses. Le représentant de l'Iran a fait observer que la détention par Israël de membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies était un fait grave qui, il l'espérait, ne se renouvelerait pas.

7. Le représentant d'Israël a souscrit aux objectifs du projet de résolution commun; il a cependant déclaré qu'à son avis, pour assurer réellement le maintien de la paix, il ne suffisait pas d'adopter des mesures concrètes et de mettre au point des procédés techniques, mais qu'il fallait, de part et d'autre, interpréter l'armistice comme une étape vers la paix.

8. Le représentant de l'Egypte a souligné qu'Israël était responsable de la rupture des pourparlers engagés conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 30 mars 1955. Il a souligné la gravité de l'attaque de Khan Yunis, qui avait été lancée après que le Chef d'état-major eut adressé aux deux parties son appel pour une suspension d'armes et que l'Egypte eut accepté ladite suspension d'armes. Le Gouvernement égyptien examinerait dans un esprit favorable les propositions formulées par le Chef d'état-major dans son rapport et était toujours prêt à coopérer avec l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve.

Décision: *Le projet de résolution commun (S/3435) a été adopté à l'unanimité.*

B. — Plainte de la Syrie concernant des incidents survenus dans la zone à l'est du lac de Tibériade (S/3505)

1. — INSCRIPTION DE LA QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

9. Dans une lettre en date du 13 décembre 1955 (S/3505), le représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Président du Conseil de sécurité que, pendant la nuit du 11 au 12 décembre 1955, des forces armées israéliennes avaient lancé une puissante attaque concentrée tout au long de la zone qui borde à l'est le lac de Tibériade. Après un violent combat, les forces israéliennes avaient occupé en territoire syrien quatre postes d'observation situés parallèlement à la rive orientale du lac de Tibériade. A la suite de cette attaque préparée à l'avance, 5 officiers, 32 soldats et 12 civils, y compris 3 femmes, avaient été tués. Huit autres soldats avaient été blessés et 30 avaient été fait prisonniers. Au cours de cette attaque, un grand nombre de maisons avaient été détruites dans les villages syriens et leurs occupants tués sous les décombres. Toutes ces attaques avaient été commises en violation absolument flagrante de la Convention d'armistice général israélo-syrienne et constituaient un acte manifeste d'agression et de provocation. En conséquence, le représentant de la Syrie demandait au Président du Conseil de sécurité de réunir le Conseil aussitôt que possible afin de prendre les mesures qu'imposait la gravité de cette situation.

10. A la 707ème séance, le 16 décembre 1955, le Conseil a inscrit à son ordre du jour la plainte de la Syrie et a invité les représentants de la Syrie et d'Israël à participer au débat. Les représentants de la Turquie, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la France, de l'Iran, de la Chine, du Pérou, de la Belgique, ainsi que le Président en tant que représentant de la Nouvelle-Zélande, ont déclaré que leurs gouvernements considéraient avec une vive inquiétude le tragique incident qui s'était produit le long de la frontière syro-israélienne et déploraient cette attaque. Leurs gouvernements estimaient que le Conseil devrait attendre le rapport final du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, ainsi que le texte de la décision que prendrait la Commission mixte d'armistice à propos de cette affaire.

11. A la même séance, le représentant de la Syrie a déclaré que l'agression armée d'Israël avait été commise sans aucune justification. Au cours des deux dernières années, la situation le long des lignes d'armis-

tice avaient en effet été relativement calme, avec seulement quelques incidents sporadiques et sans gravité. La délégation d'Israël elle-même avait déclaré qu'au cours des six premiers mois de 1954 les pertes israéliennes dans la région du lac de Tibériade avaient été de deux tués et sept blessés et qu'entre janvier et octobre 1955 il ne s'était produit que quelques incidents de peu de gravité. En admettant même que ce fût exact, il n'y avait pas là de quoi justifier, de la part d'Israël, une attaque de cette envergure, qui avait causé tant de pertes en vies humaines et en biens matériels. De même, Israël n'aurait pas dû recourir à la force, même s'il avait des revendications à présenter à propos d'un vieux différend concernant les droits de pêche dans le lac de Tibériade.

12. Israël avait reconnu qu'il avait lancé cette attaque à titre, disait-il, de représailles. Or le Conseil de sécurité avait expressément rejeté le principe des représailles et à maintes reprises blâmé Israël pour des actes de ce genre. Il était évident qu'Israël avait enfreint la Charte de manière persistante. Aussi le représentant de la Syrie tenait-il à rappeler au Conseil qu'aux termes de l'Article 6 de la Charte, un Membre de l'Organisation qui enfreignait de manière persistante les principes énoncés dans la Charte pouvait être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité. De simples condamnations, même répétées, d'Israël par le Conseil étaient insuffisantes pour remédier à la situation. La Syrie rappelait au Conseil qu'il avait compétence pour recommander l'exclusion d'Israël. De même, la Syrie invitait instamment le Conseil à prendre, à l'égard d'Israël, les sanctions économiques prévues par la Charte.

13. En terminant, le représentant de la Syrie a attiré l'attention du Conseil sur une lettre (S/3514) adressée le 15 décembre 1955 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Premier Ministre d'Egypte et dans laquelle ce dernier informait le Secrétaire général que l'attaque israélienne contre la Syrie constituait une attaque contre l'Egypte, en raison des obligations résultant du traité conclu entre les deux pays. Puisque le Conseil de sécurité n'avait pas empêché le renouvellement de pareilles attaques, le Gouvernement égyptien se trouvait dans la nécessité de faire face lui-même à la situation, sans exclure le recours à ses forces armées, pour assurer sa sécurité et maintenir la paix dans la région.

14. Le représentant d'Israël a déclaré que, conformément aux termes de la Convention d'armistice général israélo-syrienne, la totalité du lac de Tibériade et une étroite bande de terre le long de sa rive orientale faisaient partie du territoire israélien, de sorte que la Syrie n'avait aucun droit politique ou géographique sur le lac proprement dit. Il a rappelé que la Commission mixte d'armistice syro-israélienne, par sa résolution du 15 mars 1954, avait établi que le lac de Tibériade était bien israélien et avait refusé à la Syrie le droit de s'y livrer à une activité quelconque. Cela était vrai aussi pour la pêche que pour l'utilisation de la bande de 10 mètres sur la rive orientale. Néanmoins, au cours de la discussion de cette résolution, les représentants d'Israël à la Commission mixte avaient proposé d'engager des négociations en vue du renouvellement de l'accord de 1923 qui permettait aux Syriens de se livrer à la pêche dans le lac de Tibériade. Or la Syrie avait refusé d'engager ces négociations et, s'opposant à la décision de la Commission, s'était employée systématiquement à empêcher sa mise en œuvre.

Des pièces d'artillerie syrienne avaient été installées tout près de la frontière et tenaient sous leur feu le territoire israélien, qu'il s'agisse du rivage oriental ou, sur des centaines de mètres, de la surface du lac.

15. Les appels répétés adressés par la Commission mixte d'armistice à la Syrie pour l'inviter à appliquer la décision du 15 mars n'avaient pas été entendus. La situation en était à un point tel qu'un choix grave s'imposait: ou bien faire cesser, devant la menace des canons syriens, les activités pacifiques qui se poursuivaient sur le lac, ou bien réduire au silence les canons syriens de façon à rétablir les conditions nécessaires au travail et au progrès. C'est dans ces conditions qu'après une attaque non provoquée des batteries syriennes, le 10 décembre, les forces israéliennes avaient entrepris l'opération du 11 décembre. Israël était dans l'obligation de déclarer au Conseil que s'il ne s'était pas défendu lui-même de temps à autre contre les tentatives visant à paralyser ses activités dans diverses régions du pays, ces tentatives seraient devenues encore plus fréquentes et plus régulières et auraient fait s'évanouir toute possibilité de riposter sur le plan local.

16. Quant à la lettre adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre d'Egypte, c'était là, de l'avis du Gouvernement israélien, une note d'un caractère sinistre. Il ne serait pas dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient que le Premier Ministre d'Egypte agisse conformément à cette note. Elle mettait le Gouvernement israélien dans l'obligation de faire savoir au Gouvernement égyptien que, si Israël était attaqué, il se prévaudrait de ses droits légitimes pour se défendre.

2. — RAPPORTS DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR

17. Dans un rapport en date du 15 décembre 1955 (S/3516), le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve a indiqué qu'Israël avait rattaché l'attaque du lac de Tibériade au feu d'artillerie qu'avaient essuyé les bateaux de pêche israéliens et leur escorte de police sur le lac de Tibériade, le 10 décembre. A plusieurs reprises, des incidents relatifs à la pêche sur le lac de Tibériade avaient accru la tension entre Israël et la Syrie: Israël avait vivement ressenti les ingérences syriennes dans les opérations de pêche des Israéliens et la Syrie était indignée que ses ressortissants ne fussent plus à même d'exercer les droits de pêche dont ils bénéficiaient en vertu de l'accord franco-britannique du 7 mars 1923. Israël s'était déclaré disposé à engager des négociations en vue de renouveler cet accord et avait également proposé d'accorder des permis de pêche aux Syriens qui en feraient personnellement la demande. La Syrie n'avait pas accepté ces propositions d'Israël; depuis lors, non seulement la police israélienne protégeait les pêcheurs israéliens, mais elle empêchait les Syriens de pêcher sur le lac. Les vedettes de police israéliennes avaient ainsi essuyé à plusieurs reprises le feu des positions syriennes situées près de la rive du lac; elles avaient, de leur côté, tiré sur ces positions. Israël avait déclaré qu'au cours du premier semestre de 1954 les pertes israéliennes sur le lac s'étaient élevées à deux tués et à sept blessés. Au cours de la même période, la Syrie avait subi les pertes suivantes: une femme tuée et quatre soldats blessés.

18. Le plus souvent, aux termes mêmes des plaintes israéliennes, le feu des batteries syriennes avait été dirigé non contre des bateaux de pêche israéliens, mais contre des vedettes de police. Ces vedettes évoluaient souvent près du rivage, empêchant les habitants syriens

de traverser la bande de 10 mètres pour pêcher dans le lac ou pour y puiser de l'eau. Les positions syriennes situées à proximité avaient considéré que ces embarcations se livraient ainsi à des actes de provocation et des coups de feu avaient été échangés à plusieurs reprises. Afin d'empêcher des incidents de se produire au cours de la saison de pêche, la Syrie avait été informée que, pendant la saison de pêche de 1955, les pêcheurs israéliens limiteraient leurs activités à la partie nord-est du lac. Sur la base de ces indications, la Syrie avait pris les dispositions nécessaires et aucun bateau de pêche israélien n'avait essuyé le feu des positions syriennes depuis le début de la saison de pêche. L'incident du 10 décembre, qui avait provoqué, dans la nuit du 11 au 12 décembre, des représailles violentes contre les positions syriennes, avait encore une fois mis aux prises une position syrienne et des embarcations israéliennes qui n'étaient pas des bateaux de pêche. Au cours de cet incident, il n'y avait eu de victimes ni du côté syrien ni du côté israélien, et ni l'une ni l'autre partie n'avait demandé à la Commission mixte d'armistice de se réunir en séance extraordinaire. Le Chef d'état-major indiquait que les coups de feu tirés par les Syriens sur les bateaux israéliens du lac de Tibériade qui, d'après Israël, auraient provoqué les représailles de la nuit du 11 au 12 décembre, ne pouvaient guère apparaître comme la seule cause de cet engagement si l'on considérait l'ensemble des rapports entre les parties. Le Chef d'état-major expliquait qu'en dehors des divergences de vues des parties au sujet de la zone démilitarisée, leurs rapports s'étaient encore envenimés du fait qu'elles n'avaient pu, en 1955, s'entendre sur un échange de prisonniers.

19. L'opération effectuée par Israël dans la nuit du 11 au 12 décembre constituait, d'après le Chef d'état-major, une violation délibérée des dispositions de la Convention d'armistice général et notamment des dispositions relatives à la zone démilitarisée que les forces israéliennes avaient traversée pour pénétrer en Syrie.

20. De même que pour les incidents de Qibiya et de Gaza, Israël avait présenté les incidents du lac de Tibériade comme des représailles de grande envergure. Un tel acte de représailles comportait cependant des risques: il se pouvait que les attaquants ne pussent pas limiter l'ampleur de leurs opérations à ce qu'ils avaient envisagé et que la réaction des forces du pays attaqué conduisît à de véritables hostilités. Il y avait une disproportion flagrante entre l'importance des représailles et la provocation dont le Gouvernement israélien avait fait état. Compte tenu de cet état de choses le Chef d'état-major estimait que ce serait probablement manquer de réalisme que de rechercher une solution au problème en proposant la conclusion d'ententes dans le cadre de la Convention d'armistice général israélo-syrienne. Si les parties acceptaient l'arrangement selon lequel les Syriens seraient informés des activités des pêcheurs israéliens afin d'éviter que les positions syriennes n'ouvrent le feu par erreur, cela aiderait cependant à prévenir de nouveaux incidents dans la partie nord-est du lac de Tibériade. Un nouveau *gentleman's agreement*, semblable à celui qui avait été conclu en mai 1953 et prévoyant que les vedettes resteraient à une certaine distance du rivage, ne porterait nullement atteinte au droit d'Israël d'envoyer des vedettes de police en un point quelconque du lac de Tibériade. De même, les droits d'Israël sur la bande de 10 mètres qui borde le lac ne seraient pas compromis si les habitants de la Syrie venaient abreuver leur bétail ou puiser de l'eau

dans le lac. De leur côté, les autorités syriennes pourraient, sans compromettre leur position juridique, autoriser des résidents syriens à solliciter des permis de pêche des autorités israéliennes.

21. En terminant, le Chef d'état-major déclarait qu'un échange de prisonniers, effectué à bref délai, contribuerait également à atténuer la tension. En l'occurrence, si l'on voulait éviter l'emploi de la force, qui devait être énergiquement condamné, il fallait mettre en œuvre la Convention d'armistice général, complétée si possible par des *gentlemen's agreements* conclus dans le cadre et dans l'esprit de la Convention d'armistice.

22. Dans un rapport supplémentaire en date du 30 décembre 1955 (S/3516/Add.1), le Chef d'état-major a indiqué que l'interrogatoire subi par un aspirant syrien fait prisonnier le 10 décembre au cours de l'attaque du lac de Tibériade avait permis d'établir qu'il avait tiré de son poste d'Ed-Douga, le 10 décembre, avec un bazooka sur une vedette de police israélienne qui se trouvait alors à 80 mètres de la rive. Des photocopies de documents écrits en arabe, qui auraient été saisis au cours de l'attaque, avaient été communiqués au Chef d'état-major. Dans le premier de ces documents daté du 14 mars 1954 — en présumant que les documents fussent authentiques — le Chef d'état-major syrien donnait les ordres suivants: considérer la limite des eaux territoriales de la rive syrienne du lac de Tibériade comme située à 250 mètres de la rive; ouvrir le feu sur les bateaux militaires israéliens qui s'approcheraient à moins de 250 mètres; ne pas tirer sur les bateaux de pêche, à moins qu'ils ne participent à des opérations de débarquement. Dans son rapport, le Chef d'état-major déclarait que, si aucune disposition de la Convention d'armistice général n'autorisait les autorités syriennes à considérer aucune partie donnée du lac de Tibériade comme eaux syriennes, il convenait de noter que l'ordre syrien datait de mars 1954, c'est-à-dire d'une époque où les prétendues vedettes de police d'Israël, armées de mitrailleuses et de canons, étaient considérées par la Commission mixte d'armistice comme des embarcations de guerre dont la Convention d'armistice général interdisait la présence dans la zone défensive. Les Syriens pouvaient avoir considéré comme une provocation ou comme une menace, après la décision de la Commission mixte d'armistice, l'emploi continu de ces bateaux à proximité de la rive nord-est du lac, et cela pouvait expliquer, sans pour autant le justifier, l'ordre syrien de tirer sur les bateaux militaires israéliens qui s'approcheraient à moins de 250 mètres de la rive.

23. Dans le deuxième document, en date du 8 novembre 1955, le commandant syrien du front sud-ouest donnait des instructions au sujet de la pêche 1955-1956. Selon ces instructions, il était interdit aux Syriens de se livrer à la pêche jusqu'à nouvel ordre. Il ne fallait pas empêcher les pêcheurs israéliens de se livrer à leurs activités s'ils ne s'approchaient pas à moins de 250 mètres de la rive. Il était absolument interdit aux Syriens de se livrer à la pêche dans le lac sous peine de se voir confisquer les produits de leur pêche.

24. Enfin, les autres documents contenaient des instructions pour la défense du poste d'Ed-Douga en cas d'attaque israélienne. On donnait couramment des instructions de ce genre dans toutes les armées. Quant à l'emplacement d'un bazooka syrien à moins de 10 mètres de la rive, le Chef d'état-major déclarait que l'ordre de placer un bazooka à l'intérieur de la bande de

10 mètres était contraire aux dispositions de la Convention d'armistice.

3. — OBSERVATIONS DES PARTIES ET DES MEMBRES DU CONSEIL

25. A la 709^{ème} séance du Conseil, le 22 décembre 1955, le représentant de la Syrie a déclaré qu'Israël avait enfreint les dispositions relatives au cessez-le-feu, violé la Convention d'armistice, commis un acte d'agression et, finalement, manqué aux obligations que lui imposait la Charte. On ne pouvait invoquer la question des droits de pêche pour justifier l'attaque de grande envergure lancée par Israël contre la Syrie. Le représentant d'Israël avait également parlé de la question des frontières et de la souveraineté d'Israël sur le lac de Tibériade. Il avait affirmé que la Syrie n'avait aucun droit politique ou juridique sur les eaux du lac. Toutes ces assertions constituaient une violation flagrante de la Convention d'armistice. En premier lieu, il n'existait pas de frontières entre la Syrie et Israël. D'autre part, Israël n'avait aucune souveraineté sur le lac de Tibériade; tous les droits appartenaient à la Syrie, qu'on se place au point de vue juridique ou au point de vue politique. Il ne fallait pas oublier qu'aux termes de la Convention d'armistice, il y avait des lignes de démarcation et non des frontières internationales. De même, Israël n'avait aucun droit politique ou juridique, non seulement sur le lac de Tibériade, mais encore sur un seul pouce du territoire de la Palestine qui se trouvait sous son contrôle.

26. Le représentant de la Syrie a alors présenté le projet de résolution suivant (S/3519):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné le rapport du 15 décembre 1955 établi par le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine,

"Rappelant sa résolution du 15 juillet 1948,

"Rappelant en outre que, dans ses résolutions du 24 novembre 1953 et du 29 mars 1955, il a blâmé les actions militaires d'Israël,

"Notant que le Conseil de sécurité, dans ces deux résolutions, a invité Israël à prendre des mesures efficaces pour prévenir toutes opérations militaires de ce genre,

"Vivement inquiet de constater qu'Israël n'a pas tenu compte de ces résolutions,

"Considérant qu'en poursuivant ces opérations militaires Israël tend à troubler la paix et la sécurité de la région,

"1. Blâme Israël pour l'attaque inexcusable que ses troupes ont lancée le 12 décembre 1955 contre le territoire syrien et les forces armées syriennes;

"2. Déclare que cet acte constitue une violation de la résolution du 15 juillet 1948, de la Convention d'armistice entre Israël et la Syrie et des obligations qu'Israël assume en vertu de la Charte;

"3. Déclare en outre que cette attaque armée constitue une agression au sens de l'Article 39 de la Charte;

"4. Invite les Membres de l'Organisation des Nations Unies à adopter les mesures nécessaires pour imposer des sanctions économiques à Israël;

5. Décide, en vertu de l'Article 6 de la Charte, d'expulser Israël de l'Organisation des Nations Unies

en raison des violations de la Charte dont ce pays s'est rendu constamment coupable;

"6. Décide qu'Israël doit verser une indemnité appropriée pour les pertes humaines et matérielles provoquées par cette attaque;

"7. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui présenter de temps à autre des rapports sur la mise en œuvre de la présente résolution."

27. A la même séance, le représentant d'Israël a déclaré qu'un Etat qui ne reconnaissait pas le droit à l'existence d'un de ses voisins n'avait pas sa place dans une société internationale fondée sur l'égalité souveraine de tous ses membres. La Syrie avait participé à une tentative de suppression de l'Etat d'Israël par la force armée. Dans la région du lac de Tibériade, les batteries syriennes avaient pour but avoué d'empêcher Israël d'exercer son autorité sur un territoire israélien, et de transférer cette autorité à la Syrie. La Syrie avait employé la force et avait menacé d'employer la force contre l'intégrité territoriale d'Israël, action que la Charte des Nations Unies interdisait expressément.

28. Les documents syriens saisis qu'Israël avait communiqués au Conseil (S/3518) montraient que les autorités syriennes considéraient que leur juridiction sur les eaux du lac de Tibériade s'exerçait jusqu'à une distance de 250 mètres du rivage et parfois même jusqu'à 400 mètres. La délégation israélienne espérait que, dans sa résolution, le Conseil de sécurité enjoindrait sans ambiguïté à la Syrie de ne pas s'ingérer dans les activités d'Israël sur le lac de Tibériade et en territoire israélien, autour du lac; elle espérait également que le Conseil interdirait sans équivoque à la Syrie d'exercer un contrôle illicite sur le lac de Tibériade ou sur ses rives.

29. Dans une lettre du 9 janvier 1956, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé au Président du Conseil de sécurité, conformément à l'article 38 du règlement intérieur provisoire du Conseil, de mettre aux voix sous la forme suivante (S/3528) le projet de résolution de la délégation syrienne:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné le rapport du 15 décembre 1955 établi par le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine,

"Rappelant sa résolution du 15 juillet 1948,

"Rappelant en outre que, dans ses résolutions du 24 novembre 1953 et du 29 mars 1955, il a blâmé les actions militaires d'Israël,

"Notant que le Conseil de sécurité, dans ces deux résolutions, a invité Israël à prendre des mesures efficaces pour prévenir toutes opérations militaires de ce genre,

"Vivement inquiet de constater qu'Israël n'a pas tenu compte de ces résolutions,

"Considérant qu'en poursuivant ces opérations militaires, Israël tend à troubler la paix et la sécurité de la région,

"1. Blâme Israël pour l'attaque inexcusable que ses troupes ont lancée le 12 décembre 1955 contre le territoire syrien et les forces armées syriennes;

"2. *Déclare* que cet acte constitue une violation de la résolution du 15 juillet 1948, de la Convention d'armistice entre Israël et la Syrie et des obligations qu'Israël assume en vertu de la Charte;

"3. *Invite* Israël à prendre les mesures nécessaires pour prévenir tout acte de ce genre;

"4. *Avertit* Israël que, si de tels actes se reproduisent, il en résultera une situation qui obligera le Conseil de sécurité à envisager l'application de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies;

"5. *Décide* qu'Israël doit verser une indemnité appropriée pour les pertes humaines et matérielles provoquées par cette attaque;

"6. *Demande* au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui présenter de temps à autre des rapports sur la mise en œuvre de la présente résolution."

30. Le 11 janvier 1956, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique ont fait distribuer le projet de résolution suivant (S/3530/Rev.1):

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions des 15 juillet 1948, 11 août 1949, 18 mai 1951, 24 novembre 1953 et 29 mars 1955,

"Prenant en considération les déclarations des représentants de la Syrie et d'Israël et les rapports du Chef d'état-major de l'Organisme de surveillance de la trêve sur la plainte de la Syrie relative à une attaque commise par les forces armées régulières d'Israël le 11 décembre 1955,

"Notant que, selon le rapport du Chef d'état-major, cette action d'Israël a constitué une violation délibérée des dispositions de la Convention d'armistice général, notamment de celles qui concernent la zone démilitarisée, qui a été traversée par les forces israéliennes entrées en Syrie,

"Notant aussi que, selon les rapports du Chef d'état-major, les autorités syriennes ont entravé les activités israéliennes sur le lac de Tibériade en contravention des dispositions de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie,

"1. *Rappelle* au Gouvernement d'Israël que le Conseil a déjà condamné les actions militaires commises en violation des dispositions de la Convention d'armistice général, qu'elles aient ou non été entreprises par représailles, et a demandé au Gouvernement d'Israël de prendre des mesures efficaces pour prévenir de telles actions;

"2. *Condamne* l'attaque commise le 11 décembre 1955 comme une violation flagrante des dispositions de l'ordre de cesser le feu contenu dans sa résolution du 15 juillet 1948, des termes de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie, et des obligations d'Israël au titre de la Charte;

"3. *Exprime la sérieuse inquiétude* qu'il ressent devant les manquements d'Israël à ses obligations;

"4. *Invite* le Gouvernement d'Israël à y satisfaire dans l'avenir, faute de quoi le Conseil envisagera les mesures ultérieures propres à maintenir ou rétablir la paix;

"5. *Invite* les deux parties à satisfaire à leur obligation, au titre de l'article V de la Convention d'armistice général, de respecter la ligne de démarcation d'armistice et la zone démilitarisée;

"6. *Requiert* le Chef d'état-major de poursuivre la mise en œuvre de ses suggestions pour l'amélioration de la situation dans la région du lac de Tibériade et de faire rapport au Conseil en temps utile sur les résultats de ses efforts;

"7. *Invite* les deux parties à coopérer avec le Chef d'état-major dans ce domaine et dans tous les autres, à exécuter de bonne foi les dispositions de la Convention d'armistice général et, en particulier, à utiliser complètement le mécanisme de la Commission mixte d'armistice pour l'interprétation et l'application de ces dispositions."

31. A la 710ème séance, le 12 janvier 1956, le représentant du Royaume-Uni a déclaré, dès le début du débat, qu'en ce qui concerne la question de Palestine son gouvernement ferait tout ce qui était en son pouvoir pour aboutir à un règlement durable entre Israël et ses voisins. Cependant, il était clair qu'il serait impossible de réduire la tension dans la région et d'aboutir ainsi à un règlement plus durable entre les parties tant que le Gouvernement d'Israël chercherait à imposer sa politique à ses voisins arabes par la force des armes. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé qu'au cours des deux dernières années, le Conseil de sécurité avait eu à s'occuper des incidents déplorables survenus à Qibiya, Nahalin et Gaza, avant d'être saisi de l'incident du lac de Tibériade; dans tous ces cas, il s'était agi d'attaques militaires soigneusement préparées qui avaient entraîné des pertes civiles, parfois extrêmement importantes. En outre, le Gouvernement israélien n'avait pas caché que ces attaques avaient été commises par des détachements de son armée.

32. Il était clair, d'après les rapports du Chef d'état-major, qu'Israël était fondé à se plaindre des agissements de la Syrie au nord-est du lac de Tibériade. Ce qui frappait le plus dans les rapports du Chef d'état-major, c'était l'ampleur et la violence de l'attaque lancée par les Israéliens, qui s'était soldée par de terribles pertes en vies humaines. La délégation du Royaume-Uni avait toujours soutenu au Conseil de sécurité, et ce dernier l'avait formellement indiqué dans ses résolutions, que le principe des représailles était erroné tant sur le plan moral que sur le plan politique, quelle que pût être la provocation. Cependant, Israël n'avait pas écouté ces injonctions. Il était trop qu'Israël comprenne que sa ligne de conduite était moralement répréhensible, correspondait à un mauvais calcul et ne payait pas. Si une autre attaque de ce genre devait se produire, le Conseil pourrait se voir obligé, puisque ses précédentes injonctions étaient restées sans effet, de décider des mesures qu'il devrait prendre pour rétablir la paix et l'ordre dans la région.

33. La délégation du Royaume-Uni regrettait que le représentant d'Israël ait indiqué, dans sa lettre du 29 décembre (S/3524), que son gouvernement rejetterait la proposition du Chef d'état-major relative aux bateaux patrouilleurs, sous prétexte qu'elle porterait atteinte aux droits d'Israël. Il semblait normal que le Conseil demande aux deux parties de prêter leur concours au Chef d'état-major dans les efforts qu'il déployait pour mettre en œuvre ses propositions raisonnables et, au demeurant, bien modestes.

34. Pour ce qui était du projet de résolution syrien, modifié par l'URSS, il semblait à la délégation du Royaume-Uni non seulement étrange, mais encore peu souhaitable qu'un membre du Conseil prenne ainsi à son compte, en la modifiant profondément, la proposition de l'une des parties au litige. Le projet de réso-

lution ne disait rien de l'ingérence syrienne dans l'activité des Israéliens sur le lac de Tibériade, non plus que des suggestions utiles du Chef d'état-major. Si le projet de résolution des trois puissances ne mentionnait pas le versement d'une indemnité, c'est que ses auteurs n'avaient pas pensé qu'il fût possible de prévoir une telle mesure au sujet d'un incident isolé. Il était juste, en principe, qu'une indemnité soit versée pour réparer les dommages causés par des actes de violence illégaux, mais la difficulté était de déterminer comment ce principe pourrait équitablement être appliqué aux deux parties. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que, lorsque le Conseil passerait au vote, il donnerait la priorité pour le projet de résolution des trois puissances.

35. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'en se joignant aux autres auteurs du projet de résolution, sa délégation n'entendait être l'avocat ni de l'une ni de l'autre des parties; elle n'avait d'autre dessein que d'empêcher le retour d'actes du genre de celui auquel Israël s'était livré sur le lac de Tibériade et de ménager un règlement pacifique pour les peuples de la Palestine et du Moyen-Orient. La délégation des Etats-Unis avait déclaré à maintes reprises qu'aucun gouvernement n'avait le droit de s'ériger en justicier. Il était très inquiétant de voir un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies — et, de plus, un Etat dont la création était due aux Nations Unies — comparaître devant le Conseil, pour la quatrième fois en deux ans, sous le même chef d'accusation. Le fait qu'Israël et ses voisins arabes continuaient à ne pas remplir les obligations qu'ils avaient assumées en vertu des Conventions d'armistice et de la Charte, et qui étaient de s'efforcer de restaurer la paix dans la région, préoccupait vivement les Etats-Unis. L'attaque du lac de Tibériade n'avait fait qu'attiser et intensifier l'hostilité déjà existante. Il existait une telle disproportion entre l'acte d'Israël et la provocation invoquée qu'on ne pouvait sérieusement parler d'un raid de représailles. Le Conseil de sécurité devait faire plus que de condamner cet acte. Il devait avertir Israël qu'en cas de nouvelle violation, le Conseil serait obligé d'envisager les autres mesures prévues par la Charte pour maintenir ou pour rétablir la paix.

36. En ce qui concerne la question de l'indemnisation, le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement s'était demandé très sérieusement s'il y avait lieu d'exiger d'Israël qu'il verse une indemnité, car il estimait que son acte appelait réparation. Cependant, en raison de la complexité du problème, le Gouvernement des Etats-Unis n'avait pas été en mesure de trouver une procédure pour déterminer équitablement le montant de l'indemnité à verser. Cela ne signifiait pas que la délégation des Etats-Unis n'approuvait pas le principe d'une indemnisation ou n'était pas disposée à accepter l'institution d'un système d'indemnisation pour l'avenir, en demandant, par exemple, au Secrétaire général d'élaborer une procédure permettant de déterminer équitablement le montant de l'indemnité à verser dans le cas d'incidents de ce genre et d'en assurer le versement. Cependant, en ce qui concernait l'avenir, une chose était essentielle: il fallait que les parties intéressées respectent les conventions d'armistice, ainsi que les lignes de démarcation et les zones démilitarisées prévues par l'armistice, et qu'elles coopèrent sans réserve avec le Chef d'état-major. La Commission mixte d'armistice israélo-syrienne ne fonctionnait pas et la responsabilité en incombait nettement aux

deux parties qui avaient institué la Commission à une fin précise: résoudre les différends qui surgissaient entre elles. La Commission était saisie de centaines d'incidents, et pourtant, les parties ne se réunissaient pas pour les régler. Elles devaient faire appel à la Commission mixte d'armistice. Normalement, le Conseil aurait dû attendre la décision de la Commission mixte; l'examen de la question par le Conseil ne se justifiait que par le caractère choquant de l'attaque du 11 décembre et ne devait pas constituer un précédent pour d'autres plaintes sur lesquelles la Commission mixte d'armistice ne se serait pas prononcée.

37. Le représentant de la France a déclaré que l'attaque du lac de Tibériade constituait certainement un acte agressif de par sa nature même, indépendamment des pertes et des dommages subis par les deux parties. Le Conseil manquerait à son devoir s'il ne recherchait par les moyens d'éviter le retour de semblables incidents. Le Chef d'état-major avait soumis diverses suggestions utiles et le projet de résolution proposé par les trois puissances lui apportait tout l'appui du Conseil. Cependant, ces suggestions ne pourraient être fructueuses si les parties continuaient à considérer la ligne de démarcation comme une barrière que seul leur adversaire ne devait pas franchir et qui ne s'opposait en rien aux incursions qu'elles désiraient faire sur le territoire d'autrui.

38. Après avoir commenté le projet de résolution des trois puissances, qui condamnait Israël pour l'attaque à laquelle il s'était livré le 12 décembre, le représentant de la France a fait observer que la Syrie avait signé un armistice avec Israël et que, par conséquent, ses forces armées n'avaient pas le droit d'établir des positions d'artillerie ou de bazookas du côté israélien de la ligne de démarcation. Les troupes syriennes avaient commis également une violation de l'armistice lorsqu'elles avaient fait feu sur des barques évoluant sur le lac de Tibériade. Aussi le projet de résolution des trois puissances invitait-il les parties à se conformer aux obligations qu'elles avaient, aux termes de l'article V de la Convention d'armistice, de respecter la ligne de démarcation de l'armistice et les zones démilitarisées.

39. La délégation française reconnaissait pleine valeur au principe selon lequel les Etats sont responsables pécuniairement des dommages que cause l'action illicite de leurs agents. Mais elle ne croyait pas que le Conseil de sécurité fût juridiquement compétent ni se trouvât être l'organe le plus efficace pour assurer, en l'espèce, une compensation équitable. Sur ce point, les parties pouvaient recourir à la Cour internationale de Justice. Le représentant de la France a ajouté que le projet de résolution des trois puissances s'adressait non seulement au passé mais aussi à l'avenir, car il tendait à prévenir le retour d'incidents.

40. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que le représentant d'Israël s'était efforcé d'expliquer qu'en déclenchant l'attaque du lac de Tibériade, Israël n'avait fait qu'exercer le droit de représailles dont il pouvait se prévaloir pour répondre aux actes que la Syrie aurait commis contre des bateaux de pêche israéliens. Cette explication n'était pas valable, car, dans son rapport, le Chef d'état-major avait déclaré expressément qu'aucun bateau de pêche israélien n'avait essuyé le feu des positions syriennes depuis le début de la saison de pêche. Dans ses résolutions du 24 novembre 1953 et du 29 mars 1955, le Conseil de sécurité avait sévèrement condamné les actes qu'Israël avait commis contre la Jordanie à

Qibiya et contre l'Égypte dans la zone de Gaza, actes qu'Israël avait cherché à justifier en invoquant son droit de représailles, tout comme il le faisait maintenant pour l'incident du lac de Tibériade. Comme Israël n'avait pas tenu compte des résolutions du Conseil de sécurité qui le condamnaient et que les opérations militaires des troupes israéliennes avaient eu pour effet d'aggraver la situation sur la frontière entre Israël et les États arabes, la délégation de l'Union soviétique estimait que le Conseil devait inviter Israël à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le retour de tels actes et devait, en même temps, l'avertir solennellement que toute répétition de tels actes pourrait entraîner une situation qui obligerait le Conseil à envisager l'application de l'Article 39 de la Charte. Le Conseil de sécurité devait également inviter Israël à respecter scrupuleusement la Convention d'armistice et les résolutions du Conseil de sécurité.

41. En outre, le Conseil de sécurité devait demander à Israël de payer une indemnité à la Syrie pour les dommages que cette dernière avait subis au cours de l'attaque. Le projet de résolution syrien, modifié par la délégation de l'URSS, répondait entièrement à ces fins. La délégation de l'URSS pensait qu'Israël tiendrait grand compte d'un avertissement catégorique du Conseil de sécurité. Un tel avertissement était nécessaire, puisque les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux incidents de Qibiya et de Gaza n'avaient pas eu sur Israël l'effet voulu.

42. Le Conseil n'avait aucune raison, a poursuivi le représentant de l'URSS, d'imputer à la Syrie une part des responsabilités dans l'attaque du lac de Tibériade. Dans son intervention, le représentant du Royaume-Uni avait parlé de prétendues provocations dont la Syrie se serait rendue coupable et qui auraient motivé des représailles israéliennes. Or le rapport du Chef d'état-major indiquait que les batteries syriennes n'avaient pas ouvert le feu sur des bateaux de pêche israéliens et que l'incident du 10 décembre, qui aurait provoqué des représailles israéliennes, s'était produit entre des embarcations israéliennes, qui n'étaient pas des bateaux de pêche, et les positions syriennes. Le Chef d'état-major avait également indiqué, dans son rapport, qu'au cours de l'incident du 10 décembre, il n'y avait eu de victimes ni du côté syrien ni du côté israélien, et que ni l'une ni l'autre partie n'avait demandé à la Commission mixte d'armistice de se réunir en séance extraordinaire. Ainsi, il était manifeste que rien n'autorisait le représentant du Royaume-Uni à parler de provocations syriennes.

43. A la 711^{ème} séance, le 12 janvier, le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il ressortait des documents dont le Conseil était saisi que l'attaque israélienne avait été un acte de représailles inique et délibéré. On ne pouvait admettre, comme Israël le prétendait, que l'attaque avait été provoquée par l'incident du 10 décembre. De l'avis de la délégation yougoslave, c'était à juste titre que le Chef d'état-major avait souligné que les mesures de représailles pouvaient entraîner des conséquences graves et inattendues.

44. Le Gouvernement yougoslave n'approuvait pas les incidents de frontière, ni aucun autre acte qui pût être considéré comme une provocation. Il ne pouvait accepter non plus que l'on invoquât ces actes comme des prétextes justifiant le recours à la force et l'exercice de représailles. Dans le cas dont le Conseil était saisi, les représailles qui avaient été exercées non seulement décourageaient les tentatives faites pour

résoudre les nombreux problèmes qui se posaient dans la région, mais rendaient plus difficile l'amélioration du climat international. Israël, étant responsable de l'attaque et, partant, des pertes en vies humaines et des dommages matériels qui en avaient résulté, devait être fermement blâmé et invité à prendre toutes mesures utiles pour empêcher à l'avenir toute nouvelle aggravation de la situation. Par la décision qu'il allait prendre, le Conseil devait s'efforcer de mettre fin à tous actes de ce genre et de créer des conditions telles qu'il n'aurait plus à s'occuper non seulement de tels agissements, mais aussi de certaines autres éventualités.

45. Pour ce qui était de la question générale de Palestine, le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il était nécessaire de trouver rapidement à cette question une solution qui tienne compte avant tout des intérêts des pays intéressés. On ne pouvait cependant imposer une solution aux parties, certainement pas en tout cas par des mesures qui risqueraient par elles-mêmes d'aggraver la tension. Les efforts déployés pour résoudre les problèmes qui se posaient en Palestine ne pouvaient aboutir que si l'on considérait les peuples des pays de cette région comme des parties indépendantes et égales directement intéressées à la solution de ces problèmes. Une telle politique devait trouver son expression dans une décision unanime du Conseil de sécurité.

46. Le représentant de l'Iran a déclaré qu'après avoir étudié les rapports du Chef d'état-major, sa délégation estimait que l'attaque israélienne du 12 décembre constituait un acte d'agression et une violation flagrante de la Charte et de l'Accord d'armistice syro-israélien. En l'occurrence, il ne suffisait pas que le Conseil se borne à blâmer Israël dans des termes analogues à ceux qu'il avait employés lors des incidents de Qibiya et de Gaza. Le Conseil devait faire face à ses responsabilités en toute impartialité et sa décision devait être juste et équitable. Le Conseil devait souligner, dans sa résolution, que son verdict de condamnation d'Israël devait être considéré comme un dernier avertissement et que tout nouvel acte d'agression d'Israël conduirait le Conseil à envisager l'application de sanctions, conformément aux dispositions de la Charte. De plus, l'attaque ayant été préméditée, Israël devait être tenu responsable des pertes en vies humaines et des dommages matériels causés par cette attaque. Le Conseil devait également s'efforcer de diminuer, ou même d'éliminer, les points de friction entre les deux parties. Le Chef d'état-major, dans son rapport, avait recommandé à cet égard certaines mesures auxquelles la délégation de l'Iran était prête en principe à donner son appui.

47. Le représentant de l'Iran a ensuite parlé des deux projets de résolution dont le Conseil était saisi. Il a déclaré que sa délégation appuyait le projet de résolution des trois puissances, sauf sur certains points au sujet desquels il avait l'intention de soumettre des amendements. La délégation de l'Iran n'était nullement opposée, en principe, au projet de résolution soviétique. Les amendements (S/3532) que la délégation de l'Iran désirait soumettre au projet de résolution commun étaient les suivants : premièrement, supprimer le quatrième alinéa du préambule ; deuxièmement, remplacer le paragraphe 4 du dispositif par le texte suivant :

"Déclare que la perpétration de tels actes dans l'avenir constituera une rupture de la paix au sens de l'Article 39 de la Charte et amènera le Conseil de sécurité à envisager l'application des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte" ;

troisièmement, supprimer le paragraphe 5 du dispositif ;
quatrièmement, ajouter à la fin le paragraphe suivant :

“*Décide qu’Israël doit verser une indemnité appropriée pour les pertes humaines et matérielles provoquées par cette attaque.*”

48. Le représentant de la Belgique a fait observer que, selon les rapports du Chef d’état-major, les autorités syriennes étaient intervenues dans les activités israéliennes sur le lac de Tibériade. D’autre part, il avait été établi qu’au cours de l’incident du 10 décembre, les positions syriennes n’avaient pas ouvert le feu sur des bateaux de pêche. D’après le récit impartial des faits, il était impossible de ne pas être frappé de la disproportion entre l’opération militaire des 11 et 12 décembre et les incidents qui en auraient été le motif. Les opérations analogues effectuées à Qibiya et à Gaza avaient précédemment conduit à la même conclusion. L’impression qui se dégageait du rapport était que ces trois attaques procédaient d’une politique continue et délibérée. Le but visé était de prévenir la répétition d’actes isolés, commis en contravention de la Convention d’armistice, en procédant à des actes massifs de représailles. Cette politique était contraire aux principes fondamentaux de la Charte, aux conventions d’armistice général, aux résolutions du Conseil et aux préceptes moraux reconnus par les peuples civilisés.

49. Le représentant de la Belgique a estimé que les suggestions faites par le Chef d’état-major étaient raisonnables et il a exprimé l’espoir qu’elles recevraient l’approbation unanime du Conseil. Quant à la question d’une indemnité, elle était complexe et sa solution présenterait, dans la pratique, de sérieuses difficultés. Il paraissait malaisé de prendre une position définitive sur cette question avant qu’on en ait dûment élucidé les incidences.

50. A la 712^{ème} séance, le 13 janvier, le représentant de la Chine a déclaré que l’attaque du lac de Tibériade était injustifiée, tant du point de vue juridique que du point de vue militaire ou politique, et qu’il fallait la condamner. On ne pouvait invoquer les entraves mises par la Syrie aux activités d’Israël sur le lac de Tibériade pour tenter de justifier l’attaque de grande envergure à laquelle s’était livré Israël. Il était heureux que le Chef d’état-major eût présenté aux deux parties des propositions qui devaient au moins permettre de trouver un *modus vivendi* et le Conseil de sécurité devait appuyer les efforts que le Chef d’état-major déployait pour améliorer la situation dans la région.

51. Le représentant de la Chine a déclaré ensuite que sa délégation appuierait, en principe, le projet de résolution des trois puissances. Toutefois, il avait constaté que le texte de ce projet ne prévoyait pas le versement d’une indemnité aux familles syriennes pour les pertes humaines et matérielles qu’elles avaient subies. Cette omission lui paraissait inéquitable et regrettable. Etant donné les difficultés que posait le versement d’indemnités, la délégation de la Chine estimait que la solution la meilleure serait qu’Israël propose volontairement des indemnités. Une pareille offre de la part d’Israël serait un acte de sagesse politique. A défaut d’une telle offre, la délégation de la Chine estimait que le Conseil de sécurité devrait prévoir, dans sa résolution, une disposition relative au versement d’une indemnité.

52. Le représentant de l’Australie a déclaré que, de l’avis de sa délégation, même si les prétendues provo-

cations de la Syrie avaient été encore plus manifestes, Israël n’en aurait pas eu pour autant le droit d’exercer des représailles aussi brutales. Ces dernières s’étaient, en effet, traduites par la perte de 56 vies syriennes. La délégation australienne était également inquiète de constater qu’avant d’entreprendre cette action militaire soigneusement préparée, Israël avait dû nécessairement prévoir la réaction probable des membres du Conseil de sécurité, ce qui supposait un certain mépris de la Convention d’armistice et de l’Organisation des Nations Unies.

53. Etant donné la situation qui régnait dans la région du lac de Tibériade, a poursuivi le représentant de l’Australie, le recours à la force ne pouvait contribuer à éliminer les frictions qui étaient la cause des divers incidents survenus dans la région. Il ne pouvait, au contraire, qu’aggraver la tension et accentuer l’atmosphère de méfiance. Qui plus est, on courait toujours le risque de voir un raid de représailles de ce genre dégénérer en opérations militaires de grande envergure. La délégation australienne approuvait donc la condamnation d’Israël, coupable de cette attaque. Il ne faisait aucun doute, à son avis, que le Conseil de sécurité devait envisager de prendre d’autres mesures si un nouveau défi de ce genre était porté à son autorité.

54. On devait admettre toutefois qu’il fallait rechercher l’origine de ces incidents dans un état de choses bien antérieur au litige concernant le lac de Tibériade. Aucune des deux parties n’avait observé scrupuleusement la Convention d’armistice ni montré qu’elle était fermement résolue à atténuer la tension locale.

55. Condamner les opérations militaires offensives d’Israël ne signifiait pas cependant que l’on excusait les agissements antérieurs des Syriens, et notamment les entraves qu’ils avaient apportées à l’activité des Israéliens sur le lac de Tibériade, lequel, aux termes de la Convention d’armistice, était entièrement en territoire israélien. La responsabilité de l’incident du lac de Tibériade retombait indiscutablement sur Israël, mais la délégation australienne n’en estimait pas moins indispensable que les deux parties recherchent une nouvelle formule pour atténuer les causes de litige dans la région. C’est pourquoi il convenait qu’au moment de choisir les termes de sa résolution, le Conseil s’attachât, non seulement à blâmer Israël, mais à placer l’incident dans sa perspective véritable et qu’il indiquât que le moyen de réduire la tension qui était à l’origine de cet incident consistait, pour les deux parties, à recourir au dispositif mis sur pied par l’Organisation des Nations Unies.

56. Le représentant de Cuba a déclaré que sa délégation déplorait l’incident du lac de Tibériade, car le recours à la force, sauf en cas de légitime défense, était contraire aux principes de la Charte, constituait une violation des conventions d’armistice, aggravait la tension qui existait dans la région et rendait plus difficile une entente pacifique entre les pays intéressés. Le Conseil de sécurité se devait de prendre des mesures pour éviter que des incidents de ce genre ne se reproduisent, car ils pourraient conduire à un état de guerre, dont les conséquences pour la paix mondiale seraient imprévisibles. La résolution du Conseil devrait donc être suffisamment objective, pondérée et constructive, afin d’ouvrir la voie à un règlement pacifique.

57. La délégation cubaine estimait que le Conseil devait tenir particulièrement compte des suggestions du Chef d’état-major, qui pouvaient constituer la base raisonnable d’un accord entre la Syrie et Israël. Le

Conseil devait infliger un blâme à Israël pour l'attaque à laquelle il s'était livré. En la circonstance, un avertissement ferme et solennel donné à Israël aurait peut-être un certain effet, mais pourrait peut-être aussi encourager l'autre partie à se livrer à de nouvelles provocations. Il fallait donc prendre des mesures pour parer à cette éventualité.

58. Pour ce qui était de la question d'une indemnité, la délégation cubaine, bien qu'elle approuvât le principe du paiement de dommages-intérêts, pensait que cette question relevait plutôt de la compétence d'un organisme juridique. Le représentant de Cuba estimait que, si Israël accueillait favorablement la suggestion de la Chine, relative au versement volontaire d'indemnités aux victimes de l'attaque, il ferait là un geste qui créerait un climat favorable à la solution de cette question.

59. Le Président, parlant en tant que représentant du Pérou, a constaté avec satisfaction que l'unanimité était réalisée sur certains points, notamment sur le principe de la condamnation d'Israël et sur l'avertissement à donner à Israël au sujet des mesures que le Conseil pourrait être appelé à prendre pour maintenir la paix dans la région. Il semblait également que l'accord se soit fait au sein du Conseil sur la nécessité d'approuver les mesures prises par le Chef d'état-major.

60. La question d'une indemnité présentait, de l'avis du représentant du Pérou, de sérieuses difficultés, car ni la Charte ni la jurisprudence du Conseil ne permettaient de fixer la procédure à suivre à cet égard ni de désigner l'organe qui déterminerait le montant à verser. Tout ce que le Conseil pouvait faire était de reconnaître, dans sa résolution, le principe de l'indemnisation, laissant aux parties le soin de décider de l'exercice de leurs droits.

61. A la 713^{ème} séance, le 17 janvier, le représentant du Royaume-Uni a soumis un texte révisé du projet de résolution des trois puissances (S/3530/Rev.2) dont le dispositif contenait un nouveau paragraphe 1 rédigé comme suit: "Considère que les entraves ainsi apportées ne justifient en rien l'action israélienne". Le représentant du Royaume-Uni a expliqué qu'après la déclaration faite par le représentant de l'Iran, les auteurs du projet de résolution commun avaient voulu calmer les appréhensions de ceux qui se demandaient s'il était équitable de mentionner, dans le préambule de la résolution, les torts de la Syrie. Les auteurs du projet de résolution commun n'avaient nul désir de prétendre que les entraves apportées de temps à autre sur le lac par les autorités syriennes aux activités israéliennes constituaient un acte aussi grave que l'attaque lancée par Israël dans la nuit du 11 au 12 décembre.

62. A la même séance, le représentant de la Syrie a déclaré que l'assertion du représentant du Royaume-Uni, selon laquelle les activités des Syriens dans le nord-est du lac de Tibériade constituaient pour Israël un grief légitime, n'était pas confirmée par les faits. Selon les rapports du Chef d'état-major, les batteries syriennes n'avaient pas entravé les activités des pêcheurs israéliens, mais avaient ouvert le feu sur une vedette israélienne, dont la présence sur le lac était interdite par la Convention d'armistice, le lac de Tibériade étant une zone défensive. De plus, le Chef d'état-major avait fait expressément observer dans ses rapports que les habitants de la Syrie ne pouvaient plus exercer les droits de pêche dont ils bénéficiaient en vertu de l'accord franco-britannique de 1923. A propos de la déclara-

tion du représentant du Royaume-Uni, selon laquelle le lac de Tibériade et une bande de terre de 10 mètres de large le long de la rive nord-est du lac relevaient entièrement de la juridiction israélienne, le représentant de la Syrie a fait observer qu'aucune des dispositions de la Convention d'armistice ne conférait cette juridiction à Israël. La ligne de démarcation ne devait être considérée en aucune manière comme une frontière territoriale ou politique.

63. Le représentant de la France avait dit que les forces armées syriennes n'avaient pas le droit d'établir des emplacements de batteries du côté israélien de la ligne d'armistice, mais rien n'indiquait, a fait observer le représentant de la Syrie, que des positions syriennes aient été établies au-delà de la ligne de démarcation. Le représentant de la Syrie a ensuite souligné que c'était en vertu d'une décision prise par le Président de la Commission mixte d'armistice syro-israélienne, décision à laquelle Israël s'était engagé à se conformer, que les pêcheurs israéliens avaient été invités à tenir leurs bateaux de pêche à une distance de 250 mètres des rives est et nord du lac.

64. Passant à la question d'une indemnité, le représentant de la Syrie a suggéré qu'à défaut d'un accord sur la procédure à suivre, le Conseil crée une commission composée des représentants de trois pays qui serait chargée d'étudier, en collaboration avec le Secrétaire général, tous les aspects de la question de l'indemnisation, ainsi que les moyens d'en fixer le montant et d'en assurer le versement.

65. L'attitude d'Israël, a poursuivi le représentant de la Syrie, lui a valu d'être excommunié politiquement et moralement de la communauté internationale. Ayant, d'une façon persistante, enfreint les dispositions de la Charte, Israël méritait d'être exclu de l'Organisation des Nations Unies. Le seul moyen de détourner Israël de ses desseins était de prendre contre lui des sanctions. Le représentant de la Syrie a instamment prié le Conseil de sécurité de recommander aux Etats Membres de cesser toute aide économique à Israël pendant, par exemple, une période d'un an, qui pourrait être prolongée en cas de nouvelle agression. Les Etats-Unis en particulier, qui fournissaient la plus grande partie de l'aide économique que recevait Israël, devraient suspendre toute assistance à Israël, comme ils l'avaient fait très efficacement une fois déjà.

66. Le représentant d'Israël, après avoir exposé les conditions dans lesquelles l'Etat d'Israël luttait pour son existence, a déclaré que, dans le cas du lac de Tibériade, Israël avait été placé devant le dilemme suivant: ou bien abandonner sa souveraineté sur le lac, ou bien parer aux menaces ouvertes d'agression de la part de la Syrie. Certains membres du Conseil de sécurité avaient cru voir une disproportion entre les effets de la réaction israélienne et l'importance de l'incident unique qui l'avait immédiatement précédée. Cette comparaison n'était cependant ni exacte ni valable. L'ampleur des quelques réactions d'Israël était largement contrebalancée par l'effet cumulatif de multiples incidents et par l'état permanent de tension, d'hostilité et d'agression entretenu par les voisins arabes d'Israël. Qui plus est, les Etats arabes n'avaient pas renoncé à leur doctrine de la belligérance, condamnée cependant par le Conseil de sécurité. L'Etat d'Israël avait pour politique de s'abstenir de tout recours à la force tant que son territoire et sa population n'étaient pas attaqués. La meilleure façon de mettre un terme à la discussion sur le point de savoir si Israël était fondé

à réagir devant la provocation, a dit le représentant d'Israël, était de faire cesser les provocations et d'obliger les Etats arabes à renoncer à la doctrine de la belligérance et à respecter intégralement les accords qu'ils avaient conclus avec Israël.

67. Quant aux propositions du Chef d'état-major, le Gouvernement israélien avait accepté notamment celle qui concernait l'échange des prisonniers et il avait déclaré qu'il était prêt à conclure un accord qui permettrait aux particuliers résidant en Syrie de solliciter d'Israël des permis de pêche sur le lac de Tibériade. A ce propos, le représentant d'Israël tenait à souligner que la Syrie n'avait aucun droit de pêche sur le lac de Tibériade. Israël n'avait pas automatiquement hérité les obligations ou les engagements contractés par la puissance mandataire. Israël était libre de décider d'accorder ou de refuser aux Syriens habitant sur l'autre rive le droit d'utiliser les eaux du lac de Tibériade. S'agissant de la limite de 250 mètres, le représentant d'Israël a fait observer qu'à aucun moment le Gouvernement israélien n'avait conclu d'accord interdisant aux bateaux israéliens de patrouiller ou de pêcher dans une certaine zone du lac. Ce qui s'était passé, c'est qu'Israël avait informé le Président de la Commission d'armistice syro-israélienne, en 1951, que la pêche, pour la saison en question, aurait lieu à 250 mètres de la rive, mais que, par la suite, cette distance pourrait être modifiée selon la saison.

68. Au sujet de la question de l'indemnisation, le représentant d'Israël a déclaré que le nombre des civils israéliens ayant perdu la vie par suite de violations de la Convention d'armistice était plus élevé que celui des civils arabes. On aurait certainement tort de s'efforcer de faire un choix dans l'application du principe de l'indemnisation en versant des indemnités aux victimes d'un incident particulier sans prévoir de dispositions correspondantes pour le versement d'indemnités pour les dizaines et les centaines d'Israéliens tués par les Arabes à l'occasion des violations de la Convention d'armistice.

69. A propos du projet de résolution des trois puissances, le représentant d'Israël a déclaré que la condamnation prononcée, l'inquiétude exprimée et l'avertissement donné par le Conseil dans ce projet étaient hors de proportion avec l'action qui les motivait. Quant au projet de résolution soviétique, la délégation d'Israël regrettait vivement son manque d'équilibre. Elle y voyait une regrettable confirmation d'une attitude qui, dans le passé, s'était traduite par un veto opposé à deux résolutions importantes du Conseil.

70. A la 714^{ème} séance, le 18 janvier, le représentant de la Yougoslavie a déclaré que de simples divergences de vues sur le libellé du projet de résolution à adopter ne suffisaient pas à justifier la présentation de deux projets et l'impossibilité de s'entendre sur un texte unique, alors qu'il n'y avait pas de divergence entre les membres du Conseil sur le fond de l'affaire dont il était saisi. La délégation yougoslave estimait que l'accord existant sur certains éléments de l'affaire devait permettre au Conseil de poursuivre ses efforts en vue de trouver une solution acceptable pour tous. Cependant, il subsistait des divergences de vues sur la question de savoir s'il fallait relier l'attaque israélienne à certains incidents de frontière qui avaient opposé les deux parties. Le Conseil avait condamné la politique des représailles et il pouvait d'autant moins, selon le représentant de la Yougoslavie, relier l'attaque du lac de

Tibériade à des incidents antérieurs que l'attaque du 11 décembre, d'après le rapport du Chef d'état-major, avait été précédée d'une accalmie relative, particulièrement en ce qui concernait les activités des pêcheurs israéliens. Il était essentiel que le Conseil aboutisse à une décision unanime et acceptable pour tous. Une division au sein du Conseil pourrait avoir des conséquences néfastes, car non seulement elle provoquerait une aggravation de la situation dans la région, mais elle pourrait accentuer les divergences de vues entre les grandes puissances. En conséquence, la délégation yougoslave soumettait au Conseil, à titre de compromis, le projet suivant de résolution (S/3536), dans l'espoir qu'il recueillerait l'assentiment général:

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions des 15 juillet 1948, 11 août 1949 et 18 mai 1951, concernant les méthodes propres à maintenir l'armistice et à régler les différends par l'intermédiaire de la Commission mixte d'armistice,

"Rappelant que, dans ses résolutions des 24 novembre 1953 et 29 mars 1955, il a condamné les actions de représailles,

"Prenant en considération les déclarations des représentants de la Syrie et d'Israël et les rapports du Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve sur la plainte de la Syrie relative à une attaque commise en territoire syrien par les troupes régulières d'Israël contre les troupes régulières de la Syrie dans la nuit du 11 au 12 décembre 1955,

"Notant que le Chef d'état-major a conclu que "l'opération effectuée par Israël dans la nuit du 11 au 12 décembre constitue une violation délibérée des dispositions de la Convention d'armistice général et notamment des dispositions relatives à la zone démilitarisée, que les troupes israéliennes ont traversée pour pénétrer en Syrie",

"Notant aussi que les différends nés d'activités sur le lac de Tibériade et signalés par le Chef d'état-major ne justifient une violation de la Convention d'armistice général par aucune des parties,

"Rappelant que le Gouvernement d'Israël a déjà été invité à prendre des mesures efficaces pour empêcher des actions militaires en violation de la Convention d'armistice général, et exprimant la sérieuse inquiétude qu'il ressent devant le fait qu'Israël ne s'est pas conformé à ces demandes,

"1. Condamne l'attaque commise dans la nuit du 11 au 12 décembre comme une violation flagrante des dispositions relatives au cessez-le-feu contenues dans sa résolution du 15 juillet 1948, des termes de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie et des obligations d'Israël au titre de la Charte ;

"2. Invite le Gouvernement d'Israël à s'abstenir de pareilles actions militaires à l'avenir, faute de quoi le Conseil devra déterminer quelles autres mesures prévues par la Charte doivent être prises pour maintenir ou rétablir la paix ;

"3. Considère qu'une violation dûment établie de la Convention d'armistice général entraîne, pour la partie responsable, l'obligation de verser une indemnité en réparation des pertes humaines et matérielles éventuelles et qu'en l'espèce la Syrie a donc droit à des dommages-intérêts ;

"4. *Requiert* le Chef d'état-major de prendre les mesures nécessaires pour amener la libération des prisonniers faits au cours de cette action ;

"5. *Requiert* en outre le Chef d'état-major de poursuivre la mise en œuvre de ses suggestions pour l'amélioration de la situation dans la région du lac de Tibériade et de rendre compte au Conseil en temps utile des résultats de ses efforts ;

"6. *Exprime* la conviction que le respect rigoureux des dispositions de la Convention d'armistice général par les deux parties intéressées, leur coopération avec le Chef d'état-major dans tous les domaines et la pleine utilisation du mécanisme de la Commission mixte d'armistice pour l'interprétation et l'application de ladite Convention sont les conditions indispensables à la stabilité et à la sécurité dans la région."

71. Le représentant de l'Iran a estimé qu'il ne convenait pas de parler, dans le projet de résolution des trois puissances, d'entraves apportées par les autorités syriennes aux activités israéliennes sur le lac de Tibériade. En effet, non seulement ce fait n'était pas étayé par les rapports du Chef d'état-major, mais encore il n'était pas juste de placer sur le même plan une attaque de grande envergure de la part d'Israël et de prétendues entraves qui auraient pu faire l'objet d'un examen par la Commission mixte d'armistice. Néanmoins, désireuse de rallier l'unanimité du Conseil, la délégation iranienne retirait ses amendements (S/3532) pour les remplacer par les amendements suivants (S/3537/Corr.1) au projet de résolution des trois puissances (S/3530/Rev.3) :

"1. Au quatrième considérant, après les mots "*Notant aussi*", supprimer les mots "que, selon les rapports du Chef d'état-major, les autorités syriennes ont entravé les", et les remplacer par " , sans porter préjudice aux droits et prétentions que les parties pourront invoquer ni aux positions qu'elles pourront prendre dans l'avenir, qu'il a été fait mention dans les rapports du Chef d'état-major d'entraves apportées par les autorités syriennes aux".

"2. Au paragraphe 7, après les mots "dans la région du lac de Tibériade", ajouter les mots "sans préjudice des droits, prétentions et positions des parties".

"3. Entre les paragraphes 7 et 8, insérer un nouveau paragraphe ainsi conçu : "*Invite* le Gouvernement d'Israël à libérer immédiatement tous les militaires syriens qu'il détient."

"4. Le paragraphe 8 devient le paragraphe 9."

72. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les membres du Conseil étaient parvenus à une conclusion unanime : Israël avait envahi sans aucune provocation le territoire syrien et avait ainsi enfreint les dispositions tant de la Charte des Nations Unies que de la Convention d'armistice syro-israélienne. Le Conseil devait non seulement condamner l'action d'Israël, mais encore avertir le gouvernement de ce pays qu'une répétition de ces actes pourrait créer une situation qui obligerait le Conseil de sécurité à envisager l'application de l'Article 39 de la Charte. Le projet de résolution de la Syrie et de l'Union soviétique contenait un avertissement de ce genre et la délégation de l'Union soviétique

pensait que cet avertissement était de nature à consolider la paix dans la région. La délégation de l'Union soviétique estimait également que le Conseil devrait, quelle que soit sa décision, souligner la modération dont avait fait preuve le Gouvernement syrien dans l'affaire dont le Conseil était saisi.

73. Le représentant de l'URSS a également fait ressortir que le projet de résolution des trois puissances était muet sur la question d'une indemnité, bien qu'au cours du débat la majorité des membres du Conseil n'ait pas contesté le droit pour la Syrie d'obtenir des dommages-intérêts. L'absence d'une disposition relative à l'indemnisation constituait une grave lacune dans le projet de résolution tripartite. En outre, le projet de résolution contenait une disposition qui pouvait être interprétée comme une tentative pour attribuer à la Syrie tout au moins une part de la responsabilité de l'invasion du territoire syrien par les forces armées israéliennes. Cette tentative se justifiait difficilement, étant donné que la Syrie était la victime de l'attaque, ainsi que l'indiquaient les renseignements recueillis. En conséquence, la délégation de l'URSS estimait que, sous la forme qu'il avait, le projet de résolution des trois puissances n'était pas de nature à empêcher de nouvelles attaques lancées par Israël contre les Etats arabes.

74. Le représentant de la France a déclaré que les auteurs du projet de résolution tripartite étaient disposés à accepter, afin de rallier l'unanimité du Conseil, celui des amendements iraniens qui consistait à ajouter au quatrième considérant et au paragraphe 7 les mots "sans porter préjudice aux droits et prétentions que les parties pourront invoquer, ni aux positions qu'elles pourront prendre dans l'avenir". Par contre, les auteurs du projet de résolution tripartite n'étaient pas en mesure d'accepter l'amendement iranien relatif au texte concernant les entraves apportées par la Syrie aux activités israéliennes sur le lac de Tibériade. En effet, les auteurs du projet ne pouvaient accepter d'accorder à une partie du rapport du Chef d'état-major un traitement différent de celui réservé aux autres parties de ce rapport. Le représentant de la France a remercié le représentant de la Yougoslavie des efforts qu'il déployait pour rallier l'unanimité du Conseil. Il a exprimé l'espoir que le projet des trois puissances, sous sa forme modifiée, aiderait à atteindre cet objectif.

75. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que les auteurs du projet de résolution tripartite reconnaissaient que la détention, par les deux parties, de militaires prisonniers provoquerait certainement de nouvelles frictions et de nouveaux malentendus. Ils étaient donc disposés à ajouter, au projet de résolution, un paragraphe aux termes duquel les parties seraient invitées "à prendre, avec le Chef d'état-major, des dispositions pour l'échange immédiat de tous les militaires prisonniers". Ce nouveau paragraphe ne devrait pas être interprété comme signifiant que l'échange des prisonniers devait se faire sur une base d'égalité quantitative, mais que tous les prisonniers devaient être libérés et rendus à leur pays.

76. Le représentant du Royaume-Uni, répondant au représentant de l'URSS qui avait demandé des éclaircissements à propos du paragraphe 5 du projet de résolution tripartite, a indiqué que les auteurs du projet étaient disposés à ajouter dans ce paragraphe, après les mots "mesures ultérieures", les mots "dans le cadre de la Charte".

77. A la 715ème séance, le 19 janvier, le représentant de la Syrie, commentant les projets de résolution dont le Conseil était saisi, a déclaré que les projets de résolution soumis par l'URSS et par la Yougoslavie étaient ceux qui donnaient de l'affaire l'image la plus exacte. Le projet de résolution des trois puissances parlait d'entraves apportées par la Syrie aux activités israéliennes sur le lac de Tibériade. Or, les droits de pêche, de navigation et d'irrigation que la Syrie exerçait sur le lac et sur ses rives étaient très anciens et avaient été reconnus par des traités internationaux. L'exercice pacifique de ces droits ne pouvait donc être considéré comme constituant une entrave quelconque. C'est Israël qui entraverait les activités syriennes s'il gênait le libre exercice des droits de la Syrie. Quant à la question des prisonniers, le représentant de la Syrie a expliqué que les soldats syriens détenus par Israël avaient été faits prisonniers sur le territoire syrien à la suite d'une attaque lancée contre ce territoire, alors que les soldats israéliens détenus par la Syrie avaient été faits prisonniers en territoire syrien alors qu'ils exécutaient une opération d'espionnage et de subversion. Enfin, le projet de résolution tripartite ne prévoyait pas de peine, n'infligeait pas de sanctions et n'était pas de nature à mettre un terme aux tendances belliqueuses d'Israël.

78. Le représentant de Cuba a dit que sa délégation comprenait parfaitement les nobles intentions qui avaient inspiré le projet de résolution yougoslave. Cependant, elle continuait à préférer le projet de résolution des trois puissances, en raison notamment du libellé du quatrième considérant. Le déplorable incident du lac de Tibériade ne devait pas être considéré comme un fait isolé, mais comme la conséquence de l'état de choses qui existait depuis longtemps dans la région. La délégation de Cuba estimait donc que le projet de résolution devait faire mention des entraves apportées à l'exercice des droits d'Israël sur le lac. D'autre part, le dispositif du projet yougoslave contenait un paragraphe ayant trait au versement d'une indemnité. La délégation de Cuba persistait à penser que le Conseil était un organisme politique et n'avait pas compétence pour accorder des indemnités.

79. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation continuait à penser qu'il n'y avait pas lieu de faire allusion aux événements qui avaient précédé l'incident du lac de Tibériade, car le Conseil de sécurité ne possédait pas tous les éléments d'information sur cet incident. Si l'on devait parler de ces événements sous une forme quelconque, le projet de résolution yougoslave lui paraissait refléter, mieux que ne le faisait le projet de résolution des trois puissances, la véritable situation. La délégation de l'URSS continuait à considérer le projet de résolution syrien, modifié par l'Union soviétique, comme étant celui qui pouvait le mieux permettre de résoudre le problème dont le Conseil était saisi. Cependant, elle estimait aussi que le projet de résolution yougoslave était de nature à rallier l'unanimité du Conseil. Aussi n'insisterait-elle pas pour que l'on donne la priorité, lors du vote, au projet de résolution de la Syrie et de l'URSS et accepterait-elle que l'on donnât la priorité au projet yougoslave.

80. Le représentant d'Israël a dit qu'il avait pris note de la déclaration du représentant de la Syrie, selon laquelle les Syriens continueraient à exercer sur le lac ce que le représentant de la Syrie avait appelé des droits pacifiques. A ce propos, le représentant

d'Israël se voyait obligé de faire observer que la Syrie n'avait aucun droit sur le lac de Tibériade. En ce qui concernait la déclaration du représentant de l'Union soviétique selon laquelle l'Etat d'Israël poursuivait, depuis les premiers jours de son existence, une politique menaçante à l'égard de ses voisins, le représentant d'Israël estimait très regrettable qu'une telle accusation ait été portée contre l'Etat d'Israël, car elle dépassait de loin le cadre des incidents récemment survenus sur le lac de Tibériade. Le représentant d'Israël a cité, à ce propos, des extraits des déclarations faites par le représentant de l'Union soviétique au Conseil de sécurité entre le 15 mai et le 14 juillet 1948. De l'avis de la délégation d'Israël, ces déclarations étaient en contradiction avec ce que le représentant de l'URSS avait déclaré à la précédente séance.

81. Quant au projet de résolution yougoslave, le représentant d'Israël estimait que son adoption ne ferait qu'accroître la tension dans le Moyen-Orient. En premier lieu, il ne mentionnait pas expressément les infractions syriennes, ce qui détruisait sérieusement son équilibre et en faisait un point de départ bien peu satisfaisant pour mener à bien la tâche future de la pacification de la région du lac de Tibériade; en second lieu, il n'invitait ni la Syrie ni les deux parties à respecter la ligne de démarcation de l'armistice et la zone démilitarisée; troisièmement, la délégation d'Israël ne pouvait pas croire que le paragraphe 4 du projet de résolution puisse être interprété comme signifiant que seuls les prisonniers syriens devaient être libérés, tandis que les prisonniers israéliens resteraient aux mains des autorités syriennes. Enfin, le paragraphe relatif aux dommages-intérêts était *ultra vires* et contraire aux textes, car on ne pouvait pas prétendre que la Convention d'armistice général entraînât quoi que ce fût qui n'ait pas fait l'objet d'un accord entre Israël et la Syrie.

82. Le représentant de la France a déclaré que, quels que fussent les avantages du projet de résolution yougoslave, les auteurs du projet de résolution des trois puissances n'étaient pas en mesure de l'accepter. Le projet de résolution des trois puissances avait été déposé dès le 11 janvier et le projet yougoslave présentait avec le projet tripartite certaines différences de nuances et d'équilibre. Il n'y était pas fait mention des rapports du Chef d'état-major concernant les entraves apportées par les autorités syriennes. Il n'y était rien dit non plus de l'appel à adresser aux parties pour qu'elles respectent la ligne de démarcation de l'armistice. Le paragraphe relatif aux prisonniers n'avait pas un caractère aussi général que celui qui était proposé par la délégation des Etats-Unis. Pour toutes ces raisons, la délégation française estimait que le projet de résolution des trois puissances, tel qu'il avait été amendé, était préférable à la proposition yougoslave.

83. Le représentant de l'Iran a fait savoir que sa délégation était disposée à accepter le sous-amendement au quatrième considérant proposé par le représentant de la France, ainsi que l'amendement des Etats-Unis au paragraphe 8 relatif à l'échange des prisonniers. Cela ne signifiait cependant pas que sa délégation revenait sur l'opinion qu'elle avait exprimée au sujet des prétendues entraves apportées par les autorités syriennes aux activités israéliennes sur le lac de Tibériade. La délégation de l'Iran comprenait que des considérations d'ordre politique avaient pu, aux yeux des auteurs du projet tripartite, l'emporter sur des

considérations juridiques, notamment dans un organe politique des Nations Unies, et les inciter à maintenir, sous la forme qu'il avait maintenant, le quatrième considérant.

84. Le représentant de l'Australie a exprimé l'avis qu'étant donné les heureuses modifications apportées au projet de résolution des trois puissances, qui semblait désormais assuré d'un appui unanime, sa délégation estimait qu'il convenait de donner la priorité à ce projet. L'hostilité persistante témoignée à Israël par ses voisins ne justifiait pas l'attaque faisant l'objet de la plainte soumise au Conseil, mais la délégation australienne désirait exprimer son inquiétude devant l'absence de tout progrès dans le règlement des problèmes fondamentaux qui opposaient Israël et ses voisins. Tout en se félicitant de la modération des dispositions du projet de résolution des trois puissances, la délégation australienne regrettait vivement que le Conseil ne puisse pas, à l'heure actuelle, aller plus loin dans ce sens.

85. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit, à propos des observations du représentant d'Israël et de ses citations de déclarations de représentants de l'Union soviétique sur la question de Palestine au Conseil de sécurité, que la délégation de l'Union soviétique n'avait aucune raison de changer quoi que ce soit à ces déclarations; qu'elles ne contredisaient en aucune façon ce que le représentant de l'Union soviétique avait dit à propos de l'affaire dont le Conseil était maintenant saisi. Pour des raisons très compréhensibles, le représentant d'Israël avait passé sous silence les incidents survenus depuis, et notamment ceux de Qibiya et de Gaza dont Israël était responsable. On avait déjà fait observer que c'était la quatrième fois en deux ans qu'Israël comparaisait devant le Conseil de sécurité, pour répondre d'infractions aux dispositions de la Charte et des conventions d'armistice.

86. Revenant à son tour sur certains passages de la déclaration du représentant d'Israël, le représentant de la Yougoslavie a indiqué que le paragraphe 4 de sa résolution visait les militaires faits prisonniers au cours de l'incident du lac de Tibériade, qui était à l'ordre du jour du Conseil. Le paragraphe 5 de la résolution, aux termes duquel le Chef d'état-major était prié de poursuivre la mise en œuvre de ses suggestions pour l'amélioration de la situation dans la région, s'appliquait à tous les autres prisonniers détenus de part et d'autre.

87. Après une brève discussion sur la question de la priorité, le Conseil a décidé par 8 voix contre 2, avec une abstention, d'accorder la priorité au projet de résolution des trois puissances.

Décision: A sa 715^{ème} séance, le 19 janvier 1956, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution suivante (S/3538):

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions des 15 juillet 1948, 11 août 1949, 18 mai 1951, 24 novembre 1953 et 29 mars 1955,

"Prenant en considération les déclarations des représentants de la Syrie et d'Israël et les rapports du Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve sur la plainte de la Syrie relative à une attaque commise en territoire syrien par les forces armées régulières

d'Israël contre les forces armées régulières de la Syrie le 11 décembre 1955,

"Notant que, selon le rapport du Chef d'état-major, cette action d'Israël constitue une violation délibérée des dispositions de la Convention d'armistice général, et notamment de celles qui concernent la zone démilitarisée, qui a été traversée par les forces israéliennes entrées en Syrie,

"Notant aussi, sans porter préjudice aux droits et prétentions que les parties pourront invoquer, ni aux positions qu'elles pourront prendre dans l'avenir, que, selon les rapports du Chef d'état-major, les autorités syriennes ont entravé les activités israéliennes sur le lac de Tibériade en contravention des dispositions de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie,

"1. Considère que les entraves ainsi apportées ne justifient en rien l'action d'Israël;

"2. Rappelle au Gouvernement d'Israël que le Conseil a déjà condamné les actions militaires menées en violation des dispositions des conventions d'armistice général, qu'elles aient ou non été entreprises par représailles, et a demandé au Gouvernement d'Israël de prendre des mesures efficaces pour prévenir de telles actions;

"3. Condamne l'attaque commise le 11 décembre 1955 comme une violation flagrante des dispositions relatives au cessez-le-feu contenues dans sa résolution du 15 juillet 1948, des termes de la Convention d'armistice général entre Israël et la Syrie et des obligations d'Israël au titre de la Charte;

"4. Exprime la sérieuse inquiétude qu'il ressent devant les manquements d'Israël à ses obligations;

"5. Invite le Gouvernement d'Israël à y satisfaire dans l'avenir, faute de quoi le Conseil envisagera les mesures ultérieures, dans le cadre de la Charte, propres à maintenir ou à rétablir la paix;

"6. Invite les deux parties à satisfaire à leur obligation, au titre de l'article V de la Convention d'armistice général, de respecter la ligne de démarcation de l'armistice et la zone démilitarisée;

"7. Requiert le Chef d'état-major de poursuivre la mise en œuvre de ses suggestions pour l'amélioration de la situation dans la région du lac de Tibériade, sans préjudice des droits, prétentions et positions des parties, et de faire rapport au Conseil en temps utile sur les résultats de ses efforts;

"8. Invite les parties à prendre, avec le Chef d'état-major, des dispositions pour l'échange immédiat de tous les militaires prisonniers;

"9. Invite les deux parties à coopérer avec le Chef d'état-major dans ce domaine et dans tous les autres, à exécuter de bonne foi les dispositions de la Convention d'armistice général et, en particulier, à utiliser pleinement le mécanisme de la Commission mixte d'armistice pour l'interprétation et l'application de ces dispositions.

C. — Suite donnée aux conventions d'armistice général et aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité pendant l'année écoulée

1. — EXAMEN DE LA QUESTION ET ADOPTION DE LA RÉOLUTION DU 4 AVRIL 1956

88. Dans une lettre en date du 20 mars 1956 (S/3561), le représentant des Etats-Unis d'Amérique

a demandé au Président du Conseil de sécurité de convoquer aussitôt que possible le Conseil pour qu'il examine la question suivante: "Question de Palestine: suite donnée aux conventions d'armistice général et aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité pendant l'année écoulée". Le représentant des Etats-Unis déclarait que son gouvernement était de plus en plus préoccupé par les événements survenus dans la région de Palestine, qui risquaient fort de compromettre le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les concentrations de forces armées signalées de part et d'autre de la ligne de démarcation d'armistice amenaient les Etats-Unis à penser que les parties ne se conformaient peut-être pas rigoureusement aux dispositions des conventions d'armistice qu'elles avaient signées. Malgré tous les efforts du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, les parties n'avaient pas accepté les propositions qu'il avait faites, de sa propre initiative ou comme suite aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 30 mars 1955 (S/3379), 8 septembre 1955 (S/3455) et 19 janvier 1956 (S/3538). Comme ces trois résolutions avaient été adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité, tous les membres du Conseil avaient lieu de se préoccuper de la suite qui leur avait été donnée.

89. A sa 717ème séance, tenue le 26 mars 1956, le Conseil a inscrit la question à son ordre du jour sous le titre formulé dans la lettre du représentant des Etats-Unis.

90. Sur leur demande, les représentants de l'Egypte, d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie ont été invités par le Président du Conseil à prendre part à la discussion, sans droit de vote.

91. Le Conseil a été saisi du projet de résolution suivant (S/3562), soumis par le représentant des Etats-Unis:

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions du 30 mars 1955, du 8 septembre 1955 et du 19 janvier 1956,

"Rappelant que, dans chacune de ces résolutions, le Conseil a demandé au Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et aux parties aux conventions d'armistice général que concernaient ces résolutions de prendre certaines mesures bien définies pour réduire la tension sur les lignes de démarcation de l'armistice,

"Constatant avec une extrême inquiétude qu'en dépit des efforts du Chef d'état-major, les mesures conseillées n'ont pas été prises,

"1. Considère que la situation qui règne actuellement entre les parties en ce qui concerne la mise en vigueur des conventions d'armistice et l'observation des résolutions du Conseil mentionnées plus haut est telle que, si elle se prolongeait, elle risquerait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

"2. Demande au Secrétaire général d'entreprendre, en la mettant au premier plan de ses préoccupations, l'étude des divers aspects de la mise en vigueur et de l'observation des quatre conventions d'armistice général et des résolutions du Conseil mentionnées plus haut;

"3. Demande au Secrétaire général de s'entendre avec les parties pour adopter, après en avoir discuté avec les parties et avec le Chef d'état-major, les mesures qu'il considérera comme devant réduire la

tension actuelle sur les lignes de démarcation de l'armistice, et notamment les mesures suivantes:

"a) Que les parties retirent leurs forces des lignes de démarcation de l'armistice;

"b) Qu'elles donnent aux observateurs des Nations Unies pleine liberté de mouvement le long des lignes de démarcation de l'armistice, dans les zones démilitarisées et dans les régions défensives;

"c) Qu'elles s'entendent localement pour prévenir les incidents et constater rapidement toute violation des conventions d'armistice;

"4. Requiert les parties aux conventions d'armistice général de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre de la présente résolution;

"5. Demande au Secrétaire général de faire rapport au Conseil, à une date qu'il fixera lui-même mais au plus tard dans un mois, sur la suite donnée à la présente résolution, de façon à aider le Conseil à examiner quelles nouvelles mesures pourraient être nécessaires."

92. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, de l'avis de son gouvernement, des progrès avaient été accomplis jusqu'à une époque récente dans la voie du règlement de la question de Palestine et que l'on se rapprochait d'une solution de la plupart des problèmes que posait la trêve précaire conclue en Palestine. Cette tendance s'était malheureusement renversée depuis peu. Cependant, il aurait été inexact de conclure que les Nations Unies ne s'étaient pas acquittées de leurs responsabilités. La situation alarmante qui régnait dans la région de Palestine obligeait l'Organisation des Nations Unies à trouver de nouveaux moyens pour arrêter le cours dangereux que prenaient les événements. Son gouvernement était convaincu que c'était par l'intermédiaire des Nations Unies qu'il fallait éliminer les tensions existantes et restaurer des perspectives de paix. Les Etats-Unis estimaient que les Nations Unies devaient tout d'abord s'efforcer d'obtenir le respect total des conventions d'armistice entre Israël et les Etats arabes et une mise en œuvre complète des résolutions du Conseil de sécurité du 30 mars 1955, 8 septembre 1955 et 19 janvier 1956. Ces résolutions avaient été adoptées à l'unanimité et, si les mesures qu'elles préconisaient avaient été mises en œuvre, on ne serait pas en présence d'une situation aussi grave. Le Gouvernement des Etats-Unis proposait donc que le Conseil demande au Secrétaire général d'entreprendre d'urgence et en personne une enquête sur les méthodes propres à régler les nombreux problèmes qui constituaient un obstacle à la paix et de négocier avec les parties et le Chef d'état-major en vue de trouver les moyens de donner effet immédiatement aux résolutions précitées. Le Chef d'état-major avait souligné à plusieurs reprises l'importance primordiale de plusieurs des mesures proposées dans ces résolutions, mesures dont il convenait de faire sincèrement l'essai. Le représentant des Etats-Unis a fait ressortir que le projet de résolution n'avait aucunement pour but de porter atteinte aux pouvoirs souverains du Conseil de sécurité en ce qui concernait la question de Palestine. Il s'est déclaré persuadé que tous les membres du Conseil et chacune des parties reconnaîtraient que cette proposition avait été faite de bonne foi et accorderaient un appui sans réserve au Secrétaire général.

93. Le représentant de la France, en appuyant le projet de résolution de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, a déclaré que, de toute évidence, les dernières décisions du Conseil avaient été méconnues et que les mesures destinées à prévenir les incidents, négociées par le Chef d'état-major, n'avaient pu entrer en vigueur. Aussi apparaissait-il nécessaire que le Secrétaire général mène, pour le compte du Conseil et sur place, une enquête approfondie. Le représentant de la France estimait cependant qu'il ne faudrait pas trop attendre de la mission du Secrétaire général. Nul ne pourrait, quelles que soient ses qualités, résoudre rapidement la crise palestinienne.

94. Le représentant de l'Australie s'est félicité de l'initiative que le Gouvernement des Etats-Unis avait prise de demander la réunion du Conseil et de présenter son projet de résolution. Non seulement la situation existante menaçait la paix et la sécurité, mais en elle résidait peut-être l'obstacle le plus sérieux au développement économique des pays intéressés et au relèvement du niveau de vie de la population du Moyen-Orient. Elle appelait donc de la part du Conseil des mesures positives. C'était surtout par des dispositions pratiques prises sur le plan local que l'on parviendrait à éliminer la tension le long des lignes de démarcation de l'armistice et au voisinage de ces lignes. Tout progrès fait à cet égard augmenterait les chances d'un accord général.

95. Le Gouvernement australien appuyait la proposition tendant à charger le Secrétaire général de faire observer les clauses des conventions d'armistice et avait pleine confiance dans les capacités et le dévouement du Secrétaire général. Il attachait aussi beaucoup d'importance à la disposition par laquelle le Conseil requerrait les parties de coopérer avec le Secrétaire général à la mise en œuvre du projet de résolution. L'Organisation des Nations Unies avait une responsabilité permanente vis-à-vis de l'ensemble de la question de Palestine et devait se tenir prête à adopter, en vertu des dispositions pertinentes de la Charte, les nouvelles mesures que pourrait exiger la situation.

96. Le représentant du Pérou a exprimé l'avis que, dans la discussion sur le projet de résolution, trois idées devaient recueillir d'emblée l'assentiment général. C'étaient la nécessité de veiller jalousement sur l'armistice, celle d'accroître les pouvoirs du Chef d'état-major pour leur donner une pleine efficacité, et enfin celle de tirer parti de l'expérience, de l'initiative et de la connaissance directe du problème qu'avait le Secrétaire général. La délégation du Pérou était convaincue que l'adoption du projet de résolution par le Conseil ajouterait une force morale énorme aux autres mesures positives que pourraient prendre les Nations Unies.

97. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a appuyé l'initiative prise par le Gouvernement des Etats-Unis. Au cours des 12 derniers mois, le Conseil avait adopté à l'unanimité trois résolutions dans lesquelles il approuvait des propositions pratiques tendant à réduire la tension entre les parties. Mais on avait fait peu de chose pour mettre en œuvre ces propositions. C'était là, pour le Gouvernement britannique, un sujet de grave préoccupation. De nouveaux efforts étaient nécessaires et il était légitime que le Conseil demandât au Secrétaire général d'entreprendre cette tâche difficile. Il y avait deux raisons

pour lesquelles il était particulièrement souhaitable que le Conseil demande au Secrétaire général d'accepter la tâche proposée. En demandant au chef de l'Organisation permanente des Nations Unies d'entreprendre cette mission, le Conseil soulignerait la grande importance qu'il y attachait. En second lieu, comme le Secrétaire général se tenait quotidiennement au courant des travaux de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, il était mieux à même que personne d'aider promptement et efficacement à faire prendre les mesures nécessaires pour réduire la tension dans cette région. Le projet de résolution des Etats-Unis mentionnait en termes précis certains objectifs importants et il ne faisait aucun doute que le Secrétaire général tirerait pleinement parti des directives données au paragraphe 3 du dispositif de ce projet pour essayer de faire adopter, par voie d'accord avec les parties, toutes autres mesures pratiques qui pourraient aider à réduire la tension le long des lignes de démarcation, en en discutant avec les parties et avec le Chef d'état-major.

98. A la 718^{ème} séance, tenue le 28 mars, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il n'y avait pas de sens caché dans le projet de résolution soumis par sa délégation. Il s'agissait de demander au Secrétaire général de s'entendre avec les parties en vue de l'adoption des mesures propres à réduire la tension existante et à assurer le respect des conventions d'armistice. Le projet de résolution avait pour seul but d'éviter la guerre. Ce que désirait le Gouvernement des Etats-Unis, c'est que le Conseil agisse rapidement pour faire face à une situation qui avait pris une tournure très grave et, ce faisant, indique certaines mesures que le Secrétaire général et les parties pourraient prendre pour mettre en œuvre les dispositions des conventions d'armistice. Le but unique et limité du Gouvernement des Etats-Unis était le fonctionnement effectif de l'armistice.

99. Le représentant de Cuba a déclaré qu'il voterait pour le projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique, qu'il considérait comme un effort louable en vue d'éviter le déclenchement d'une guerre en Palestine. La délégation cubaine était convaincue que le Secrétaire général avait suffisamment de jugement et de compétence pour mener à bonne fin la mission qu'on envisageait de lui confier. Cependant, il pourrait très difficilement résoudre le problème à lui seul. Tous les Etats Membres, et surtout les membres permanents du Conseil de sécurité, devaient apporter tout leur concours pour empêcher le déclenchement d'une guerre.

100. Le représentant de la Belgique a fait remarquer que le projet de résolution des Etats-Unis n'invitait pas le Conseil à porter un jugement sur le fond de la question de Palestine. Il faisait seulement appel au Secrétaire général pour lui demander de procéder à une étude de la situation dans cette région, en dirigeant particulièrement son attention sur la mise en œuvre et l'observation des conventions d'armistice général et des dernières résolutions du Conseil. On ne pouvait contester que semblable examen était devenu nécessaire et que le Secrétaire général était la personne la plus qualifiée pour l'entreprendre. D'une manière générale, le projet de résolution dont le Conseil était saisi avait l'approbation de la délégation belge.

101. Le représentant de l'Egypte, désireux d'obtenir des éclaircissements, a indiqué comment sa délégation interprétait le paragraphe 3 du dispositif du projet

de résolution. Elle pensait que les "mesures" que recommanderait le Secrétaire général, après en avoir discuté avec les parties et avec le Chef d'état-major, rentreraient dans le cadre de la Convention d'armistice général conclue entre l'Egypte et Israël en février 1949. Il semblait qu'il appartiendrait au Secrétaire général d'apprécier l'opportunité de mettre en œuvre les alinéas *a*, *b* et *c* du paragraphe 3 du dispositif, car ces dispositions n'étaient pas applicables à toutes les conventions d'armistice. La délégation égyptienne pensait que les termes "zones démilitarisées" et "régions défensives", employés à l'alinéa *b* du paragraphe 3, désignaient les zones démilitarisées et les régions défensives telles qu'elles étaient définies dans les conventions d'armistice général. Le paragraphe 5 du dispositif exigeait également des éclaircissements, car on était amené à se demander quelles nouvelles mesures le Conseil de sécurité serait appelé à adopter après la discussion du rapport du Secrétaire général. De l'avis du représentant de l'Egypte, il ressortait du texte du projet de résolution et des déclarations faites au cours de la séance que l'auteur de ce projet s'était fixé pour objectif de rechercher les moyens d'éliminer l'état de tension qui régnait sur les lignes de démarcation, et cela dans le cadre des conventions d'armistice.

102. Le représentant de la Syrie, après avoir dit qu'il savait gré aux Etats-Unis de leur initiative, a demandé certains éclaircissements qu'il jugeait indispensables pour le succès de l'effort entrepris. Le Gouvernement syrien désirait savoir quelle serait la portée de la mission confiée au Secrétaire général. Ce n'était pas une seule et même chose que de déterminer la suite donnée aux résolutions du Conseil et de rechercher les moyens de régler les problèmes qui faisaient obstacle à la paix. Le représentant de la Syrie a fait remarquer que les mots "les divers aspects" de la mise en vigueur des conventions générales, employés au paragraphe 2 du projet de résolution pour définir l'étude qu'entreprendrait le Secrétaire général, pouvaient se rapporter à des problèmes politiques, économiques ou financiers.

103. Le représentant de la Syrie a posé un certain nombre d'autres questions, en expliquant qu'il le faisait uniquement pour obtenir des éclaircissements. Le Gouvernement syrien était en effet favorable à l'idée d'une enquête sur la suite donnée aux conventions d'armistice, ainsi qu'aux résolutions que le Conseil de sécurité avait adoptées au cours de l'année écoulée.

104. A la 719^{ème} séance, tenue le 3 avril, le représentant de la Jordanie a déclaré que son gouvernement avait toujours rempli, en dépit d'immenses difficultés, les obligations que lui imposait la Convention d'armistice. Le Conseil n'avait jamais eu à reprocher à la Jordanie ou à ses forces régulières d'avoir violé cette convention. Les troupes jordaniennes occupaient leurs positions le long de la ligne de démarcation, non seulement à des fins défensives, mais aussi pour exécuter leurs obligations au titre de la Convention d'armistice général et pour maintenir l'ordre et la discipline sur la ligne de démarcation. C'était là un fait important qu'il faudrait prendre en considération avant d'envisager tout retrait des forces. Rien ne pouvait être plus contraire aux intérêts de la Jordanie qu'un état permanent d'instabilité et de désordre. Les Arabes n'avaient pas intérêt à créer des tensions. Aussi le Gouvernement jordanien encouragerait-il tout effort que l'on ferait pour réduire, dans le cadre de la Convention d'armistice, la tension sur la ligne de démarcation.

Le Gouvernement jordanien serait heureux que le Secrétaire général vienne en Jordanie et ferait de son mieux pour faciliter sa mission.

105. Le représentant du Liban a déclaré que son gouvernement avait accueilli favorablement l'initiative du Gouvernement des Etats-Unis consistant à demander au Secrétaire général d'entreprendre, au nom du Conseil, une mission d'enquête. Cependant, le projet de résolution des Etats-Unis avait paru d'emblée susceptible d'interprétations qui ne cadraient pas avec le but qu'il se proposait d'atteindre. Pour cette raison, le Gouvernement libanais faisait siennes les demandes d'éclaircissements formulées par les représentants de l'Egypte et de la Syrie. Le représentant du Liban croyait comprendre que la mission du Secrétaire général ne dépasserait pas le cadre des conventions d'armistice et se limiterait aux conditions techniques de leur application. En deuxième lieu, toute mesure que pourrait envisager le Secrétaire général ne serait adoptée que d'accord avec les parties.

106. Le Président, parlant en sa qualité de représentant des Etats-Unis d'Amérique, s'est déclaré persuadé qu'il n'existait aucun véritable malentendu dans l'esprit des parties aux conventions d'armistice ou des membres du Conseil sur les raisons qui avaient incité les Etats-Unis à soumettre au Conseil le projet de résolution. En réponse aux questions posées par les représentants de la Syrie et de l'Egypte, il a lu des extraits de déclarations qu'il avait faites aux deux séances précédentes du Conseil et a ajouté que, de l'avis de son gouvernement, il n'y avait pas d'autre moyen d'empêcher une aggravation de la situation que de prendre des mesures pour assurer le respect rigoureux des conventions d'armistice, ainsi que des résolutions du Conseil énumérées dans le projet de résolution. Le projet de résolution des Etats-Unis prévoyait, plus particulièrement, que le Secrétaire général s'entendrait avec les parties et avec le Chef d'état-major sur les mesures à prendre, mesures qui resteraient dans le cadre des conventions d'armistice général et des résolutions citées. Les zones démilitarisées et les régions défensives dont il était question dans le projet étaient évidemment celles qui avaient été définies dans les conventions d'armistice. Il a soumis ensuite un rectificatif (S/3562/Corr.1) tendant à mettre en majuscules les premières lettres des mots *Defensive Areas*, dans le texte anglais du paragraphe 3, *b*, du dispositif. Pour ce qui est des "divers aspects" de l'observation des conventions d'armistice que le Secrétaire général serait invité à étudier, le représentant des Etats-Unis a expliqué qu'il s'agissait uniquement des questions qui relevaient normalement de la compétence de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve. Il allait de soi que le Secrétaire général ne pourrait modifier ou annuler les engagements que les parties avaient contractés en vertu des conventions d'armistice. Les mots *in his discretion*, du dernier paragraphe du projet, se rapportaient au choix de la date à laquelle le Secrétaire général présenterait son rapport. Le représentant des Etats-Unis a ajouté qu'en adoptant le projet de résolution proposé par sa délégation, le Conseil de sécurité ne renoncerait en rien à la responsabilité principale qui lui incombe d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Compte tenu du rapport du Secrétaire général et de la situation telle qu'elle se présenterait alors, le Conseil aurait à examiner s'il convient de prendre de nouvelles mesures et quelle pourrait être, le cas échéant, leur

nature. Néanmoins, le Gouvernement des Etats-Unis espérait qu'il ne serait pas nécessaire de prendre des nouvelles mesures pour assurer le respect des conventions d'armistice et des résolutions pertinentes du Conseil.

107. Le représentant de la Yougoslavie a estimé que, si la situation dans le Moyen-Orient n'appelait pas de mesures spectaculaires ou précipitées, de nouveaux efforts n'en étaient pas moins nécessaires pour réduire la tension et renforcer la paix dans cette région vitale. Toute mesure à ce sujet devait être prise par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies puisque, depuis plusieurs années déjà, la question de Palestine relevait d'elle et que l'armistice dans cette région avait été conclu sous ses auspices et avec son aide. Toute mesure devait également être acceptable pour les parties intéressées et pouvoir bénéficier de leur collaboration active. Le maintien de la paix et de la stabilité dans la région dépendrait de la modération des parties, de leur réalisme et de leur résolution de n'avoir recours qu'à des méthodes pacifiques.

108. La tâche concrète du Conseil était d'assurer une observation plus complète des conventions d'armistice et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ainsi qu'un fonctionnement plus satisfaisant du système d'armistice. La délégation yougoslave était persuadée qu'il n'était pas possible de faire un meilleur choix que celui du Secrétaire général pour cette mission. C'est en interprétant le projet de résolution de cette façon que la délégation yougoslave lui donnerait son appui.

109. Le représentant de la Chine a déclaré qu'à la suite des précisions fournies par le représentant des Etats-Unis, les limites d'application des propositions contenues dans le projet de résolution apparaissaient très clairement. Ces propositions visaient exclusivement les conventions d'armistice et les résolutions adoptées par le Conseil au sujet de la mise en œuvre des conventions d'armistice. La délégation chinoise approuvait sans réserve cet objectif et appuyait le projet de résolution; elle notait également avec satisfaction les assurances que les représentants de l'Egypte, de la Jordanie et du Liban avaient données quant à la coopération de leurs gouvernements avec le Secrétaire général.

110. A la 720^{ème} séance, tenue le 3 avril, le représentant d'Israël a rappelé que son gouvernement avait souvent recommandé de faire davantage appel au Secrétaire général pour l'étude des tensions internationales. A cet égard, le Secrétaire général continuerait à bénéficier de la coopération sans réserve du Gouvernement d'Israël. De l'avis de la délégation d'Israël, il fallait faire plus que ce qu'envisageait le projet de résolution pour garantir la sécurité au Moyen-Orient, mais les mesures envisagées pouvaient être très utiles. Le Gouvernement israélien était partisan de mesures immédiates pour assurer l'entier respect des conventions d'armistice. Il y avait lieu de craindre que des fissures ne se soient produites et que tout l'édifice ne s'en trouve ébranlé. Le Gouvernement d'Israël appelait l'attention du Secrétaire général sur certains des problèmes auxquels ces imperfections avaient donné naissance. Etait-il par exemple bien entendu que les gouvernements signataires étaient tenus de s'opposer au franchissement des lignes de démarcation, pour quelque raison que ce soit? Une des parties se livrait-elle sur terre ou sur mer à des actes que le Conseil

de sécurité avait qualifiés de contraires aux Conventions d'armistice général? Toutes les parties avaient-elles présentes à l'esprit les obligations impératives qu'elles avaient contractées aux termes des articles prévoyant des conférences pour l'examen ou la révision des clauses des conventions? On pouvait également se demander si l'on avait pris des mesures suffisantes pour assurer le libre accès aux Lieux saints et aux centres culturels et éducatifs, et s'il existait dans l'une quelconque des régions défensives des concentrations de troupes qui dépassaient les limites prescrites par les articles pertinents de la Convention d'armistice.

111. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation était, elle aussi, d'avis que le Conseil devait exercer une surveillance sans relâche sur la mise en œuvre de ses décisions, surtout dans les régions où pouvaient facilement surgir des menaces au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La délégation de l'Union soviétique n'était donc pas opposée aux préoccupations dont s'inspirait le projet de résolution des Etats-Unis, à condition que tous les pays intéressés fussent disposés à accepter ce projet quant au fond. La délégation de l'Union soviétique jugeait également opportun que le Conseil de sécurité invitât le Secrétaire général à étudier la mesure dans laquelle les parties appliquaient les conventions d'armistice et les résolutions pertinentes du Conseil et le chargeât de s'entendre avec les parties en vue de l'adoption et de l'exécution des mesures qui se révéleraient nécessaires pour amener une détente le long des lignes de démarcation de l'armistice. Cependant, la délégation de l'Union soviétique estimait que toutes mesures qui seraient appliquées en Palestine en vue d'atténuer la tension existante ne devaient être mises en œuvre qu'après accord avec les parties intéressées et en tenant compte de leurs intérêts. Il y avait lieu d'insister sur ce point, car, depuis quelque temps, certaines puissances occidentales étaient très nettement portées à envisager une intervention armée directe dans les affaires des Etats arabes, en violation des droits souverains des pays de cette région, sous prétexte de prévenir une guerre entre Israël et les Etats arabes. Le représentant de l'Union soviétique a cité à ce sujet des informations parues dans la presse concernant des mesures que ces puissances occidentales avaient prises et projetées en vue d'une action unilatérale dans le Moyen-Orient. Pour autant que la délégation de l'Union soviétique le sût, les pays intéressés n'avaient pas été consultés au sujet de ces mesures que les puissances occidentales allaient peut-être prendre au Moyen-Orient. C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique rappelait sa conviction que toutes les décisions qui mettaient en cause les intérêts des pays du Moyen-Orient devaient être discutées et prises avec la participation des pays de cette région et compte dûment tenu de leurs intérêts. A son avis, aucune décision intéressant la paix et la sécurité dans cette région ne devait être prise en dehors de l'Organisation des Nations Unies.

112. En raison de ces considérations et des opinions que les parties intéressées avaient exprimées, la délégation de l'URSS estimait qu'il était possible d'améliorer le projet de résolution en y apportant les amendements suivants (S/3574) :

"1. Au premier considérant, rappeler également les résolutions du Conseil de sécurité en date du 24 novembre 1953 et du 29 mars 1955.

"2. Au paragraphe 1, remplacer les mots "est telle que, si elle se prolongeait, elle risquerait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales" par les mots "laisse à désirer".

"Le paragraphe 1 serait donc ainsi conçu :

"1. Considère que la situation qui règne actuellement entre les parties en ce qui concerne la mise en vigueur des Conventions d'armistice et l'observation des résolutions du Conseil mentionnées plus haut laisse à désirer."

"3. Au paragraphe 3 remplacer les mots "après en avoir discuté" par les mots "après en être convenu".

"A l'alinéa b du paragraphe 3, supprimer les mots "et dans les régions défensives".

113. A propos de ces amendements, le représentant de l'URSS a fait remarquer que la mention des régions défensives dans le projet de résolution pouvait être interprétée comme élargissant les fonctions d'inspection et comme impliquant une intervention dans les affaires intérieures des Etats intéressés. S'il donnait satisfaction aux parties intéressées, l'amendement présenté par les Etats-Unis à leur propre projet de résolution et tendant à placer des lettres majuscules au début des mots *Defensive Areas*, afin de préciser que ces termes s'appliquent aux régions telles qu'elles sont définies dans les conventions d'armistice, pouvait être considéré comme approprié. Le représentant de l'Union soviétique a également fait remarquer qu'il était prématuré de définir la situation comme il avait été fait au paragraphe 1 et qu'il serait préférable que le Conseil ne se prononçât pas sur la situation en Palestine avant d'être en possession des rapports du Secrétaire général et du Chef d'état-major. Si ces amendements étaient acceptés, la délégation de l'Union soviétique serait en mesure d'appuyer le projet de résolution des Etats-Unis.

114. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, si le Conseil voulait discuter des responsabilités que portaient d'autres pays dans la solution qui régnait au Moyen-Orient et des actes des gouvernements de ces pays, il y aurait beaucoup à dire. Mais un tel débat ne rapprocherait pas le Conseil du but qu'il s'était proposé et qui était de réduire la tension qui existait entre Israël et les Etats arabes le long des lignes de démarcation.

115. Le Président, parlant en tant que représentant des Etats-Unis d'Amérique, a démenti que les Etats-Unis aient une activité indésirable, militariste ou unilatérale, au Moyen-Orient.

116. Le représentant de l'Iran a dit qu'il accueillait avec sympathie l'initiative prise par les Etats-Unis. En raison de l'aggravation constante de la situation en Palestine et des incidents qui se multipliaient le long des lignes de démarcation, il était indispensable de prendre des mesures pour réduire la tension dans cette région. De plus, en dépit des grands efforts du Chef d'état-major, la mécanique actuelle de l'armistice s'était révélé inefficace dans les circonstances actuelles. Cependant, on aurait tort d'exagérer la gravité de la situation et de parler de l'imminence d'une guerre au Moyen-Orient. De telles assertions n'auraient pour effet que d'engendrer des soupçons inutiles et d'aggraver encore la situation. La délégation iranienne avait pleine confiance dans les intentions pacifiques des

dirigeants arabes et pensait également que le Gouvernement d'Israël ne se laisserait pas influencer par les éléments extrémistes.

117. Le projet de résolution dont le Conseil était saisi, et sur lequel le représentant des Etats-Unis avait fourni des éclaircissements, avait un caractère constructif. Il demandait que de nouveaux efforts soient faits pour assurer une observation plus complète des dispositions des conventions d'armistice et éliminer ainsi les causes de friction le long des lignes de démarcation et dans les zones démilitarisées. Personne n'était plus qualifié que le Secrétaire général pour remplir la mission que prévoyait le projet de résolution. Bien que la délégation iranienne fût consciente des difficultés qui empêchaient une solution permanente du problème palestinien, elle restait persuadée que, si le Secrétaire général pouvait mener à bonne fin les mesures préconisées dans le projet de résolution, cela contribuerait à éliminer les obstacles qui empêchaient encore une solution permanente.

118. Le représentant de la France, après s'être référé à l'intervention du représentant de l'URSS, a déclaré que tous les Etats Membres avaient le droit de se consulter sur les questions d'intérêt mutuel. Ce n'étaient pas ces consultations qui avaient créé ou accru la tension; c'était bien au contraire l'existence de cette tension qui avait rendu nécessaires de telles consultations.

119. Le Président, parlant en tant que représentant des Etats-Unis d'Amérique, a estimé que les amendements de la délégation de l'URSS non seulement étaient inutiles, mais ne semblaient pas particulièrement souhaitables. Le premier amendement faisait allusion au passé et cela n'apportait rien de constructif. Le deuxième amendement était fallacieux, parce qu'il était évident que le fait de ne pas respecter les trois résolutions adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité "risquait" de mettre la paix en danger. Quant au troisième amendement, il était évident qu'il fallait discuter avant de pouvoir se mettre d'accord.

120. Le représentant des Etats-Unis a déclaré ensuite que le paragraphe 3 du projet de résolution de sa délégation indiquait clairement qu'il faudrait obtenir l'accord des parties pour adopter les mesures tendant à réduire les tensions. Les mots "dans les régions défensives", qui figuraient dans le projet de résolution, faisaient clairement apparaître que ces régions étaient les régions définies dans les conventions d'armistice. Aucun doute n'était possible sur les buts de la résolution déposée par les Etats-Unis. Le projet de résolution était inspiré par un danger manifeste et actuel et son objet était d'envoyer le Secrétaire général dans la région, de manière à y réduire la tension, qui allait s'aggraver. Tel quel, le texte du projet était suffisant et le Gouvernement des Etats-Unis croyait que les gouvernements de la région étaient prêts à accepter la résolution sous cette forme. Par conséquent, en tant qu'auteur du projet de résolution, le Gouvernement des Etats-Unis ne jugeait pas souhaitable d'accepter des amendements.

121. A la 721ème séance, tenue le 4 avril, le représentant de l'Egypte s'est déclaré satisfait des éclaircissements que le représentant des Etats-Unis avait fournis au sujet du projet de résolution. Il a rappelé que des membres du Conseil, notamment les représentants du Royaume-Uni, de la Yougoslavie, de l'Iran

et de l'URSS, s'étaient déclarés généralement d'accord avec le représentant des Etats-Unis en ce qui concernait l'objectif de la mission du Secrétaire général. Le représentant de l'URSS avait soumis des amendements dont certains correspondaient aux questions qu'avait posées la délégation égyptienne. Le représentant de l'Egypte a renouvelé l'engagement pris par son gouvernement de coopérer pleinement avec le Chef d'état-major et avec le Secrétaire général dans sa nouvelle mission. Il a ajouté que l'Egypte avait d'ores et déjà accepté les propositions qu'avait faites le Chef d'état-major après l'adoption, par le Conseil, de la résolution du 29 mars 1955 et avait également accepté la proposition faite par le Secrétaire général pour réduire la tension dans la zone démilitarisée d'El-Auja.

122. Le représentant de la Syrie a également remercié le représentant des Etats-Unis pour les éclaircissements qu'il avait fournis. Il a fait ressortir que la mission qui allait être confiée au Secrétaire général ne consistait pas en une simple enquête, car il s'agissait avant tout de trouver les moyens d'assurer la mise en œuvre des conventions d'armistice. Le Secrétaire général pourrait, par exemple, proposer des mesures qui garantiraient les lignes de démarcation contre toute violation par des forces militaires. Le Secrétaire général ne manquerait pas de relever des cas de violation des zones démilitarisées. Certaines de ces violations étaient d'un caractère permanent. Ainsi, le Secrétaire général constaterait l'existence, sur le lac de Tibériade, d'une force navale, qui s'y trouvait au mépris des dispositions formelles de la Convention d'armistice général. Il ne s'agissait pas tant de procéder à une enquête sur les violations que d'y mettre un terme et de proposer des mesures à cet effet. Le représentant de la Syrie était également très heureux de noter que le paragraphe 1 du projet de résolution mentionnait les quatre conventions d'armistice. Il a ajouté que la Syrie avait toujours affirmé que l'armistice était indivisible, bien qu'il y eût quatre conventions différentes, et que toute violation dans un secteur était en réalité une violation de l'ensemble. De même, la tension dans une région provoquait une tension dans toutes les régions auxquelles s'appliquait l'armistice.

123. Quant aux amendements de la délégation de l'URSS, le représentant de la Syrie a estimé qu'ils amélioreraient le texte initial et faciliteraient la tâche du Secrétaire général. Le Gouvernement syrien était reconnaissant aux Etats-Unis d'avoir soumis le projet de résolution au Conseil, car la question de Palestine avait ainsi, de nouveau, été déférée à l'Organisation des Nations Unies, dont elle relevait de droit.

124. A la même séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré regretter que les Etats-Unis ne puissent accepter les amendements proposés par sa délégation. La proposition du représentant des Etats-Unis consistant à placer des lettres majuscules au début des mots *Defensive Areas* correspondait au but même de l'amendement présenté par l'Union soviétique sur ce point; aussi le représentant de l'Union soviétique ne maintiendrait-il pas son amendement si les autres membres du Conseil préféraient la version soumise par les Etats-Unis. Pour ce qui était de son amendement au paragraphe 3, les précisions fournies par le représentant des Etats-Unis avaient montré qu'il n'existait pas de désaccord fondamental; aussi le représentant de l'Union sovié-

tique ne pouvait-il comprendre pourquoi l'auteur du projet de résolution n'acceptait pas l'amendement consistant à dire, pour plus de clarté, "après en être convenu". De même, le projet de résolution des Etats-Unis ne faisait allusion qu'à quelques-unes des résolutions du Conseil et passait sous silence d'autres résolutions pertinentes, en particulier celles du 24 novembre 1953 et du 29 mars 1955. Il était également nécessaire d'étudier la mise en œuvre de ces dernières résolutions.

125. Le représentant de l'URSS a fait remarquer qu'à la fin du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution figurait une citation de la Charte qui indiquait que le Conseil de sécurité accordait une très grande importance à la situation existant en Palestine et que la prolongation de cette situation risquerait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La délégation de l'URSS se demandait sur quels éléments le Conseil pouvait se fonder pour formuler un tel jugement. Il n'avait pas encore entendu les parties directement intéressées et n'était pas en possession d'un rapport du Chef d'état-major. Ainsi, le Conseil n'était pas en présence d'éléments qui lui permettaient d'affirmer que la situation au Moyen-Orient risquait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil devrait donc se borner à déclarer que la situation existant au Moyen-Orient laissait à désirer. Lorsqu'il aurait reçu le rapport du Secrétaire général, il serait en mesure de juger si la prolongation de cette situation risquait de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales et pourrait décider, en conséquence, quelles mesures il conviendrait de prendre. Si un tel jugement était porté dès maintenant sur la situation, on pourrait y trouver plus tard un prétexte pour justifier certaines mesures qui seraient prises en dehors du Conseil de sécurité. Les amendements proposés par l'Union soviétique tendaient à améliorer le projet de résolution en donnant à ses termes plus de clarté et de précision. Ils indiquaient aussi de façon plus claire la position adoptée par le Conseil de sécurité sur cette importante question. Aussi le représentant de l'URSS demandait-il que les amendements de sa délégation soient pris en considération.

126. Le représentant du Pérou a dit que sa délégation avait déjà approuvé de façon générale le projet de résolution des Etats-Unis et qu'elle était prête à voter en sa faveur. Aux termes du projet, le Secrétaire général devait étudier les faits objectivement et s'efforcer d'adopter avec les parties, après en avoir discuté avec elles, ce qui voulait dire avec leur accord, des mesures destinées à réduire la tension en Palestine. Le projet recommandait donc une étude objective de faits et une solution comportant l'accord des parties, une paix obtenue par conciliation étant manifestement préférable à une paix imposée du dehors.

127. Au sujet des amendements de l'URSS, le représentant du Pérou a dit que sa délégation était heureuse de noter que la délégation de l'URSS n'insistait pas sur son amendement relatif à l'expression "régions défensives". Il a exprimé l'espoir que la délégation de l'URSS n'insisterait pas non plus sur son amendement tendant à mentionner deux autres résolutions du Conseil dans le préambule du projet de résolution. Si cet amendement était accepté, il faudrait également rappeler de nombreuses autres résolutions du Conseil. Le représentant du Pérou a aussi estimé

que le fait de décrire la situation existant en Palestine par les mots "laisse à désirer" n'aurait pas seulement pour effet de rendre très vague le texte du projet de résolution: il ne justifierait pas une mesure aussi importante que celle qui consistait pour le Conseil à envoyer le Secrétaire général dans cette région. Le paragraphe 1 du projet de résolution, de l'avis de la délégation péruvienne, n'invoquait pas expressément l'Article 39 du Chapitre VII de la Charte. Il y était seulement question d'une situation dont la prolongation risquait de mettre en danger le maintien de la paix. Par ces mots, les membres du Conseil ne s'engageaient nullement à prendre des mesures par la suite.

128. A la 722ème séance, tenue le 4 avril, le représentant d'Israël a dit que le représentant de l'une des parties intéressées avait émis un jugement partial quant à la responsabilité des violations des conventions d'armistice qui s'étaient produites dans le passé. Le discours de ce représentant avait pu également donner une idée inexacte du caractère des dispositions d'armistice général. Il existait quatre conventions d'armistice et non pas une seule. Chaque convention avait un texte qui lui était propre et un groupe de signataires distincts; chacune d'elles avait été enregistrée séparément auprès de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte. De plus, il existait quatre lignes de démarcation et c'est avec raison que le projet de résolution en parlait au pluriel. Le représentant d'Israël a ajouté que son gouvernement ne pouvait pas accepter l'idée qu'un Etat pût se préoccuper de la mise en œuvre d'une convention dont il n'était pas signataire.

129. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation n'était pas disposée à appuyer les amendements de l'URSS. En ce qui concerne la proposition tendant à mentionner deux résolutions antérieures du Conseil relatives à la question de Palestine, le représentant du Royaume-Uni a dit qu'étant donné le caractère limité et pratique du texte, il semblait inutile de citer d'autres résolutions que les trois dont il était fait mention dans la proposition des Etats-Unis. Pour ce qui était de l'amendement au paragraphe 1, la situation dans la région ne laissait pas seulement à désirer, elle constituait un danger.

130. Le représentant de la France a estimé également que les amendements de l'URSS n'étaient pas nécessaires. Ils reflétaient une méfiance qui n'était pas conforme au climat de concorde qui avait régné au cours du débat. Si le Conseil ne se bornait pas à citer les trois résolutions récentes par lesquelles il avait chargé le Chef d'état-major de procéder à des négociations, il pouvait fort bien remonter à 1947, ou même plus loin. Si l'on présentait seulement la situation comme laissant à désirer, il était difficile de justifier l'envoi du Secrétaire général dans la région.

131. Le représentant de l'Australie a estimé que les amendements de l'URSS n'amélioreraient pas le texte du projet de résolution. En particulier, il pensait, comme d'autres représentants, que le libellé du texte primitif était préférable à l'expression "laisse à désirer" pour décrire la situation. Il a exprimé l'espoir que l'URSS n'insisterait pas sur ses amendements.

132. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il appuierait l'amendement de l'URSS au paragraphe 1 du projet de résolution, car cet amendement rendrait le paragraphe plus conforme à l'esprit du

Chapitre VI de la Charte et plus particulièrement de l'Article 34. L'amendement en question correspondait d'une façon générale aux idées de la délégation yougoslave concernant la situation qui régnait dans la région et il avait l'avantage de dissiper l'impression que l'on préjugait la situation avant la mission du Secrétaire général. En revanche, le représentant de la Yougoslavie n'était pas convaincu que les autres modifications proposées par le représentant de l'Union soviétique fussent réellement nécessaires après les explications données par le représentant des Etats-Unis.

133. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se référant à la déclaration de la délégation française, selon laquelle les amendements de l'URSS résultaient de soupçons injustifiés, a cité un communiqué de presse du Département d'Etat, afin de montrer que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France procédaient à des consultations en vue de décider de la nature des mesures qu'ils devraient prendre pour empêcher des hostilités au Moyen-Orient. Le représentant de l'URSS a souligné que ces trois Etats, dont aucun n'était un Etat du Moyen-Orient, procédaient à leurs consultations entre eux au moment même où le Conseil étudiait les mesures propres à améliorer la situation dans la région. Pour cette raison et pour les raisons que sa délégation avait exposées à la séance précédente, les amendements présentés par la délégation de l'URSS étaient nécessaires.

134. Le Président, parlant en qualité de représentant des Etats-Unis d'Amérique, a dit que sa délégation espérait que le Conseil adopterait le projet de résolution à l'unanimité. Le Gouvernement des Etats-Unis ne voyait aucun mal à prendre contact avec d'autres gouvernements pour s'efforcer de maintenir la paix. Le représentant des Etats-Unis a ajouté que le fait de mettre des majuscules aux mots *Defensive Areas*, au paragraphe 3, b, du dispositif, ne constituait pas un amendement, mais une rectification typographique. Usant du droit que lui conférait l'article 32, la délégation des Etats-Unis, auteur de ce projet de résolution, s'est opposée à la demande de l'Union soviétique tendant à procéder à un vote paragraphe par paragraphe, en faisant valoir que ce projet de résolution constituait un tout et devait être adopté ou rejeté dans sa totalité.

Décisions: A la 722ème séance, le 4 avril 1956, l'amendement de l'URSS au premier considérant a été rejeté par 2 voix (Cuba, Pérou) contre une (URSS), avec 8 abstentions. L'amendement de l'URSS au paragraphe 1 a été rejeté par 3 voix (Australie, Cuba, Pérou) contre 2 (URSS, Yougoslavie), avec 6 abstentions. La première partie de l'amendement de l'URSS au paragraphe 3 a été rejetée par 2 voix (Cuba, Pérou) contre une (URSS), avec 8 abstentions.

Le projet de résolution des Etats-Unis a été adopté à l'unanimité.

135. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en votant pour le projet de résolution des Etats-Unis, sa délégation avait tenu compte, d'une part, du fait que ce projet était acceptable pour toutes les parties intéressées et, d'autre part, des explications données par l'auteur du projet, notamment de l'explication selon laquelle toutes les mesures dont l'exécution était envisagée dans la résolution resteraient dans le cadre des conventions d'ar-

mistice et seraient appliquées avec l'accord des parties intéressées et du Conseil.

136. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il était urgent de réduire la tension existant le long des lignes de démarcation et que sa délégation espérait que le Secrétaire général bénéficierait de la collaboration pleine et entière de toutes les parties intéressées, car sans cette collaboration sa mission serait vouée à l'échec.

137. A la même séance, le Secrétaire général a dit qu'il partageait la vive inquiétude que les membres du Conseil ressentaient devant les problèmes du Moyen-Orient, et que, dans ces conditions, il n'hésiterait pas à assumer les responsabilités que le Conseil avait décidé de confier au Secrétaire général. La portée de la demande formulée par le Conseil était bien définie et avait encore été précisée au cours des débats. La mission que le Conseil avait confiée au Secrétaire général était entièrement conforme au caractère et aux obligations de ses fonctions. Il était bien évident que ce que le Conseil demandait au Secrétaire général ne retirait rien et n'ajoutait rien à l'autorité qu'il détenait en vertu de la Charte. La mesure dans laquelle une étude des moyens permettant de réduire la tension sur les lignes de démarcation était possible et pouvait donner des résultats durables dépendait nécessairement de la disposition des parties intéressées à coopérer sans réserve avec le Secrétaire général dans un effort commun fondé sur la confiance mutuelle. Le Secrétaire général était persuadé qu'il pouvait compter sur cette coopération, ainsi que sur la retenue de tous ceux qui s'intéressaient au succès des efforts entrepris et qui n'étaient pas parties au conflit.

2. — RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADRESSÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN EXÉCUTION DE LA RÉOLUTION DU CONSEIL EN DATE DU 4 AVRIL 1956

138. En exécution de la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril 1956 (S/3575), le Secrétaire général est parti pour le Moyen-Orient le 6 avril afin d'entrer en consultation avec les gouvernements intéressés au sujet des questions sur lesquelles portait la résolution. Il s'est rendu dans les pays intéressés du 10 avril au 3 mai 1956 et, au cours de cette période, a adressé au Conseil de sécurité des communications concernant ses négociations avec les autorités égyptiennes et israéliennes (S/3584, S/3586 et S/3587), ainsi qu'un rapport sur l'état des travaux (S/3594). Le 9 mai, il a présenté au Conseil son rapport sur sa mission (S/3596).

139. Dans son rapport du 2 mai (S/3594), le Secrétaire général expliquait qu'il avait interprété son mandat comme lui prescrivant, non seulement d'examiner dans quelle mesure les quatre conventions d'armistice général étaient observées, de faire rapport sur la situation dans ce domaine et de s'entendre avec les parties pour qu'elles adoptent des mesures propres à réduire la tension le long des lignes de démarcation, mais aussi d'entreprendre des négociations pour amener les parties à rétablir l'observation la plus complète possible des conventions d'armistice. Il ne faisait pas de doute, à son avis, qu'aucune mesure prise en vue du respect absolu des dispositions de forme et de fond des conventions d'armistice général ne pourrait être féconde et durable à moins d'être fermement ancrée dans la reconnaissance renouvelée, par toutes les parties en

cause, de leur devoir d'observer la suspension d'armes. Le Secrétaire général indiquait que, pendant son séjour au Moyen-Orient, les négociations qu'il avait effectuées pour obtenir de telles assurances avaient toutes donné des résultats positifs. Aussi avait-il étudié avec les gouvernements intéressés la possibilité de rétablir le plein respect des diverses autres clauses des conventions d'armistice général. Toutes les parties s'étaient montrées désireuses de parvenir à ce résultat.

140. Dans son rapport du 9 mai (S/3596), le Secrétaire général rendait compte en détail des résultats de la mission qu'il avait accomplie en exécution de la résolution du Conseil en date du 4 avril 1956. Dans ses observations générales, il notait que l'inobservation des conventions ne tenait pas au fait que les gouvernements n'étaient pas disposés à respecter leurs obligations. La situation inquiétante qui existait et était marquée par de nombreuses violations s'expliquait par des raisons politiques et pratiques. Les lignes de démarcation n'étaient bien souvent fondées ni sur des considérations historiques, ni sur la répartition de la population, ni sur les délimitations des propriétés privées et elles devaient être respectées dans un climat de tension politique grave. La fréquence de plus en plus grande des incidents avait engendré une série d'actions et de réactions. L'imprécision des obligations assumées par les signataires des conventions d'armistice avait contribué, elle aussi, à créer cet état de choses. Il importait, de l'avis du Secrétaire général, de dissiper, dans toute la mesure du possible, l'incertitude qui régnait à cet égard. On avait tendance à considérer les conventions, y compris les clauses relatives au cessez-le-feu, comme formant un tout et cela expliquait peut-être le sentiment que l'inobservation de l'une des dispositions — autres que la clause relative à la suspension d'armes — pouvait suffire à justifier des mesures allant à l'encontre de cette dernière clause. Cependant, la logique même des conventions d'armistice montrait que les violations d'autres articles ne pouvaient servir à justifier une violation de l'article relatif à la suspension d'armes. La seule condition qu'une partie pouvait mettre au respect de la suspension d'armes était que cette dernière soit respectée de la même façon par l'autre partie. La clause relative au cessez-le-feu était indépendante des autres articles. Le Secrétaire général avait donc demandé aux gouvernements intéressés l'assurance — qui lui avait été donnée dans tous les cas — qu'ils respecteraient sans conditions les obligations imposées par la clause du cessez-le-feu, étant entendu que l'autre partie respecterait cette même clause, sous la seule réserve du droit de légitime défense reconnu par l'Article 51 de la Charte.

141. Le Secrétaire général indiquait en outre que, toutes les parties ayant reconnu que les efforts devaient tendre à assurer le respect général et intégral de la totalité des conventions d'armistice et ayant admis que les clauses relatives à la suspension d'armes créaient des obligations distinctes dans le cadre des diverses conventions, il était devenu possible d'étudier le moyen de ménager un retour ordonné au respect absolu des autres clauses et — au cours de cette opération et par la suite — le meilleur moyen de protéger désormais l'application des conventions.

142. Dans ses observations générales, le Secrétaire général abordait également deux autres questions d'intérêt général. En ce qui concerne tout d'abord le statut de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve

et ses fonctions, il signalait l'existence d'une tendance à considérer les observateurs des Nations Unies uniquement comme des enquêteurs impartiaux intervenant dans les cas où des plaintes étaient déposées devant les commissions mixtes d'armistice, ce qui équivalait à faire dépendre l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve uniquement de ces commissions et à limiter — ou à supprimer — une fonction dont les observateurs étaient chargés aux termes de la résolution du Conseil de sécurité en date du 11 août 1949 (S/1367), celle de veiller, avec les autorités intéressées, à l'observation des clauses de suspension d'armes, en prévenant les incidents. Tous les gouvernements intéressés avaient examiné la question et avaient déclaré, en se fondant sur les conventions d'armistice et sur la résolution du Conseil en date du 11 août 1949, qu'ils avaient l'intention d'accueillir favorablement les propositions du Chef d'état-major concernant les activités des observateurs visant à faciliter le respect des conventions d'armistice général. Cela devait permettre aux observateurs de jouir de la liberté d'action et de mouvement que prévoyait, de l'avis du Secrétaire général, les conventions d'armistice général et les décisions du Conseil de sécurité. Cette liberté devait suffire à garantir le bon fonctionnement de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve. Les gouvernements intéressés avaient accepté, dans des cas particuliers et dans des régions déterminées, des arrangements destinés à assurer cette liberté, arrangements dont le rapport indiquait la teneur. En second lieu, pour ce qui était des "ententes locales" et du "retrait des forces" mentionnés dans la résolution du 4 avril 1956, les gouvernements intéressés avaient accepté d'accueillir favorablement les propositions du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en vue de la conclusion d'ententes locales — y compris celle qui concernait une rupture de contact — quand le Chef d'état-major jugerait de telles ententes nécessaires. Les gouvernements intéressés avaient aussi déclaré qu'en principe ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que d'autres arrangements locaux soient éventuellement négociés en ce qui concernait: a) la mise en place d'obstacles matériels; b) le bornage des lignes de démarcation et des frontières internationales; c) la conclusion d'accords entre les commandants locaux; d) l'organisation de patrouilles mixtes.

143. Dans la section de son rapport intitulée "La suspension d'armes", le Secrétaire général expliquait comment il interprétait le caractère inconditionnel des assurances données par les gouvernements intéressés en ce qui concernait la suspension d'armes. Ces assurances avaient permis à l'Égypte et à Israël de donner des ordres stricts qui avaient été portés à sa connaissance le 18 avril 1956 et dont le résultat avait été de réduire la tension sur la ligne de démarcation dans la région de Gaza. Des assurances inconditionnelles écrites, concernant le respect de la suspension d'armes, avaient en outre été fournies par la Jordanie le 26 avril, par le Liban le 1er mai et par la Syrie le 2 mai 1956. Par lettres du 26 avril et du 3 mai 1956, le Gouvernement d'Israël avait donné au Secrétaire général les assurances demandées au sujet de la clause relative à la suspension d'armes qui figurait dans les conventions d'armistice qu'Israël avait conclues avec la Jordanie, le Liban et la Syrie.

144. Après avoir fait observer que toutes les assurances reçues s'inscrivaient dans le cadre général de la Charte et que leur caractère inconditionnel n'était

limité que par la réserve relative au droit de légitime défense, le Secrétaire général déclarait que toute partie ayant donné une telle assurance ne pouvait invoquer ladite réserve, au cas où l'autre partie violerait les obligations que lui faisaient la Charte ou les conventions d'armistice, que s'il était reconnu que la violation incriminée justifiait le recours au droit de légitime défense consacré par l'Article 51 de la Charte. C'était là une question que seul le Conseil de sécurité pouvait trancher. Lui seul avait compétence pour se prononcer, selon les règles établies, sur la réserve du droit de légitime défense et sur les conséquences que cette réserve pouvait entraîner en ce qui concerne le respect de la Charte, de clauses des conventions d'armistice ou de décisions qu'il avait prises. Seul il pouvait déterminer la portée de cette réserve dans une situation donnée. En outre, cette réserve ne devait pas être interprétée de manière à la mettre en opposition, quant au fond, avec les assurances données en matière de suspension d'armes; elles n'autorisaient donc pas les représailles que le Conseil de sécurité avait condamnées à plusieurs reprises.

145. Malgré la réaffirmation des obligations juridiques, le sort des arrangements relatifs à la suspension d'armes dépendait aussi de la situation générale. Comme les populations vivaient dans la crainte de nouvelles attaques, tout ce qui pouvait donner à l'une des parties l'impression de se trouver exposée à des risques accrus pouvait mettre en danger la suspension d'armes et un seul incident, quelles qu'en fussent les circonstances, pouvait, dans une situation encore loin d'être stable, avoir le même résultat. Aussi les gouvernements intéressés devaient-ils faire tout leur possible pour rester maîtres de la situation, de façon à réduire au minimum ou à supprimer totalement les risques d'incident. Il appartenait aussi à ces gouvernements, au public et à l'opinion mondiale d'éviter de donner à des incidents une interprétation non fondée qui ébranlerait la confiance dans la suspension d'armes ou jetterait le discrédit sur les bonnes intentions de l'autre partie.

146. En ce qui concernait la question du respect des conventions en général, le Secrétaire général indiquait que tous les gouvernements intéressés l'avaient assuré de leur volonté de respecter entièrement toutes les clauses des conventions d'armistice dans des conditions de réciprocité, mais en reconnaissant le caractère spécial de la clause de suspension d'armes. Le Gouvernement d'Israël et celui de l'Égypte avaient donné des assurances précises sur deux points importants de la Convention d'armistice général conclue entre les deux pays. Touchant le premier point, qui concernait le franchissement de la ligne de démarcation et les actes de violence qui s'ensuivaient, les parties avaient, sur la demande du Secrétaire général, donné l'assurance qu'elles prendraient des mesures énergiques pour empêcher le renouvellement d'incidents qui devaient être considérés comme contraires à l'esprit des assurances données en matière de suspension d'armes. Le Gouvernement jordanien avait lui aussi assuré le Secrétaire général de son intention d'appliquer des mesures effectives pour empêcher tous les franchissements de la ligne de démarcation et les actes de violence dont ils étaient l'occasion. Le second point concernait le fait que, d'une façon permanente, ni l'une ni l'autre des parties ne respectait les dispositions de la Convention dans la zone dite d'El-Auja et dans les zones défensives, dont les articles VII et VIII de la

Convention d'armistice égypto-israélienne définissaient le statut.

147. Le Secrétaire général avait étudié la succession chronologique des différentes étapes qui devaient conduire au plein respect des conventions d'armistice et débattu avec les gouvernements les questions qui se posaient. Selon lui, on ne pouvait résoudre le problème au moyen d'accords explicites bilatéraux, car il s'agissait essentiellement de coordonner des mesures unilatérales inspirées par une plus grande confiance dans la possibilité d'une évolution pacifique, chacune de ces mesures étant provoquée par des mesures unilatérales analogues de l'autre partie et provoquant, le cas échéant, des mesures analogues. Une fois la suspension d'armes effectivement appliquée et la position de toutes les parties précisées, la voie devait s'ouvrir à la réalisation, par une série de mesures unilatérales parallèles, du plein respect des conventions.

148. Le Secrétaire général examinait également les dispositions de procédure qui contribueraient à assurer le plein respect des conventions d'armistice. Il n'existait pas, selon lui, de système qui fonctionnât de façon satisfaisante dans tous les cas pour résoudre les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des obligations assumées par les parties aux termes des conventions. En outre, et c'était là un autre point faible, les conventions ne fixaient aucune procédure pour régler les conflits qui correspondaient à leurs clauses générales, par exemple en ce qui concernait le droit de chacune des parties à être assurée de sa sécurité et à ne pas craindre d'attaques, droit reconnu à l'article premier de plusieurs conventions. De l'avis du Secrétaire général, il valait mieux, quelle que fût la solution envisagée, éviter de créer de nouvelles organisations et travailler dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

149. En ce qui concernait la non-application continue des articles VII et VIII de la Convention d'armistice entre l'Égypte et Israël, le Secrétaire général déclarait qu'Israël et l'Égypte maintenaient, ou étaient accusés de maintenir, des forces armées dans la zone démilitarisée autour d'El-Auja et dans la région située entre la ligne El-Quseïma-Abu Auegila et la zone démilitarisée; les deux parties agissaient donc, ou l'on avait tout lieu de penser qu'elles agissaient, plus ou moins en violation des articles VII et VIII. Au cours de sa mission, le Secrétaire général avait reçu des deux parties des assurances précises indiquant qu'elles étaient disposées à appliquer intégralement les articles VII et VIII, dans le cadre d'un retour complet à l'état de choses envisagé par les dispositions de la Convention d'armistice. Il avait joint à son rapport un plan pour le rétablissement de l'observation de ces deux articles, qui avait été préparé par le Chef d'état-major et n'avait suscité aucune objection des parties intéressées. De l'avis du Secrétaire général, l'une des tâches les plus urgentes à accomplir était la mise en œuvre des deux articles, car un retour à l'état de choses envisagé atténuerait considérablement les craintes d'agression éprouvées de part et d'autre.

150. Dans la section suivante du rapport, relative aux arrangements locaux nécessaires pour observer et faciliter le respect des dispositions les plus importantes des conventions d'armistice, le Secrétaire général exposait un certain nombre de propositions présentées par le Chef d'état-major. Ces propositions avaient été, dans une large mesure, acceptées par les gouverne-

ments intéressés. Le Secrétaire général reconnaissait avec le Chef d'état-major qu'elles pouvaient suffire à condition d'être mises en œuvre intégralement. Elles présentaient une importance immédiate, surtout dans trois zones: le long de la ligne de démarcation dans la région de Gaza, dans la zone démilitarisée d'El-Auja et les zones défensives du front occidental et dans la région du lac de Tibériade.

151. Dans la zone de Gaza, les arrangements qui prévoyaient la création, de chaque côté de la ligne de démarcation, de six postes fixes occupés par des observateurs des Nations Unies allaient être adoptés officiellement par la Commission mixte d'armistice, mais avaient déjà été acceptés par l'Égypte et par Israël; les attributions résultant, pour les observateurs, de ces arrangements devaient s'ajouter à celles qu'ils tenaient déjà des conventions d'armistice général. Les observateurs des Nations Unies auraient libre accès à ces postes en tout temps, par un itinéraire préalablement déterminé, et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve pourrait, en cas de besoin, effectuer des patrouilles entre les postes d'observation, le long de la ligne de démarcation. Quant aux propositions visant à l'adoption, dans la région de Gaza, des arrangements locaux dont il était question dans la résolution du 4 avril 1956, destinés à empêcher les incidents et constater les violations, leur état était le suivant: a) l'Égypte avait accepté sans réserve la proposition tendant à ce que les parties retirent leurs forces armées en deçà de la ligne de démarcation afin d'éliminer ou de réduire les possibilités de provocation à l'échange de coups de feu et il était entendu qu'Israël s'abstiendrait d'envoyer des patrouilles jusqu'à cette ligne sauf pour protéger les colons israéliens dans leurs travaux agricoles ou pour prévenir des incursions. Si la solution israélienne ne donnait pas satisfaction, le Secrétaire général se verrait dans l'obligation de procéder à un nouvel examen de la question; b) Israël était disposé à étudier une proposition du Chef d'état-major concernant l'implantation, par l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, d'un obstacle matériel le long de la ligne de démarcation et l'Égypte avait accepté la mise en place d'obstacles le long de sections déterminées de la ligne. Le Chef d'état-major n'envisageait pas, pour le moment, de présenter des propositions précises concernant l'implantation desdits obstacles; c) les deux parties avaient accepté que des marques bien visibles soient placées le long de la ligne par l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve; d) le Chef d'état-major envisageait de proposer, après une période d'accalmie suffisamment longue, une reprise des pourparlers en vue de la négociation d'un arrangement, comprenant un accord entre commandants locaux, pour assurer le maintien de la sécurité le long de la ligne; e) il ne semblait pas opportun, pour le moment, d'organiser des patrouilles mixtes et il était peu probable que l'une ou l'autre partie acceptât qu'il en fût organisé.

152. En ce qui concernait la zone démilitarisée d'El-Auja et les zones défensives du front occidental, des propositions tendant à assurer la liberté de mouvement des observateurs militaires des Nations Unies, chargés de certifier que les dispositions de l'article VII de la Convention d'armistice étaient respectées, n'avaient soulevé aucune objection de la part des intéressés et devaient être mises en œuvre dès que les deux parties auraient pris des mesures pour se conformer aux articles VII et VIII.

153. Pour ce qui était de la région située à l'est et au nord-est du lac de Tibériade, on avait proposé d'installer des postes d'observation fixes, occupés par des observateurs militaires des Nations Unies qui auraient le droit, en utilisant une vedette spéciale des Nations Unies, de se rendre à ces postes et en tous points où se produiraient des difficultés exigeant leur intervention. Ces propositions avaient été acceptées par la Syrie, mais non par Israël, qui considérait que la présence d'une vedette d'observation des Nations Unies sur le lac de Tibériade et la création d'un poste d'observation militaire en territoire israélien seraient des mesures superflues et qui porteraient atteinte aux droits qu'il revendiquait sur toute la superficie du lac et sur le territoire qui s'étend au nord et à l'est de ce lac. Le Secrétaire général avait dit qu'il était nécessaire, à son avis, de maintenir ces propositions.

154. Le Chef d'état-major avait également proposé d'inviter les parties à reprendre les négociations en vue de la conclusion d'un accord entre commandants locaux sur toute la ligne de démarcation entre la Jordanie et Israël. Les deux parties avaient indiqué qu'elles étaient disposées à accepter une clause précisant que, si l'une d'entre elles le désirait, un observateur des Nations Unies assisterait aux réunions entre commandants locaux ou commandants régionaux des deux parties.

155. Non seulement des arrangements spéciaux avaient été négociés concernant les régions d'El-Auja, de Gaza et du lac de Tibériade, mais l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban avaient donné l'assurance qu'en raison du statut et des fonctions qu'ils reconnaissaient au Chef d'état-major et aux observateurs militaires, ils admettraient sans réserve le principe de la liberté de déplacement des observateurs militaires dans le secteur en question. Quant au Gouvernement israélien, il avait déclaré qu'il continuerait d'accorder aux observateurs des Nations Unies, sur le territoire d'Israël, une liberté de mouvement identique à celle dont jouissaient normalement dans le pays tous les résidents et visiteurs, ainsi que la liberté de déplacement qui se révélerait nécessaire en ce qui concernait des postes et des patrouilles déterminés autour de la région de Gaza.

156. Le Secrétaire général soulignait dans son rapport deux problèmes particuliers qui s'étaient posés à lui au cours de sa mission. Israël avait soulevé la question des entraves apportées par l'Égypte au mouvement des navires israéliens dans le canal de Suez, question sur laquelle le Conseil de sécurité s'était prononcé dans sa résolution du 1er septembre 1951 (S/2322), et il avait également évoqué l'intervention égyptienne dans le détroit de Tiran. Le Secrétaire général avait considéré que la question de la navigation dans le canal de Suez, sur laquelle le Conseil de sécurité s'était prononcé, n'avait, au sens de son mandat, aucun rapport avec l'observation de la Convention d'armistice. En conséquence, il n'avait pas discuté de cette question avec l'Égypte, ni essayé de porter un jugement de valeur sur les arguments juridiques avancés par Israël selon lesquels le blocus représentait un cas d'inobservation continue de l'article premier de la Convention d'armistice. Il avait reconnu, cependant, que si l'on allait au-delà des problèmes immédiats qui avaient préoccupé, semblait-il, le Conseil de sécurité dans sa résolution du 4 avril 1956, il faudrait examiner la question soulevée par Israël en fonction de

l'avis, exprimé par le Conseil dans sa résolution du 1er septembre 1951 selon lequel le blocus était incompatible avec le régime d'armistice, puisque ce régime mettait fin à un état de choses dans lequel l'Égypte pouvait se prévaloir des droits d'un belligérant.

157. L'autre question, sur laquelle la Jordanie, le Liban et la Syrie avaient attiré l'attention du Secrétaire général, concernait le projet de détournement des eaux du Jourdain, envisagé par Israël. Sur cette question, le Secrétaire général avait pensé qu'aux termes de son mandat, sur le plan juridique, il lui appartenait de demander aux parties de respecter les décisions prises à ce sujet soit par le Conseil de sécurité, soit en application de la Convention d'armistice entre la Syrie et Israël, et de bien préciser que, dans les cas où il y avait contestation sur l'interprétation d'une résolution du Conseil de sécurité, le Conseil seul pouvait interpréter sa résolution. Cependant, il avait estimé, toute considération juridique mise à part, qu'il ne fallait pas laisser compromettre la suspension d'armes par la tension qui risquait de résulter d'une reprise des travaux et il était persuadé à un égal degré qu'il était du devoir de tous ceux qui participaient aux efforts déployés pour arriver à une détente d'éviter tout acte qui pourrait créer un surcroît de tension.

158. En terminant, le Secrétaire général déclarait qu'il s'était entièrement consacré à la tâche limitée qui lui incombait aux termes de son mandat: rétablir avant tout la suspension d'armes et, sur la base de cette suspension d'armes, réaliser les conditions dans lesquelles les conventions d'armistice seraient intégralement observées. Il avait donc laissé de côté les questions fondamentales qui avaient des répercussions si profondes sur la situation au Moyen-Orient. A son avis, et il était confirmé dans cette opinion par les entretiens qu'il avait eus dans la région, le rétablissement de l'observation complète des conventions d'armistice représentait une étape qu'il fallait franchir si l'on voulait faire avancer le règlement des questions principales qu'il estimait être en dehors de son mandat.

159. Après les efforts déployés par le Secrétaire général au cours de sa mission, l'initiative était désormais aux gouvernements parties aux conventions d'armistice. Le Secrétaire général avait le sentiment que la volonté de paix était générale et qu'il fallait la favoriser et l'encourager non en essayant d'imposer du dehors des solutions à des problèmes qui étaient d'une importance capitale pour tous les pays de la région, mais en apportant aux gouvernements intéressés une coopération qui les aiderait à prendre, unilatéralement, des mesures propres à accroître la confiance et à prouver leur désir de paix. La valeur et les effets des efforts déployés dépendraient, en tout premier lieu, de la bonne volonté et des actes des gouvernements directement intéressés; en second lieu, de l'appui qu'ils recevraient d'autres gouvernements et de la collectivité mondiale représentée par l'Organisation des Nations Unies. Persuadé qu'il était possible d'amorcer une série de réactions aboutissant à une amélioration continue de la situation, le Secrétaire général concluait qu'il faudrait probablement attendre encore longtemps pour aboutir à un règlement définitif, mais que toute solution, ne fût-elle que partielle, des problèmes qui affligeaient la région ajouterait au bien-être des peuples intéressés et affermirait la paix du monde.

3. — EXAMEN PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
DU RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

160. A sa 723^{ème} séance, tenue le 29 mai 1956, le Conseil de sécurité a abordé l'examen du rapport du Secrétaire général (S/3596). Les représentants de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et d'Israël ont été invités à prendre part à la discussion. Le représentant du Royaume-Uni, qui avait fait distribuer le 25 mai un projet de résolution (S/3600), en a présenté une version révisée (S/3600/Rev.1), contenant un texte nouveau pour les premier et deuxième considérants et pour le paragraphe 2 du dispositif, et dont la teneur était la suivante :

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions des 4 avril 1956 et 11 août 1949,

"Ayant reçu le rapport du Secrétaire général sur la mission qu'il a accomplie récemment pour le compte du Conseil de sécurité (S/3596),

"Notant les passages dudit rapport (sect. III et annexes I à IV) relatifs à l'assurance que toutes les parties aux conventions d'armistice général ont donnée au Secrétaire général de respecter sans conditions la suspension d'armes,

"Notant aussi que des progrès ont été accomplis vers l'adoption des mesures précises énoncées au paragraphe 3 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 avril 1956,

"Notant, toutefois, que les conventions d'armistice général et les résolutions adoptées par le Conseil les 30 mars 1955, 8 septembre 1955 et 19 janvier 1956 ne sont pas encore intégralement observées, que l'accord complet ne s'est pas encore fait sur les mesures énoncées au paragraphe 3 de la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril 1956, et que ces mesures n'ont pas été intégralement mises à exécution,

"Conscient de la nécessité de créer des conditions dans lesquelles puisse intervenir un règlement pacifique, sur une base mutuellement acceptable, du différend qui oppose les parties,

"Persuadé que l'on pourra plus facilement créer ces conditions si l'on accomplit maintenant de nouveaux progrès dans la voie de la consolidation des résultats obtenus grâce à la mission du Secrétaire général et de la mise en œuvre intégrale, par les parties, des conventions d'armistice,

"1. Exprime son appréciation au Secrétaire général et aux parties pour les progrès déjà réalisés ;

"2. Déclare que les parties aux conventions d'armistice devraient appliquer sans tarder les mesures déjà convenues avec le Secrétaire général et coopérer avec lui et avec le Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve pour donner effet à leurs autres propositions pratiques, en application de la résolution du 4 avril 1956, en vue de la mise en œuvre intégrale de ladite résolution et de l'observation intégrale des conventions d'armistice ;

"3. Déclare que la pleine liberté de mouvement des observateurs des Nations Unies doit être respectée dans toutes les zones le long des lignes de démarcation de l'armistice, dans les zones démili-

tarisées et dans les régions défensives, telles qu'elles sont définies dans les conventions d'armistice, de manière qu'ils puissent s'acquitter de leurs fonctions ;

"4. Fait sienne l'opinion du Secrétaire général selon laquelle le rétablissement de conditions dans lesquelles les conventions d'armistice seraient intégralement observées représente une étape qu'il faut franchir si l'on veut faire avancer le règlement des questions principales qui restent à régler entre les parties ;

"5. Demande au Chef d'état-major de continuer de s'assurer du respect de la suspension d'armes, conformément à la résolution du Conseil de sécurité du 11 août 1949, et de rendre compte au Conseil, chaque fois que l'initiative d'une partie à une convention d'armistice constitue une violation grave de ladite convention ou de la suspension d'armes et qu'il estime que cette initiative exige un examen immédiat de la part du Conseil ;

"6. Requiert les parties aux conventions d'armistice de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la présente résolution et, ainsi, d'accroître la confiance et de prouver leur désir de paix ;

"7. Demande au Secrétaire général de continuer de mettre ses bons offices à la disposition des parties et de faire rapport au Conseil de sécurité lorsqu'il y aura lieu."

161. Dans une déclaration liminaire, le Secrétaire général a rendu hommage aux gouvernements des Etats parties aux conventions pour le concours qu'ils lui avaient apporté dans l'exercice de sa mission. Il avait déclaré dans les conclusions de son rapport que, d'après l'expérience qu'il avait acquise dans le Moyen-Orient, on en était au point où il était peut-être possible de mettre fin à la série des incidents qui s'étaient produits jusqu'alors dans la région. Il espérait que les parties s'efforceraient de déterminer quelle contribution elles pouvaient désormais apporter unilatéralement pour restaurer l'ordre et la tranquillité.

162. Le représentant du Royaume-Uni, après avoir rappelé que l'objectif essentiel de la mission du Secrétaire général était d'atténuer la tension le long des lignes de démarcation de l'armistice, s'est félicité de constater que le Secrétaire général et les parties avaient pu progresser dans la voie d'un accord sur les mesures pratiques à prendre pour atteindre cet objectif et sur la mise en vigueur de quelques-unes de ces mesures. En outre, le Secrétaire général avait pu obtenir des parties une reconnaissance formelle du cessez-le-feu et, à très peu d'exceptions près, les parties avaient intégralement respecté les assurances qu'elles avaient données. Les progrès réalisés avaient conduit à une détente et à une amélioration de l'atmosphère. La délégation du Royaume-Uni était persuadée que la personnalité du Secrétaire général et le prestige de la haute charge qu'il exerçait, aussi bien que les précieux contacts qu'il avait pu établir avec les dirigeants du Moyen-Orient, avaient contribué dans une très large mesure à cette amélioration. Il était du devoir du Conseil d'apporter une contribution continue et constructive à une nouvelle amélioration générale de la situation. Tout d'abord, il fallait que les parties adoptent, d'accord avec le Secrétaire général et le Chef d'état-major de l'Organisation chargée de la surveillance de la trêve, de nouvelles mesures pratiques de nature à améliorer la

situation le long des lignes de démarcation de l'armistice. Mais cela ne suffisait pas. Le Conseil devait, de son côté, s'efforcer d'obtenir de chacune des parties qu'elle respecte intégralement les conventions d'armistice. La délégation britannique reconnaissait avec le Secrétaire général que le rétablissement des conditions dans lesquelles ces conventions seraient intégralement observées représentait une étape qu'il fallait franchir si l'on voulait faire avancer le règlement des questions principales qui restaient à régler entre les parties. Néanmoins, on ne devait pas perdre de vue la nécessité de parvenir à un règlement mutuellement acceptable des litiges qui opposaient Israël et ses voisins arabes. La délégation du Royaume-Uni estimait donc que le Conseil devait, tout d'abord, profiter des entretiens fort utiles que le Secrétaire général avait eus avec les parties, afin de consolider les résultats déjà obtenus et d'entretenir l'impulsion qui avait été donnée à l'instauration d'un véritable état de paix. Le Conseil devait cependant se borner à favoriser l'évolution en cours et non chercher à l'imposer aux parties. Il devait aussi s'efforcer de mettre en œuvre les mesures pratiques déjà convenues, d'obtenir l'accord sur d'autres mesures pratiques de ce genre et de faire en sorte qu'elles soient exécutées.

163. Aussi la délégation du Royaume-Uni estimait-elle que la mesure la plus utile que le Conseil pouvait prendre était de demander au Secrétaire général de se mettre à la disposition des parties en vue d'atteindre ces objectifs. Dans son projet de résolution, la délégation du Royaume-Uni ne proposait pas de charger le Secrétaire général d'une nouvelle mission ni de lui confier un nouveau mandat : elle ne demandait pas non plus au Secrétaire général de retourner immédiatement dans le Moyen-Orient ni de s'acquitter d'une tâche particulière. Tout ce qu'elle proposait, c'était que le Conseil invite le Secrétaire général à continuer de mettre ses bons offices à la disposition des parties pour les aider à mettre pleinement en œuvre la résolution du 4 avril et à observer intégralement les conventions d'armistice.

164. Le représentant de la France a dit que l'on devait l'amélioration de la situation en Palestine à la bonne volonté des parties ainsi qu'à l'inlassable patience et à la foi du Secrétaire général. Le grand mérite du Secrétaire général était d'avoir compris les dangers extrêmes du processus de désintégration qui avait miné l'édifice établi depuis 10 ans par les Nations Unies en vue de sauvegarder la paix dans le Moyen-Orient. Le Secrétaire général avait fait partager aux gouvernements en cause les craintes justifiées qu'il éprouvait lui-même et il avait obtenu leur accord pour tenter de mettre fin à l'état de choses existant. En outre, conformément aux termes de la résolution du Conseil en date du 4 avril, il avait obtenu des accords de principe sur la plupart des mesures recommandées par le Conseil et il semblait avoir de grandes chances de réussir de même sur les autres points. La délégation française estimait que les progrès réalisés étaient satisfaisants et elle était disposée à approuver le projet de résolution du Royaume-Uni. Ce projet avait une portée constructive et soulignait que le pas qui avait été fait vers l'aménagement d'une paix durable devait être suivi d'étapes nouvelles. Il importait que les résultats obtenus par le Secrétaire général ne fussent pas remis en cause.

165. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation appuierait le projet de résolution

du Royaume-Uni parce qu'il était la suite logique de la résolution du Conseil de sécurité du 4 avril, ainsi que de la mission que le Secrétaire général avait entreprise et dont il s'était acquitté avec beaucoup de succès. Le rapport du Secrétaire général montrait qu'il était possible de progresser dans la voie d'une mise en œuvre intégrale des conventions d'armistice. Comme ils l'avaient déclaré dans des débats antérieurs, les Etats-Unis souhaitaient que les efforts des Nations Unies visent avant tout à obtenir le respect total des conventions d'armistice par les parties et une mise en œuvre complète des résolutions du Conseil de sécurité en date des 30 mars 1955, 8 septembre 1955 et 19 janvier 1956. Le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni avait pour but fondamental de souligner le désir qu'avait le Conseil de sécurité de voir mettre en œuvre sans tarder les conventions adoptées et de voir adopter au plus tôt les autres mesures prévues dans ses résolutions. La tâche du Conseil était de consolider les avantages obtenus par le Secrétaire général et d'empêcher le retour d'une situation du genre de celle qui avait existé au début de l'année. Il semblait donc opportun et judicieux de demander au Secrétaire général de faire de nouveaux efforts dans ce sens, en collaboration avec les parties en cause.

166. Le représentant de la Belgique a dit que le rapport du Secrétaire général avait mis en lumière un point important, à savoir que l'inobservation des conventions d'armistice tenait non pas à la mauvaise volonté des gouvernements intéressés, mais, dans une large mesure, à l'imprécision des obligations prévues par les conventions. Aussi les négociateurs s'étaient-ils efforcés d'y remédier et notamment de préciser la portée en l'occurrence de l'*exceptio non adimpleti contractus*. Le Secrétaire général avait recommandé certaines mesures pratiques destinées à empêcher le retour d'incidents sur les lignes de démarcation ; les gouvernements intéressés avaient déclaré qu'aucune de ces mesures ne soulevait de leur part d'objection de principe. L'avenir, a dit le représentant de la Belgique, était entre les mains de ces gouvernements. Dans son projet de résolution, la délégation du Royaume-Uni demandait judicieusement que les bons offices du Secrétaire général continuent d'être assurés aux parties intéressées, et la délégation belge était persuadée que ces dernières ne manqueraient pas de tirer le plus grand parti de l'assistance que le Secrétaire général leur donnerait.

167. Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation attribuait une importance particulière aux assurances que le Secrétaire général avait obtenues des parties en ce qui concernait le respect inconditionnel de la suspension d'armes. Grâce aux efforts du Secrétaire général et à la bonne volonté des parties, l'occasion s'offrait de réduire considérablement les risques de guerre en Palestine et de préparer le terrain afin qu'il devienne peu à peu possible d'envisager l'examen des divergences profondes qui séparaient Israël et ses voisins. La délégation australienne accueillait favorablement le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni et en approuvait les grandes lignes. Le représentant de l'Australie a souligné la nécessité d'assurer le développement économique de la région, qu'en travaillant la prolongation du différend de Palestine. Il a fait observer que l'on demandait aux parties, non seulement de collaborer à la mise en œuvre de mesures tendant à réduire les risques de guerre, mais aussi d'aider à créer des conditions qui permettraient aux

populations intéressées d'avoir leur part des avantages matériels du progrès économique.

168. Le représentant de l'Iran a constaté que, grâce aux efforts du Secrétaire général et à la bonne volonté des parties, la tension avait été sensiblement réduite sur les lignes de démarcation et des assurances avaient été données au sujet de la suspension d'armes. Ces assurances avaient été respectées et des mesures efficaces avaient été prises pour assurer la mise en œuvre intégrale des conventions d'armistice. Cependant, les résultats concrets auxquels le Secrétaire général était parvenu devaient être complétés par d'autres mesures envisagées dans le rapport. A ce sujet, le représentant de l'Iran a souligné qu'il importait d'assurer la pleine liberté du mouvement des observateurs des Nations Unies et d'appliquer les mesures proposées par le Chef d'état-major. Il était persuadé que la mise en œuvre intégrale des conventions d'armistice devait être considérée comme une condition préliminaire de tout règlement équitable de la question de Palestine et que toute tentative précipitée tendant à imposer des solutions aux questions principales opposant les parties pourrait se révéler prématurée et porter préjudice au règlement final de la question.

169. Le représentant de l'Iran a ajouté qu'à la lumière de ces considérations, sa délégation serait à même d'accepter tout projet de résolution par lequel le Conseil exprimerait sa satisfaction des progrès réalisés par le Secrétaire général et par les parties, demanderait aux gouvernements intéressés d'appliquer les mesures déjà convenues et de donner effet à d'autres propositions pratiques visant à assurer l'observation pleine et entière des conventions d'armistice, et inviterait le Secrétaire général à continuer ses efforts dans la voie de la mise en œuvre intégrale desdites conventions. En ce qui concernait le projet de résolution du Royaume-Uni, la délégation iranienne en approuvait les points qui coïncidaient avec les idées susmentionnées, mais elle pourrait être amenée à faire certaines suggestions à un stade ultérieur du débat.

170. Le représentant de Cuba a dit qu'il reconnaissait, comme le Secrétaire général, que, pour revenir à l'application pleine et entière des conventions d'armistice, il était essentiel que les parties en respectent intégralement les dispositions et améliorent, d'une manière générale, leurs relations politiques. La délégation cubaine espérait que la mission du Secrétaire général marquait le début d'une nouvelle étape au cours de laquelle des résultats plus durables pourraient être obtenus. Elle était disposée à appuyer en principe le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni.

171. Le représentant du Pérou a dit que, lorsque le Conseil avait examiné la situation critique qui régnait dans la région palestinienne, il avait eu le choix entre deux possibilités: il pouvait soit affirmer sa compétence et prendre toutes les mesures autorisées par la Charte, soit chercher à établir des contacts entre les parties en se faisant représenter auprès d'elles par le Secrétaire général. Sur l'initiative de la délégation des Etats-Unis, il avait choisi la seconde solution. Le rapport objectif et les documents pertinents que le Secrétaire général avait présentés justifiaient pleinement la confiance que le Conseil avait placée en lui et montraient, en outre, l'esprit de coopération dont les gouvernements intéressés avaient fait preuve. Le représentant du Pérou a ajouté que sa délégation souscrivait en principe au projet de résolution présenté par le

Royaume-Uni, mais qu'elle réservait sa position sur certains points de détail.

172. A la 724^{ème} séance du Conseil, tenue le 31 mai 1956, le représentant de la Chine a dit que la mission du Secrétaire général dans le Moyen-Orient avait contribué à renforcer les quatre conventions d'armistice. C'était là un résultat remarquable, étant donné l'importance que les conventions d'armistice présentaient pour le maintien de la paix dans le Moyen-Orient et l'aggravation de la situation qui s'était produite dans la région au cours du mois de mars et au début d'avril. Si ce résultat avait été obtenu, c'était grâce aussi à la coopération des parties intéressées.

173. Le représentant de la Chine a noté que le Secrétaire général avait souligné dans son rapport que les clauses des conventions d'armistice relatives à la suspension d'armes avaient une valeur propre et que leur exécution ne devait pas être compromise par des violations d'autres clauses des conventions, ni dépendre de ces clauses. Le Secrétaire général avait également fait observer que l'observation de la suspension d'armes était une obligation que les parties assumaient en vertu de la Charte, quelles que fussent les interprétations qu'elles pouvaient donner des conventions d'armistice. Il n'avait pas essayé de réaliser l'impossible au risque de compromettre les chances existantes.

174. Dans ces conditions, la délégation chinoise avait tout d'abord estimé qu'aucune nouvelle résolution n'était nécessaire, puisque le mandat dont le Secrétaire général avait été chargé n'avait pas expiré. Cependant, comme le projet de résolution du Royaume-Uni visait à consolider les résultats obtenus à la suite de la mission du Secrétaire général, la délégation chinoise lui donnerait son appui.

175. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Yougoslavie, a dit que le rapport du Secrétaire général s'inspirait de la nouvelle façon d'aborder la question de Palestine qui avait présidé à la discussion et à l'adoption de la résolution du 4 avril. Dans son rapport, le Secrétaire général avait donné une analyse précieuse du fonctionnement du système de l'armistice dans le cadre de la situation générale en Palestine et il avait défini à nouveau le rôle actif de l'Organisation des Nations Unies en Palestine. Il avait également mis l'accent sur le rôle actif et les responsabilités des parties, tant à l'égard de la mise en œuvre de la suspension d'armes et des conventions d'armistice qu'en ce qui concernait l'amélioration générale de la situation dans la région. L'une des raisons essentielles du succès de sa mission était la coopération qu'il avait obtenue des gouvernements intéressés.

176. Le rapport et l'activité du Secrétaire général dans le Moyen-Orient avaient une autre caractéristique importante: leur profond réalisme. Le Secrétaire général n'avait pas essayé de tout faire à la fois; il avait prudemment avancé pas à pas et avait recommandé aux gouvernements des pays de la région de procéder au moyen d'une série de "mesures unilatérales coordonnées". Il avait ainsi jeté les bases qui devaient permettre au mécanisme de l'armistice de fonctionner de façon satisfaisante. Le Conseil devait approuver ce qui avait déjà été accompli et recommander instamment aux parties de prendre des mesures complémentaires, notamment celles que préconisaient le Secrétaire général et le Chef d'état-major. Il convenait en outre d'inviter le Secrétaire général à poursuivre ses efforts de concert avec les parties et à fournir l'aide qui

pourrait se révéler nécessaire. En même temps, le Conseil devait s'efforcer de maintenir l'unanimité, c'est-à-dire l'accord au sein de ses membres et l'assentiment des parties. Cette unanimité avait fortement contribué aux progrès réalisés jusque-là.

177. Le représentant de la Syrie, parlant tout d'abord du rapport du Secrétaire général, a souligné que le Secrétaire général avait jugé impératif de commencer par rétablir l'armistice. Au moment où il avait entrepris sa mission, la situation était des plus tendues en Palestine. Il s'était donc efforcé tout d'abord d'obtenir des parties intéressées la promesse qu'elles respecteraient strictement la suspension d'armes et, heureusement, ses efforts dans ce sens avaient été couronnés de succès et avaient nettement contribué à atténuer la tension sur les lignes de démarcation. Le Gouvernement syrien attachait une grande importance aux déclarations relatives à la suspension d'armes. Toutefois, le Président du Conseil des ministres de Syrie avait bien spécifié, dans sa lettre du 2 mai 1956 au Secrétaire général, que la déclaration relative à la suspension d'armes avait été faite dans le cadre de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil, en particulier de l'Article 25 de la Charte et de la résolution du 27 octobre 1953 relative à la question des eaux du Jourdain. Si le Président du Conseil des ministres avait fait cette mention, c'était à cause du rapport qui existait entre la suspension d'armes et le détournement des eaux du Jourdain. La principale question était celle de l'inviolabilité de la zone démilitarisée et détourner le cours du Jourdain revenait à supprimer la zone démilitarisée.

178. Le représentant de la Syrie a déclaré ensuite que le Secrétaire général avait refusé de placer l'Organisation chargée de la surveillance de la trêve sous la dépendance exclusive de la Commission mixte d'armistice. La liberté de déplacement des observateurs le long des lignes de démarcation et à l'intérieur des zones démilitarisées n'était pas une liberté que chacun pouvait accepter ou rejeter à son gré. C'était un pouvoir reconnu aux observateurs pour leur permettre de prévenir et de déceler rapidement les violations. A cet égard, le rapport du Secrétaire général était très clair. Le Secrétaire général avait fait savoir au Conseil de sécurité que la Syrie avait accepté les mesures proposées aux termes de la résolution du Conseil du 19 janvier 1956, en ce qui concernait la rive orientale du lac de Tibériade, mais que l'autre partie n'avait pas consenti à permettre à une vedette des Nations Unies de patrouiller sur le lac de Tibériade et n'avait pas non plus accepté la création d'un poste d'observation militaire, estimant que ces mesures constitueraient une dérogation à sa souveraineté. Le représentant de la Syrie a rappelé à cet égard que la question de la souveraineté avait été délibérément laissée de côté dans les conventions d'armistice. Il a souligné spécialement le passage du rapport dans lequel le Secrétaire général déclarait que les lignes de démarcation ne se fondaient, dans bien des cas, ni sur des considérations historiques, ni sur la répartition de la population, ni sur les délimitations des propriétés privées. Cette déclaration était d'autant plus importante qu'elle touchait aux éléments fondamentaux du problème palestinien.

179. A la 725^{ème} séance, tenue le 31 mai, le représentant de la Syrie, passant à l'examen du projet de résolution du Royaume-Uni, a dit que, dans la forme où il était présenté, ce projet de résolution risquait de

détruire l'œuvre constructive accomplie par le Secrétaire général et sapait son rapport. Par exemple, le troisième considérant, au lieu de prendre acte de l'ensemble du rapport du Secrétaire général, ne parlait que des passages concernant les assurances données par les parties au sujet de la suspension d'armes, passages qui ne constituaient qu'une partie de ce rapport. Le Secrétaire général avait traité longuement de la question des assurances relatives à la suspension d'armes, et en particulier de questions telles que la réserve relative à la légitime défense, le plan d'ensemble esquissé par les Etats arabes et l'atmosphère dans laquelle la suspension d'armes était appliquée, questions qui étaient toutes laissées de côté dans le projet de résolution. La mention, au sixième considérant, d'un "règlement sur une base mutuellement acceptable" semblait plus dangereuse encore. L'Organisation des Nations Unies avait décidé de rapatrier les réfugiés, d'internationaliser entièrement Jérusalem et de mettre en œuvre un plan de division territoriale de la Palestine. Israël s'était opposé à toutes ces décisions. Préconiser une solution sur une base "mutuellement acceptable", c'était provoquer inévitablement l'annulation de toutes les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il faudrait repartir de zéro et rayer d'un trait de plume tout ce qui avait été fait depuis le 29 novembre 1947.

180. En ce qui concernait le dispositif du projet de résolution, le représentant de la Syrie a dit qu'au paragraphe 4 on se bornait à demander au Conseil de faire sienne une seule opinion du Secrétaire général — celle qu'il avait émise au sujet du rétablissement des conditions dans lesquelles les conventions d'armistice seraient intégralement observées. Or, choisir une seule idée et ne pas tenir compte des autres, c'était détruire l'équilibre d'ensemble du rapport du Secrétaire général. Ce dont le Conseil devait surtout se préoccuper, c'était des mesures à prendre pour renforcer les conventions d'armistice et non pas des opinions qui avaient été exprimées à ce sujet. La question dont le Conseil était saisi, a-t-il ajouté, avait un caractère limité. Le paragraphe 7, où l'on demandait au Secrétaire général de continuer à offrir ses bons offices, était vague et obscur. Le représentant du Royaume-Uni avait déclaré que ces bons offices ne représentaient ni une mission nouvelle ni un mandat nouveau. Dans ces conditions, le représentant de la Syrie ne voyait pas quelle tâche le Secrétaire général serait censé poursuivre aux termes de ce paragraphe. Par sa résolution du 4 avril, le Conseil avait confié au Secrétaire général un mandat bien défini et il serait compréhensible que le Secrétaire général poursuive l'exécution de ce mandat. La question avait été inscrite à l'ordre du jour du Conseil sur la demande de la délégation des Etats-Unis. La mission du Secrétaire général avait pour objet de sauvegarder l'armistice, rien de plus. Il serait à propos que le Conseil adoptât une résolution dans laquelle il prendrait note du rapport du Secrétaire général, remercierait le Secrétaire général de ses efforts, demanderait aux parties de mettre en œuvre les mesures proposées par le Chef d'état-major et inviterait le Secrétaire général à poursuivre ses efforts en vue d'assurer l'exécution des dispositions prévues par la résolution du Conseil en date du 4 avril 1956. Une telle résolution consoliderait mais n'imposerait pas les résultats obtenus par le Secrétaire général.

181. Le représentant d'Israël a dit que son gouvernement avait soigneusement examiné toutes les rai-

sons de la tension qui existait entre Israël et ses voisins, au cours des entretiens qui avaient eu lieu à l'occasion de la mission du Secrétaire général. Des divergences de vues étaient apparues sur certaines questions et le rapport du Secrétaire général mentionnait d'ailleurs certains points sur lesquels Israël faisait des réserves, mais le Gouvernement israélien avait fait preuve de compréhension et d'esprit de coopération. Le résultat le plus important de la mission du Secrétaire général résidait dans le fait que toutes les parties intéressées avaient pris l'engagement de respecter sans conditions la suspension d'armes. Le Gouvernement d'Israël attachait une grande importance au caractère inconditionnel des assurances relatives à la suspension d'armes. Le représentant d'Israël ne pouvait donc pas accepter la déclaration du représentant de la Syrie selon laquelle les obligations contractées par la Syrie en ce qui concernait la suspension d'armes seraient affectées par les mesures qui pourraient être prises à propos de l'utilisation des eaux du Jourdain. Le Secrétaire général n'avait accepté aucune réserve relative à la suspension d'armes autre que celle prévue à l'Article 51 de la Charte.

182. Le représentant d'Israël a dit qu'une suspension d'armes, si indispensable qu'elle soit, ne pouvait remplacer la paix. Sa délégation reconnaissait donc que de nouveaux progrès devaient être accomplis dans la voie de la consolidation des résultats obtenus grâce à la mission du Secrétaire général et de la mise en œuvre intégrale des conventions d'armistice. L'accord des parties et une entière réciprocité étaient cependant les conditions essentielles du succès de mesures de ce genre. Certes, les arrangements locaux trouvaient leur place dans le processus mentionné ci-dessus, mais ces arrangements étaient subordonnés à la décision politique que devaient prendre les parties contractantes de maintenir l'armistice en vigueur et d'empêcher le franchissement illégal des lignes de démarcation. Le rapport qui pouvait exister entre les lignes de démarcation et les questions démographiques ou foncières ne devait influencer en rien sur l'obligation assumée par les parties de respecter l'inviolabilité de ces lignes et d'éviter de les franchir. Leur valeur était absolue jusqu'à ce qu'elles aient été modifiées par consentement mutuel. Le respect intégral des conventions d'armistice, qui était l'objectif des efforts que déployait le Conseil de sécurité, signifiait que chaque partie contractante avait droit à la sécurité et avait le droit de ne pas avoir à craindre une attaque des forces armées de l'autre partie. L'application intégrale des conventions supposait la cessation de tous actes d'hostilité, commis sur terre ou sur mer, qui, d'après les décisions du Conseil de sécurité, constituaient une violation des conventions; elle était incompatible avec la déclaration d'un état de guerre théorique ou pratique. De plus, le respect des conventions d'armistice supposait que l'on comprît leur caractère d'étapes vers l'établissement d'une paix permanente et que l'on comprît donc que les signataires étaient tenus d'en étendre la portée en négociant un règlement final.

183. Le représentant d'Israël a poursuivi en déclarant que la situation était toujours très grave au Moyen-Orient. La destruction d'un Etat Membre était toujours mentionnée dans les discussions publiques, en plusieurs pays arabes, comme un objectif déclaré de politique nationale. Aucune des questions que soulevait l'établissement de relations normales ne faisait en ce moment l'objet d'initiatives de caractère constructif.

Dans ces conditions, la délégation d'Israël estimait du plus grand intérêt que le Conseil se déclarât conscient de la nécessité de créer des conditions dans lesquelles pût intervenir un règlement pacifique sur une base mutuellement acceptable. A cette fin, Israël était disposé à négocier au plus haut échelon avec tous les Etats voisins ou avec l'un quelconque d'entre eux pour le règlement de l'un des problèmes ou de tous les problèmes qui restaient à résoudre.

184. Le représentant de l'Égypte a dit que son gouvernement avait aidé activement le Secrétaire général dans l'exécution de la tâche qui lui avait été assignée par le Conseil, conformément à la politique égyptienne qui tendait à soutenir les efforts visant, dans le cadre de la Convention d'armistice, à diminuer et à éliminer la tension sur les lignes de démarcation. Le Gouvernement égyptien acceptait la définition que le Secrétaire général avait donnée des fonctions des observateurs. Il avait également accepté les propositions du Chef d'état-major et du Secrétaire général et il était même prêt à examiner encore toute autre proposition tendant à éliminer la tension sur les lignes de démarcation et dans les zones démilitarisées. Au sujet de l'assurance donnée par son gouvernement à propos de la suspension d'armes, le représentant de l'Égypte a déclaré que son gouvernement estimait que le détournement des eaux du Jourdain augmenterait dangereusement la tension et pourrait avoir des répercussions graves sur la situation au Moyen-Orient.

185. En ce qui concerne le projet de résolution du Royaume-Uni, le représentant de l'Égypte a déclaré que, pour éviter des questions controversées, sa délégation aurait préféré que ce projet ne dépassât pas les limites du rapport du Secrétaire général et de la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril 1956. C'est ainsi que le sixième considérant allait beaucoup plus loin que le rapport du Secrétaire général et pouvait donner lieu à des interprétations très différentes. Le fait que le texte de ce paragraphe était emprunté à la déclaration anglo-soviétique du 27 avril 1956 ne suffisait pas à justifier son insertion dans le projet de résolution.

186. Le paragraphe 7 appelait aussi des éclaircissements. Après l'explication donnée par l'auteur du projet, le représentant de l'Égypte se demandait pourquoi ce paragraphe ne pourrait pas être amendé de façon à prévoir que le rôle du Secrétaire général ne consisterait qu'à aider les parties à progresser dans la voie d'une entière mise en œuvre de la résolution adoptée le 4 avril par le Conseil et d'une application intégrale des conventions d'armistice.

187. Le représentant de la Jordanie a souligné que son gouvernement, tout en donnant des assurances au sujet de l'observation de la suspension d'armes, avait fait une réserve formelle en attirant l'attention du Secrétaire général sur les graves conséquences qu'aurait la reprise, par Israël, des travaux de détournement des eaux du Jourdain. Après avoir cité la lettre du Premier Ministre de Jordanie au Secrétaire général, le représentant de ce pays a défini à nouveau la position de son gouvernement: toute action unilatérale à cet égard, de la part d'Israël, représenterait non seulement une violation de la résolution adoptée le 27 octobre 1953 par le Conseil, mais aussi un défi au principe, cité par le Secrétaire général, selon lequel seul le Conseil de sécurité peut interpréter la résolution qu'il a adoptée.

188. Le représentant de la Jordanie a ajouté que le Secrétaire général n'avait pas dépassé le cadre que lui fixait la résolution adoptée le 4 avril par le Conseil, et c'est parce qu'il avait eu cette claire conception de la nature particulière de sa mission qu'il avait accompli cette mission avec un grand succès et avait évité les complications et les suspensions qui auraient pu surgir. Étant donné ce succès, la façon normale, pour le Conseil, d'envisager un projet de résolution relatif au rapport du Secrétaire général aurait été de rester dans les limites de la résolution du 4 avril et de ne pas soulever de nouvelles questions qui pourraient avoir une influence sur l'état de choses résultant de la confirmation de la suspension d'armes. De l'avis de la délégation jordanienne, le projet de résolution du Royaume-Uni soulevait de telles questions. Le paragraphe 4 reprenait l'une des conclusions dégagées par le Secrétaire général et il n'y avait pas de raison de faire choix de cette conclusion pour l'incorporer au projet de résolution. De même, le paragraphe 7 manquait de clarté. De l'avis de la délégation jordanienne, il valait mieux demander au Secrétaire général de poursuivre ses efforts auprès des parties en vue de la mise en œuvre de la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril 1956. Sous la forme qu'il revêtait, le paragraphe 7 pouvait être interprété comme essayant de faire admettre une nouvelle conception de la façon d'assurer un règlement pacifique entre les parties. Cette même manière de voir apparaissait clairement au sixième considérant. L'idée nouvelle selon laquelle il fallait rechercher un règlement sur une base mutuellement acceptable manquait tout à fait de réalisme. La seule façon de régler véritablement la question de Palestine était de mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies. La délégation jordanienne demandait donc la suppression de ce considérant.

189. Le représentant du Liban a déclaré que son gouvernement désirait aider le Secrétaire général à consolider les résultats de l'œuvre qu'il avait brillamment accomplie et tenait à l'assurer de sa continuelle coopération pour la mise en œuvre d'autres mesures pratiques tendant à supprimer les causes de la tension sur les lignes de démarcation. La principale cause de tension sur les lignes de démarcation restait l'intention qu'avait Israël de reprendre les travaux de détournement du Jourdain, nonobstant la défense expresse du Conseil. Cette cause de tension, qui constituait la menace la plus grave contre la paix, n'avait pas pu être éliminée. Les démarches du Secrétaire général à cet effet étaient restées vaines. Dans cette conjoncture, les États arabes n'avaient pu que faire les réserves les plus expresses sur cette question, tout en donnant des assurances au sujet de la suspension d'armes. Le détournement des eaux du Jourdain n'était pas une simple entreprise de nature économique; son but était de détruire l'équilibre des forces en présence et de procurer à Israël un avantage d'ordre stratégique et politique qu'interdisait la Convention générale d'armistice. En fait, le détournement des eaux se ferait au détriment des réfugiés. Israël cherchait à placer ses voisins devant un fait accompli, ce qui avait toujours tourné à son avantage.

190. Ainsi, a poursuivi le représentant du Liban, alors que la mission confiée primitivement au Secrétaire général restait inachevée du fait que l'une des principales causes de tension subsistait, le projet de résolution britannique s'appliquait à étendre cette mission à de nouveaux domaines. Le fait de ne pas pré-

ciser les buts des bons offices mentionnés au paragraphe 7 du projet semblait indiquer que le Secrétaire général devait s'occuper de tous les problèmes qui restaient en suspens, qu'ils fussent d'ordre politique, économique ou juridique. Pourtant, en adoptant sa résolution du 4 avril, le Conseil avait reconnu le danger qu'il y avait à élargir le mandat du Secrétaire général au-delà des limites fixées par les conventions d'armistice. Le sixième considérant soulèverait aussi à nouveau des problèmes pour lesquels l'Assemblée générale avait déjà fourni des solutions dans certaines de ses résolutions. En outre, en vertu de ce considérant, on laissait à l'agrément d'Israël et des États arabes la solution de certaines questions qui touchaient aux droits d'autres parties: à savoir la question du sort des réfugiés de Palestine, dont les droits et le statut légal avaient été consacrés par la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948, et celle du sort de Jérusalem, dont le statut international avait été établi par la résolution de l'Assemblée générale du 9 décembre 1949. Le maintien de ce considérant dans le projet de résolution n'était donc d'aucune utilité. Dans la mesure où il encouragerait Israël à continuer de passer outre aux résolutions des Nations Unies et à s'en tenir au fait accompli, il constituerait même un danger pour la paix.

191. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il était important que le Secrétaire général ait amené les parties à conclure un accord sur la suspension d'armes et que les parties lui aient donné des assurances quant à leur désir d'observer les conventions d'armistice. On pouvait déclarer en toute certitude que toutes les possibilités d'éviter un conflit armé dans le Moyen-Orient étaient réunies si les parties observaient les obligations qu'elles avaient assumées et s'abstenaient de se laisser entraîner à des actions militaires. Dans l'intérêt même du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, il fallait que le Conseil poursuive ses efforts jusqu'au moment où il parviendrait à un règlement pacifique durable de la question de Palestine dans son ensemble. Il était clair que le succès des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour réduire la tension en Palestine dépendait avant tout de la coopération dont les parties feraient preuve et que, par conséquent, il était bon que le Conseil de sécurité demandât aux parties de s'abstenir de toute action contrevenant à la Convention d'armistice et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. L'action que l'Organisation des Nations Unies menait dans cette région serait d'autant plus efficace si tous les États Membres de l'Organisation, et en premier lieu les membres du Conseil de sécurité, faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour aider l'Organisation à aboutir à un règlement pacifique. Pour sa part, le Gouvernement de l'Union soviétique était prêt à fournir à l'Organisation des Nations Unies l'appui qu'exigeaient ses efforts dans ce sens, à condition que toutes les mesures fussent prises compte tenu de la volonté des États du Moyen-Orient et sans qu'il y ait ingérence dans les affaires intérieures de ces États. Il était donc regrettable qu'avant la présentation du projet de résolution au Conseil, il n'y ait pas eu de consultations à son sujet avec les pays intéressés et avec un certain nombre de membres du Conseil. C'était la raison pour laquelle certaines dispositions du projet manquaient de clarté et le projet, sous sa forme actuelle, était inacceptable pour les parties intéressées.

192. Le projet de résolution, a poursuivi le représentant de l'URSS, comprenait plusieurs dispositions importantes que sa délégation approuvait. Cependant, il contenait aussi des dispositions à l'égard desquelles on pouvait avoir des doutes. Le sens du paragraphe 7 était devenu plus clair après la déclaration qu'avait faite le représentant du Royaume-Uni au sujet du mandat du Secrétaire général et selon laquelle les pouvoirs dont le Secrétaire général disposerait pour mettre ses "bons offices" à la disposition des parties auraient la même portée que ceux qui étaient définis dans la résolution du 4 avril du Conseil de sécurité. Dans ces conditions, la délégation de l'URSS se demandait pourquoi cette précision ne serait pas donnée dans le projet de résolution. Le représentant de l'Union soviétique avait constaté avec satisfaction que la délégation du Royaume-Uni avait déjà révisé son projet de résolution en tenant compte de certaines suggestions qui avaient été faites, et il a exprimé l'espoir que, conformément au vœu exprimé, le projet de résolution serait rédigé d'une façon qui le rende acceptable aux parties intéressées et lui permette de recueillir l'approbation unanime du Conseil.

193. A la 726^{ème} séance, tenue le 1^{er} juin 1956, le représentant du Royaume-Uni a apporté de nouvelles précisions au sujet du projet de résolution de sa délégation. Il a assuré les membres du Conseil qu'il n'y avait aucun piège dans le paragraphe 7 de ce projet. En employant les mots "de continuer de mettre ses bons offices à la disposition des parties", sa délégation avait indiqué que l'on demanderait au Secrétaire général de poursuivre les efforts qu'il avait entrepris pour arriver à mettre en œuvre intégralement la résolution adoptée par le Conseil le 4 avril et à faire respecter intégralement les conventions d'armistice. En ce qui concerne le sixième considérant, le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il ne s'agissait là que d'un considérant et que son but était de faire ressortir l'idée qu'un règlement final entre les parties devait être obtenu par voie d'accord et ne pouvait être imposé. Il n'y avait rien dans ce paragraphe qui affectât la nature du règlement futur de la question. En ce qui concerne le paragraphe 3, le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention des membres du Conseil sur la précision qu'il avait ajoutée dans le texte révisé, et il a ajouté que les mots "dans toutes les zones" ne visaient nullement à étendre l'application des dispositions du paragraphe à des zones autres que celles qui étaient définies dans les conventions d'armistice.

194. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré ensuite que, si sa délégation n'était pas disposée à amender le sixième considérant ou à y renoncer, elle acceptait, en revanche, les suggestions relatives aux paragraphes 3 et 7 et modifiait comme suit ces deux paragraphes :

"3. *Déclare* que la pleine liberté de mouvement des observateurs des Nations Unies doit être respectée le long des lignes de démarcation de l'armistice, dans les zones démilitarisées et dans les régions défensives, telles qu'elles sont définies dans les conventions d'armistice, de manière qu'ils puissent s'acquitter de leurs fonctions ;"

"7. *Demande* au Secrétaire général de continuer de mettre ses bons offices à la disposition des parties en vue de la mise en œuvre intégrale de la résolution du Conseil du 4 avril et de l'observation intégrale des conventions d'armistice, et de faire rapport au Conseil de sécurité lorsqu'il y aura lieu."

195. Le représentant de l'Iran a déclaré que sa délégation savait gré à la délégation du Royaume-Uni d'avoir apporté des amendements à son projet de résolution. La délégation iranienne avait jugé fondées les appréhensions des représentants des Etats arabes et pensait qu'au moment où il prendrait une décision le Conseil devrait tenir compte de leur point de vue. Le Conseil devait aussi éviter d'insérer dans la résolution des idées prêtant à controverse et qui, loin de contribuer à une nouvelle amélioration du climat favorable maintenant acquis, seraient de nature à aggraver la tension. Il était donc nécessaire que le projet de résolution soit modifié de façon à pouvoir être adopté par les membres du Conseil et accepté par les parties en cause. C'est pourquoi la délégation iranienne proposait la suppression du sixième considérant, qui dépassait le cadre de la résolution que le Conseil devrait adopter et pouvait compromettre l'application de résolutions antérieures des Nations Unies relatives à la Palestine.

196. Le représentant du Pérou a noté avec satisfaction que toutes les parties intéressées avaient exprimé leur volonté de respecter pleinement les conventions d'armistice et il a fait observer que les réserves relatives au droit de légitime défense ne réduisaient en aucune façon la validité des assurances concernant la suspension d'armes. A son avis, on ne pouvait pas estimer que le sixième considérant portait atteinte aux résolutions de l'Assemblée que seule l'Assemblée elle-même était habilitée à modifier.

197. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que la position de sa délégation n'avait pas changé depuis le 4 avril 1956. Il regrettait que quelques inquiétudes se fussent fait jour à l'occasion de ce qui n'avait peut-être été qu'une interprétation erronée de certains termes du projet de résolution présenté par le Royaume-Uni. Il était convaincu que le projet de résolution était pleinement conforme à la résolution du Conseil du 4 avril 1956 et compatible avec les dispositions de ce texte, et il était sûr que cette opinion était aussi celle du représentant du Royaume-Uni.

198. L'examen du projet de résolution s'est poursuivi à la 727^{ème} séance, tenue également le 1^{er} juin 1956. L'amendement soumis par le représentant de l'Iran a été appuyé par les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Chine et de la Yougoslavie. Ces représentants ont déclaré que le sixième considérant du projet dépassait le cadre de la résolution du 4 avril 1956 et qu'il serait illogique d'essayer d'obtenir un règlement pacifique sur une base mutuellement acceptable au moyen d'une résolution qui n'était pas mutuellement acceptable. En revanche, les représentants de Cuba, de la France, du Pérou et des Etats-Unis d'Amérique ont soutenu que l'adoption par le Conseil du sixième considérant du projet n'aurait pas pour effet de diminuer l'autorité ou la validité des résolutions de l'Assemblée générale. Il n'y avait pas de différence entre l'esprit du projet de résolution du Royaume-Uni et la résolution que le Conseil avait adoptée le 4 avril. Le représentant du Pérou a ajouté qu'un considérant d'une résolution du Conseil ne pouvait pas modifier les résolutions d'un autre organe des Nations Unies. Cependant, il a attiré l'attention du représentant du Royaume-Uni sur la déclaration du représentant de l'Iran selon laquelle le paragraphe en question pourrait être supprimé pour des raisons d'opportunité.

199. Les représentants de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie ont réitéré avec force les objections qu'ils avaient formulées contre l'insertion du sixième considérant dans le projet de résolution.

200. A la 728^{ème} séance, tenue le 4 juin 1956, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, pour permettre l'unanimité et pour répondre à la demande du représentant de l'Iran, il acceptait l'amendement iranien tendant à supprimer le sixième considérant. Apportant au projet de résolution un nouvel amendement qui était la conséquence de celui qu'il venait d'accepter, le représentant du Royaume-Uni a rédigé de la façon suivante le septième considérant :

"Persuadé que l'on devrait maintenant faire de nouveaux progrès dans la voie de la consolidation des résultats obtenus grâce à la mission du Secrétaire général et de la mise en œuvre intégrale, par les parties, des conventions d'armistice".

201. Avant le vote sur le projet de résolution du Royaume-Uni ainsi révisé et amendé, les représentants de l'Iran, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Belgique, de Cuba, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Pérou ont dit qu'ils voteraient pour le projet. Le représentant de l'Iran a rendu hommage au représentant du Royaume-Uni pour l'esprit de conciliation dont il avait fait preuve en acceptant l'amendement iranien concernant le sixième considérant du projet. Le représentant des États-Unis d'Amérique a regretté qu'il ait été nécessaire de supprimer le sixième considérant et il a exprimé l'espoir que la décision unanime du Conseil provoquerait, dans la région, de nouveaux efforts concertés qui contribueraient à un règlement pacifique de la question de Palestine. Le représentant de la France a déploré le retrait du sixième considérant et a souligné que ce retrait ne pouvait pas signifier le rejet d'une solution conforme au principe qu'exprimait cet alinéa. Le représentant de la Belgique a déclaré que sa délégation était convaincue que le sixième considérant n'avait pas la portée que lui avaient attribuée les délégations qui le combattaient. Le représentant de Cuba a déclaré que la délégation cubaine n'aurait pas voté pour l'amendement de l'Iran s'il avait été mis aux voix. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a accueilli avec satisfaction le geste de conciliation qu'avait fait la délégation du Royaume-Uni en acceptant l'amendement de l'Iran tendant à supprimer le sixième considérant. Le représentant du Pérou a déclaré que sa délégation n'avait jamais estimé que le sixième considérant pût affecter les résolutions adoptées par le Conseil et par l'Assemblée; cependant, il accueillait avec satisfaction la solution que le représentant du Royaume-Uni avait apportée en acceptant de supprimer ce considérant, afin de permettre un vote unanime du Conseil.

Décision: *A sa 728^{ème} séance, le 4 juin 1956, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution du Royaume-Uni, ainsi modifié (S/3605).*

202. Le représentant du Royaume-Uni a dit que, de l'avis de son gouvernement, la suppression du sixième considérant ne pouvait en aucune façon être interprétée comme signifiant que le Conseil estimait que le règlement désiré pouvait être fondé sur une base autre qu'une base mutuellement acceptable. Par sa décision, le Conseil indiquait simplement qu'il ne pre-

nait pas position sur ce point. L'alinéa en question n'était pas essentiel pour le projet de résolution; il constituait seulement un complément souhaitable et judicieux du préambule. La délégation du Royaume-Uni avait accepté l'amendement parce qu'elle estimait que, comme le but du projet de résolution était de demander au Secrétaire général, qui représentait toute l'Organisation des Nations Unies, de poursuivre ses efforts au sujet de la question de Palestine, l'opposition ou l'abstention de certains membres du Conseil aurait gêné le Secrétaire général dans l'accomplissement de sa tâche; le représentant du Royaume-Uni n'avait pas cru devoir prendre ce risque. Il estimait que, telle qu'elle avait été adoptée, la résolution représentait un grand pas en avant et rapprochait le Conseil du but qu'il s'était fixé.

203. Le représentant d'Israël a regretté que le sixième considérant du projet ait dû être supprimé. Le débat qui avait eu lieu au sujet du projet de résolution avait donné de la situation au Moyen-Orient une idée beaucoup plus inquiétante que celle qu'on pouvait s'en faire une semaine auparavant. Le peuple israélien serait bien avisé de conclure de ce débat que sa sécurité nationale était gravement menacée. Néanmoins, la délégation israélienne était absolument persuadée qu'en dépit des déclarations des représentants des États arabes, la conscience universelle exigeait qu'un règlement convenu d'un commun accord intervînt entre Israël et ses voisins arabes, de manière à faire disparaître les craintes et les rancœurs stériles qui affligeaient le Moyen-Orient.

204. Le Gouvernement et le peuple israéliens désiraient la paix. Si l'on excluait le recours à la force, le règlement devait être fondé sur l'accord des parties, ce qui était conforme à la jurisprudence de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et des conventions d'armistice elles-mêmes.

205. Le représentant d'Israël a ajouté que, de l'avis de son gouvernement, l'adoption de l'amendement iranien avait diminué les chances de succès du Secrétaire général dans la suite de sa mission. Plus on limiterait le Conseil à la conception statique de l'immobilité dans le cadre de l'armistice, sans espoir de progrès vers un règlement définitif, plus il serait difficile d'utiliser les bons offices et la conciliation pour diminuer le danger et la tension qui régnaient au Moyen-Orient.

206. Le Gouvernement israélien n'avait rien à objecter aux dispositions de la résolution. Cependant, il déplorait ses omissions.

207. Les représentants de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et de l'Égypte se sont élevés contre l'assertion du représentant d'Israël selon laquelle les États arabes n'étaient pas désireux d'aboutir à un règlement pacifique de la question palestinienne. Le représentant de la Syrie a déclaré que c'était Israël qui avait été condamné quatre fois en trois ans par le Conseil de sécurité pour avoir violé les conventions d'armistice. Il a dit qu'Israël avait déjà pris une position très nette au sujet des trois principaux aspects de la question de Palestine: 1) la question des réfugiés; 2) la question de Jérusalem; 3) la question territoriale. Sur tous ces points, Israël avait passé outre aux injonctions des organes des Nations Unies et avait déclaré qu'il n'y aurait ni rapatriement des réfugiés, ni application de la résolution de l'Assemblée générale touchant l'internationalisation de Jérusalem, ni retrait en

deçà des lignes de démarcation. Ces actes ne constituaient pas une politique de paix.

208. Le représentant du Liban a déclaré que, tandis que les gouvernements arabes avaient accordé au Secrétaire général toute l'aide qui lui était nécessaire dans l'accomplissement de sa mission, le Secrétaire général n'avait pas pu obtenir du Gouvernement d'Israël l'assurance qu'il respecterait la décision du Conseil interdisant la reprise des travaux de détournement du Jourdain, et c'était pourtant là le point essentiel dans l'œuvre de paix dont il avait été chargé. Le représentant du Liban a ajouté qu'Israël avait répudié le Protocole de Lausanne, qui avait été signé par Israël et par les pays arabes et prévoyait la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies visant à régler la question de Palestine. Il était difficile de parvenir avec un tel pays à un accord sur une base mutuellement acceptable.

209. Le représentant de la Jordanie a dit que son gouvernement continuerait de faciliter la mission du Secrétaire général telle qu'elle était définie dans la résolution adoptée le 4 avril par le Conseil. Il a ajouté que la paix que voulaient les pays arabes était une

paix reposant sur la justice et sur la reconnaissance des droits légitimes des habitants originaires de la Palestine.

210. Le représentant de l'Égypte a dit qu'Israël avait renié le Protocole de Lausanne et que les États arabes voulaient la paix.

211. Le Secrétaire général a déclaré que la décision du Conseil lui valait l'honneur de poursuivre sa tâche, dans l'esprit où il l'avait entreprise. Les débats du Conseil avaient mis en lumière les questions sur lesquelles existaient des divergences de vues. Il espérait que ces divergences de vues n'entraveraient pas les efforts que l'Organisation des Nations Unies avait entrepris en coopération avec les parties.

212. Le Président a dit que le but de la résolution adoptée par le Conseil était limité. La résolution avait essentiellement pour objet d'assurer l'observation intégrale, par les parties, des obligations qui leur incombaient déjà du fait des conventions d'armistice. Le Conseil de sécurité attendrait de toutes les parties qu'elles apportent leur entier concours au Conseil, au Secrétaire général et au Chef d'état-major pour l'exécution de cette résolution.

DEUXIEME PARTIE

Autres questions examinées par le Conseil

Chapitre 2

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

A. — Examen des résolutions 817 (IX) et 918 (X) de l'Assemblée générale, de la demande d'admission de l'Espagne et de la recommandation en vue de l'admission de 16 Etats candidats

213. A sa 701ème séance, tenue le 10 décembre 1955, le Conseil de sécurité a adopté un ordre du jour prévoyant l'examen des lettres adressées par le Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité pour lui transmettre le texte des résolutions 817 (IX) (S/3324) et 918 (X) (S/3467) adoptées par l'Assemblée générale les 23 novembre 1954 et 8 décembre 1955 respectivement, ainsi que l'examen de la demande d'admission de l'Espagne à l'Organisation des Nations Unies (S/3441/Rev.1). Le Conseil a été saisi à cette séance de 13 projets de résolution (S/3468 à S/3480) présentés par la délégation de la Chine; ces projets prévoyaient que le Conseil, ayant reçu et étudié les demandes d'admission de l'Italie, du Japon, de l'Espagne, de la République de Corée, de la République du Viet-Nam, du Cambodge, du Laos, du Portugal, de Ceylan, de la Jordanie, de la Lybie, de l'Autriche et de l'Irlande, recommandait d'admettre ces pays comme Membres de l'Organisation des Nations Unies. Sauf en ce qui concerne le nom du pays intéressé, tous ces projets de résolution étaient rédigés en termes identiques à ceux de la résolution ci-après relative à la demande de l'Italie (S/3468):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant reçu et examiné la demande d'admission de l'Italie,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre l'Italie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies."

214. Le Président (Nouvelle-Zélande) a rappelé que le Conseil avait été convoqué à la demande expresse de l'Assemblée générale, qui l'avait prié d'examiner, à la lumière de l'opinion générale en faveur de la composition la plus large possible de l'Organisation des Nations Unies, les demandes d'admission en suspens présentées par les 18 pays pour lesquels aucun problème d'unification ne se posait. Il a souligné que l'accord réalisé au sein de l'Assemblée générale lors de l'adoption de la résolution 918 (X) reposait sur une base si large qu'il offrait une occasion sans précédent de sortir de l'impasse dans laquelle on se trouvait depuis si longtemps et dont les conséquences étaient de plus en plus graves. Le Président a ajouté qu'il ne croyait pas devoir souligner la lourde responsabilité qui pesait sur chacun des membres du Conseil.

215. Le représentant du Pérou a déclaré qu'il était essentiel pour l'Organisation des Nations Unies que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité agissent de concert. La résolution de l'Assemblée générale marquait l'aboutissement de plusieurs années d'efforts, elle représentait un compromis dans lequel aucun principe n'avait été sacrifié. Elle se fondait sur une formule politique qui se rapprochait autant qu'il était possible du principe de l'universalité. Cette formule impliquait qu'un vote interviendrait par la suite pour décider de l'admission du Viet-Nam et de la Corée, ainsi que de tout autre pays qui, son unité réalisée, demanderait à entrer à l'Organisation des Nations Unies. Au surplus, la résolution de l'Assemblée générale était strictement conforme aux dispositions de l'Article 4 de la Charte. Le jugement que l'Organisation des Nations Unies était appelée à formuler aux termes de cet article devait être un jugement objectif, fondé sur des principes moraux élevés et non sur des intérêts particuliers. Telle était, en vérité, le sens de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 28 mai 1948². Le représentant du Pérou a fait observer qu'une telle interprétation répondait parfaitement aux exigences de l'universalité. C'est vers l'universalité que tendait l'Organisation des Nations Unies; l'Article 4 ne pouvait être interprété autrement. A l'ère atomique, on ne pouvait concevoir qu'aucun peuple au monde ne fût pacifique et cela était particulièrement vrai dans le cas des petits pays.

216. Une décision favorable, conforme au vote de l'Assemblée générale, contribuerait à parfaire l'Organisation et à réduire la tension internationale. En revanche, un échec provoquerait une crise grave au sein de l'Organisation et porterait atteinte à son prestige.

217. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que le Conseil de sécurité se devait d'accorder l'attention la plus sérieuse aux vues que l'Assemblée générale avait exprimées avec tant de force dans sa résolution 918 (X). Aux termes de la Charte, c'était le Conseil de sécurité qui devait examiner les demandes d'admission, puis faire des recommandations à leur sujet à l'Assemblée générale: il avait donc une lourde responsabilité en la matière. Selon le représentant du Royaume-Uni, la première tâche du Conseil était de trouver une procédure, solidement fondée en droit, qui lui permit d'examiner les 18 demandes d'admission visées dans la résolution de l'Assemblée générale. En outre, toutes les délégations avaient le devoir de tenir compte du

² *Admission d'un Etat aux Nations Unies (Charte, Article 4), avis consultatif, CIJ, Recueil 1948, p. 57.*

sentiment exprimé par la grande majorité des membres de l'Assemblée, qui voulaient voir élargir autant que possible la composition de l'Organisation des Nations Unies.

218. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait jamais considéré l'Organisation des Nations Unies comme une association d'États aux vues identiques, dont il fallait écarter tous les pays dont il n'approuverait pas le régime politique ou social. Aucune disposition de l'Article 4 n'interdisait aux Membres de l'Organisation des Nations Unies d'envisager avec bienveillance les titres d'un pays présentant sa candidature et, pour sa part, la délégation britannique était résolue à faire preuve de la plus grande bienveillance. Les membres du Conseil devaient se souvenir que, dans son avis consultatif, la Cour internationale de Justice avait déclaré qu'un pays ne pouvait faire dépendre l'admission d'un État de celle d'un autre État. Cependant, ce que l'on s'efforçait de faire, c'était de faire sortir l'Organisation de l'impasse où elle se trouvait. Il incombait donc manifestement aux membres du Conseil de sécurité de trouver une méthode qui permit d'admettre l'ensemble des 18 candidats. Le représentant du Royaume-Uni, pour sa part, était autorisé à voter en faveur de l'admission des 18 pays.

219. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas de procédure particulière à proposer; il estimait, toutefois, que le Conseil aurait tort, au moment du vote, de se prononcer d'abord sur les projets de résolution de la Chine, qui ne recommandait l'admission que de 11 des 18 États et préoyaient en outre un ordre de vote arbitraire.

220. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'à la différence des années précédentes, un espoir réel se dessinait maintenant de voir l'Organisation des Nations Unies sortir de l'impasse où elle se trouvait en ce qui concernait l'admission de nouveaux Membres. Il en était ainsi à cause de la détente survenue récemment dans les relations entre États et de l'amélioration générale du climat international. Au cours des délibérations de la Commission politique spéciale et de l'Assemblée générale, la majorité écrasante d'États Membres de l'Organisation s'étaient clairement exprimés en faveur de l'admission des 18 États et le Conseil de sécurité ne pouvait négliger leurs vues. L'Union soviétique, qui avait appuyé sans réserve la résolution adoptée par l'Assemblée générale, demandait à nouveau fermement que les 18 États soient admis à l'Organisation des Nations Unies, sans aucune exception. Le Conseil de sécurité et ses membres avaient le devoir de répondre à l'appel de l'Assemblée générale en prenant une décision positive sur l'admission des 18 États.

221. Le représentant de l'URSS a ajouté qu'il était essentiel d'adopter d'un commun accord une procédure et un ordre de vote garantissant l'admission de la totalité des 18 États et excluant tout aléa et toute surprise lors du vote au Conseil de sécurité, puis à l'Assemblée, sur l'admission des nouveaux Membres. De telles garanties étaient indispensables en raison du fait que, dans le passé, de prétendues abstentions avaient empêché de résoudre l'ensemble du problème et aussi à cause de l'attitude que certains membres du Conseil avaient adoptée en séance à l'Assemblée générale. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale devaient agir de concert et selon un plan arrêté d'avance.

222. Le représentant de l'URSS a présenté en conséquence le projet de résolution suivant (S/3483):

"Le Conseil de sécurité,

"Vu la résolution 918 (X) de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1955, relative à l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation des Nations Unies,

"1. Décide d'examiner, dans l'ordre même où elles ont été présentées, les demandes d'admission des 18 États dont il est question dans la résolution précitée, étant entendu que le Conseil de sécurité se prononcera séparément sur chaque demande et qu'il abordera l'examen de chaque nouvelle demande après que l'Assemblée générale aura terminé l'examen de la recommandation du Conseil relative à la demande précédente;

"2. Autorise le Président du Conseil de sécurité à s'entendre avec le Président de l'Assemblée générale sur cette procédure d'examen des demandes d'admission."

223. Le représentant de l'URSS a présenté ensuite 18 projets de résolution (S/3484 à S/3501) prévoyant que le Conseil, après avoir examiné les demandes d'admission de l'Albanie, de la République populaire de Mongolie, de la Jordanie, de l'Irlande, du Portugal, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Autriche, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Finlande, de Ceylan, du Népal, de la Lybie, du Cambodge, du Japon, du Laos et de l'Espagne, recommandait d'admettre ces pays comme Membres de l'Organisation des Nations Unies. Tous ces projets de résolution étaient rédigés en termes identiques à ceux de la résolution ci-après relative à la demande de l'Albanie (S/3484):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande de l'Albanie concernant son admission à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre l'Albanie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies."

224. Le représentant de la Chine a souligné que le Conseil de sécurité était l'un des organes principaux des Nations Unies, qu'il était indépendant des autres organes, qu'il exerçait des fonctions et des droits qui lui étaient propres et que sa procédure était régie par son propre règlement intérieur. Tout en admettant que les membres du Conseil de sécurité devaient tenir dûment compte des sentiments de l'Assemblée générale, il estimait que les débats du Conseil devaient se dérouler en stricte harmonie avec son règlement intérieur et avec les buts et principes de la Charte. La délégation de la Chine, qui n'avait pas voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale, ferait cependant de son mieux pour que cette résolution soit mise en œuvre, dans les limites prévues à l'Article 4 de la Charte.

225. Présentant ensuite les 13 projets de résolution de sa délégation, le représentant de la Chine a expliqué qu'il n'avait nullement l'intention de demander au Conseil de se borner à l'examen de ces 13 projets et que la délégation chinoise n'attachait pas une importance particulière à l'ordre dans lequel elle avait soumis ses projets. Le Conseil de sécurité avait pour pratique de voter sur des propositions d'admission, et non sur les demandes d'admission elles-mêmes. Quant à l'ordre du vote, il était régi par les dispositions de l'article 32 du règlement intérieur, selon lequel les propositions

devaient être mises aux voix dans l'ordre même où elles avaient été présentées.

226. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'en ce qui concernait l'admission de nouveaux Membres, sa délégation continuerait à se laisser guider par trois principes fondamentaux. Le premier consistait à admettre tous les Etats qualifiés qui présentaient des demandes; le deuxième, à appliquer les dispositions de la Charte pour juger si les candidats remplissaient les conditions requises, et le troisième à éviter de faire obstacle à la volonté d'une majorité qualifiée par l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité.

227. Six candidats européens, à savoir l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, remplissaient de toute évidence les conditions requises pour devenir Membres de l'Organisation des Nations Unies: les Etats-Unis appuyaient leur candidature. Il en était de même de sept Etats d'Asie et d'Afrique dont l'admission avait été recommandée par la Conférence de Bandoung, à savoir le Cambodge, Ceylan, le Japon, la Jordanie, le Laos, la Lybie et le Népal. Ces Etats auraient déjà été admis à l'Organisation des Nations Unies si l'URSS ne s'y était pas opposée en recourant au veto ou en menaçant de le faire. Il y avait d'autres Etats qualifiés. Les Etats-Unis ne pensaient pas qu'il était juste de s'opposer à l'admission de la République de Corée simplement parce qu'une partie de son territoire avait été soustraite, à tort et par la force, à l'autorité du gouvernement que l'Assemblée générale avait déclaré être le seul gouvernement légalement élu en Corée. La République du Viet-Nam était un autre candidat qualifié à l'admission duquel s'opposait uniquement le veto de l'URSS. Les Etats-Unis n'appuieraient pas les demandes présentées par l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Mongolie extérieure et la Roumanie, car ils estimaient que les gouvernements de ces Etats n'étaient pas indépendants et que leur statut actuel de dépendance constituait une violation de traités ou autres accords internationaux, ou en découlait. Les Etats-Unis reconnaissaient cependant que l'on pouvait en toute honnêteté avoir des opinions différentes sur ces questions et ils n'avaient pas l'intention d'user du veto au Conseil de sécurité pour faire échec au vœu d'une majorité qualifiée.

228. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande, a dit que sa délégation était en faveur de l'admission immédiate des 18 Etats visés par la résolution de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1955. A son avis, la solution préconisée par l'Assemblée ne violait aucunement les dispositions de l'Article 4 de la Charte. Les critères énoncés à l'Article 4 ne se prêtaient pas à une démonstration objective et devaient donc faire l'objet d'un jugement subjectif, marqué par la tolérance que prescrivait la Charte. C'est pourquoi le Gouvernement néo-zélandais avait décidé de voter en faveur de l'admission des 18 Etats malgré les importantes réserves qu'il avait faites touchant les titres de certains candidats.

229. Le Conseil ne devait pas oublier que l'Assemblée générale comptait que les membres du Conseil aboutiraient à une entente qui permettrait l'admission immédiate des 18 Etats, en qu'en l'absence d'une telle entente aucun candidat ne pourrait sans doute être admis. En conséquence, la délégation néo-zélandaise estimait que le Conseil devait, non seulement procéder à un vote séparé sur chaque candidature, mais également émettre un vote d'ensemble sur le groupe des 18 Etats. Cette procédure permettrait d'arriver

exactement au même résultat que celle que proposait l'URSS et serait plus généralement acceptable.

230. Pour ces raisons, la Nouvelle-Zélande s'était associée au Brésil pour présenter le projet de résolution suivant (S/3502):

"Le Conseil de sécurité,

"Vu la résolution 918 (X) que l'Assemblée générale a adoptée le 8 décembre 1955 et par laquelle elle a prié le Conseil de sécurité "d'examiner, à la lumière de l'opinion générale en faveur de la composition la plus large possible de l'Organisation des Nations Unies, les demandes d'admission en suspens présentées par tous les pays, au nombre de 18, pour lesquels aucun problème d'unification ne se pose",

"Ayant étudié séparément les demandes d'admission des pays suivants: Albanie, République populaire de Mongolie, Jordanie, Irlande, Portugal, Hongrie, Italie, Autriche, Roumanie, Bulgarie, Finlande, Ceylan Népal, Libye, Cambodge, Japon, Laos et Espagne,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre les pays énumérés ci-dessus."

231. En réponse à une question du représentant des Etats-Unis, le Président, parlant en qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande, a confirmé que le Conseil voterait sur le projet de résolution paragraphe par paragraphe, et qu'il voterait séparément sur chaque demande d'admission des pays énumérés avant de se prononcer sur l'ensemble du paragraphe, puis sur l'ensemble du projet de résolution.

232. Le représentant de la France, rappelant que la délégation française avait toujours défendu le principe de l'universalité et s'était toujours exprimée en faveur de l'admission de la plupart des Etats ayant fait acte de candidature, a ajouté qu'il ne croyait pas que l'on devait sacrifier à ces fins des règles qui se trouvaient inscrites explicitement dans la Charte. La délégation française appuierait le projet de résolution commun, qui respectait ces règles fondamentales. Analysant rapidement les titres des différents candidats, le représentant de la France a annoncé qu'il appuierait les demandes d'admission de l'Italie, de l'Irlande, du Portugal, de l'Autriche, de l'Espagne, du Cambodge, du Laos, de la Finlande, du Japon, de Ceylan, du Népal, de la Jordanie et de la Libye, et il a exprimé l'espoir que, dans un avenir prochain, les circonstances permettraient également d'admettre le Viet-Nam à l'Organisation.

233. A la 702ème séance, le 10 décembre, le Président, répondant à une question du représentant de l'URSS a dit que, si le Conseil recommandait l'admission des 18 Etats, il ne pouvait concevoir que l'Assemblée générale fit autre chose que d'approuver promptement cette recommandation à une majorité écrasante.

234. Le représentant du Brésil a insisté sur l'importance de la décision que le Conseil de sécurité était appelé à prendre. La procédure envisagée dans le projet de résolution (S/3502) présenté par le Brésil et la Nouvelle-Zélande permettrait au Conseil de respecter à la fois les dispositions de la Charte et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. La résolution adoptée par l'Assemblée générale ne violait pas les dispositions de la Charte et le Conseil, en exa-

minant une par une les candidatures qui lui étaient soumises, n'avait pas à craindre de dépasser les limites fixées par l'Article 4.

235. D'après le représentant de l'Iran, la meilleure procédure consistait à voter d'abord séparément sur l'admission de chacun des 18 Etats candidats, puis à voter sur l'ensemble d'un projet de résolution recommandant l'admission de tous ces Etats. Il a appuyé le projet de résolution commun et demandé que la priorité lui soit accordée pour la mise aux voix. La délégation iranienne voterait séparément en faveur de l'admission de chacun des 18 Etats cités dans ce projet.

236. Le représentant du Pérou a appuyé, lui aussi, le projet de résolution commun et annoncé qu'il voterait pour que priorité lui soit accordée.

237. Le représentant de la Belgique a déclaré que sa délégation continuait à penser — la justesse de ses vues avait été confirmée en 1948 par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif — que chaque demande d'admission devait faire l'objet d'un examen distinct et d'un vote séparé. Les procédures envisagées dans les diverses propositions dont le Conseil était saisi lui paraissant compatibles avec cette interprétation, puisqu'elles prévoyaient un vote séparé sur chaque demande d'admission, la délégation belge se rallierait à celle de ces propositions à laquelle le Conseil de sécurité donnerait la priorité.

238. A l'issue d'une discussion touchant l'ordre de priorité, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré à la 703ème séance du Conseil, le 13 décembre, qu'aux yeux de sa délégation le projet de résolution présenté en commun par le Brésil et la Nouvelle-Zélande constituait un tout, une recommandation unique, que l'Assemblée générale devait examiner à ce titre. Si l'Assemblée y apportait des modifications, la proposition commune perdrait son caractère d'entité et devrait être renvoyée au Conseil de sécurité pour un nouvel examen. Cela étant entendu, la délégation de l'Union soviétique n'insisterait pas pour que sa proposition soit mise aux voix par priorité.

239. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que l'attitude de son gouvernement avait été influencée par la force du mouvement d'opinion qui réclamait de l'Organisation des Nations Unies qu'elle sorte de l'impasse où elle se trouvait. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'était depuis longtemps prononcé en faveur de 12 des candidats. Six appartenaient à l'Asie, qui n'était pas pleinement représentée à l'Organisation des Nations Unies, et parmi eux se trouvait un membre du Commonwealth, Ceylan. Sur les Etats européens qui avaient présenté une demande d'admission, six étaient d'anciens candidats. Le Royaume-Uni appuyait toutes ces candidatures.

240. Si le Royaume-Uni était maintenant prêt à voter pour chacune des cinq candidatures appuyées par l'Union soviétique, cela n'impliquait en aucune manière qu'il approuvait leurs positions ou actes passés. En acceptant de voter pour eux, le Royaume-Uni faisait en quelque sorte un acte de foi dans leur intention de remplir les obligations qu'ils assumeraient en vertu de la Charte lorsqu'ils seraient admis comme Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement du Royaume-Uni formulait des réserves particulières en ce qui concernait la souveraineté de la Mongolie extérieure et le caractère pacifique de l'Albanie. Néanmoins, il voterait, dans un acte de foi, en faveur de l'admission de ces deux Etats.

241. Le représentant de la Chine s'est félicité de ce que le projet de résolution prévoyait un vote distinct sur chacun des 18 Etats candidats énumérés au deuxième paragraphe, car cette disposition était conforme à la lettre de la Charte. Il a constaté cependant que la liste ne comprenait ni la Corée ni le Viet-Nam et que l'ordre de vote envisagé, établi d'après l'ordre chronologique des demandes, constituait en fait une capitulation devant les prétentions de l'Union soviétique. L'URSS voulait que l'Organisation des Nations Unies admit les 18 candidats ou aucun et le projet de résolution portait de la même idée. Le dernier paragraphe paraissait consacrer l'admission "en bloc", qui était contraire à la Charte et à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Ce serait particulièrement le cas si le Conseil de sécurité acceptait l'interprétation donnée de ce paragraphe par le représentant de l'Union soviétique. La suppression du dernier paragraphe améliorerait considérablement le projet de résolution. Pour toutes ces raisons, la délégation de la Chine ne pouvait accepter que l'on accordât la priorité à ce projet.

242. Passant aux questions d'ordre général, le représentant de la Chine a fait observer que, si l'Organisation des Nations Unies devait tolérer les systèmes et les politiques très divers de ses membres, elle devait cependant, pour survivre, avoir un minimum de vues communes sur certaines questions fondamentales. La Charte établissait que tous les Etats Membres devaient être des Etats pacifiques. Elle énonçait également le principe de l'égalité souveraine des nations: il fallait entendre par là qu'aucun pays ne devait en dominer un autre. Enfin, la Charte prescrivait des vues communes sur un autre point: le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Sans cette communauté de vues, l'Organisation périrait.

243. Malheureusement, depuis 1945, l'idée d'un monde unifié, sur laquelle la Charte reposait, avait perdu du terrain. Il y avait eu, certes, une évolution vers les buts prescrits par la Charte, car de nouvelles nations étaient devenues indépendantes, mais il y avait eu aussi une évolution contraire à l'esprit de la Charte, car on avait vu des nations telles que la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Mongolie perdre toute la souveraineté et l'indépendance qu'elles pouvaient avoir. Cette dualité de tendances constituait le problème capital auquel le monde faisait face et devant lequel toutes les autres questions devenaient insignifiantes.

244. Le représentant de la Chine a ajouté que, parmi les 18 Etats dont on proposait l'admission, 5 étaient des Etats satellites d'Europe que les Nations Unies avaient condamnés pour avoir attaqué la Grèce. En ce qui concernait la Mongolie extérieure, il ne fallait pas oublier qu'en 1947 les troupes mongoles avaient envahi la Chine sur une profondeur de 100 kilomètres. En outre, la Mongolie extérieure avait participé, aux côtés des communistes chinois et coréens, à la guerre de Corée contre l'Organisation des Nations Unies.

245. A l'Assemblée générale, la très grande majorité des voix s'était prononcée pour l'admission "en bloc", mais on pouvait se demander si les peuples du monde approuveraient un tel marché. Le représentant de la Chine était convaincu, pour sa part, qu'ils attendaient des Nations Unies qu'elles restent fidèles à leurs principes. Si l'Organisation des Nations Unies sacrifiait

ses principes, elle commettrait un véritable suicide moral.

246. Le représentant de la Chine a déposé alors un amendement (S/3506) tendant à ajouter au projet de résolution commun les noms des Républiques de Corée et du Viet-Nam.

Décision: *La proposition de l'Iran tendant à donner la priorité, lors du vote, au projet de résolution commun du Brésil et de la Nouvelle-Zélande, a été adoptée par 8 voix contre une (Chine), avec 2 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique).*

247. A la 704^{ème} séance, tenue le 13 décembre, le Président, parlant en qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande, a fait observer que si le Conseil adoptait l'amendement proposé par la délégation de la Chine, il ferait autre chose que ce qu'avait demandé l'Assemblée générale et les chances de succès en seraient diminuées. Aussi la délégation néo-zélandaise, bien que favorable à l'admission de la République de Corée et à celle du Viet-Nam, ne voterait-elle pas pour l'amendement de la Chine mais s'abstiendrait.

248. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit qu'il ne pensait pas que le Conseil de sécurité eût l'obligation formelle de donner effet à une résolution, quelle qu'elle fût, de l'Assemblée générale; à son sens, l'objet principal du projet de résolution commun était de fournir une méthode de vote appropriée et une procédure ordonnée. Etant donné l'appui qu'avaient trouvé au Conseil, dans le passé, les demandes d'admission des Républiques de Corée et du Viet-Nam, le représentant de la Chine était parfaitement fondé à présenter son amendement. Les Etats-Unis estimaient que les pays qui ne se trouvaient divisés que par suite d'une agression dont ils avaient été victimes ne devaient pas se voir interdire l'entrée dans l'Organisation des Nations Unies en raison de cette division illégale. La République de Corée devrait toujours avoir une place spéciale au sein des Nations Unies, car elle était le symbole de la première action collective qu'une organisation internationale ait entreprise, dans l'histoire de l'humanité, pour repousser l'agression.

249. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que le Conseil était toujours saisi de la résolution 817 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1954, qui demandait au Conseil de procéder à un nouvel examen des demandes d'admission en suspens, parmi lesquelles se trouvaient celles de la République de Corée et de la République du Viet-Nam. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas pris l'initiative de solliciter l'admission de ces deux pays parce que cette démarche lui paraissait dénuée de réalisme. Néanmoins, il voterait en faveur des deux pays. En votant pour le Viet-Nam, la délégation du Royaume-Uni ne pensait pas qu'elle nuirait à la bonne exécution des accords conclus à Genève en 1954.

250. Le représentant de la France a aussi exprimé l'opinion que l'amendement soumis par la délégation de la Chine était parfaitement recevable et a annoncé qu'il voterait à la fois pour la République du Viet-Nam et pour la République de Corée.

251. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'amendement de la Chine, qui tendait à ajouter 2 nouveaux noms à la liste des 18 Etats, n'était pas un amendement au sens ordinaire du terme, mais une proposition entièrement nouvelle destinée, de toute évidence, à empêcher le Conseil de sécurité d'aboutir à une décision. Il a

ajouté qu'il ne voyait pas la nécessité de répondre aux calomnies et aux inventions proférées au sujet de la République populaire de Mongolie par la personne qui occupait illégalement la place de la Chine à la table du Conseil de sécurité.

252. Le représentant de la Turquie a indiqué qu'il voterait pour l'admission du Viet-Nam et de la République de Corée et qu'il appuierait de son vote le projet de résolution dans sa totalité.

253. Le Président a annoncé que, conformément à l'article 36 du règlement intérieur provisoire du Conseil, il avait l'intention de mettre l'amendement chinois aux voix dès que le Conseil se serait prononcé sur les mots "Ayant étudié séparément les demandes d'admission des pays suivants"; le Conseil serait appelé à se prononcer sur chacun des 2 pays mentionnés dans l'amendement et voterait ensuite séparément sur chacune des 18 candidatures énumérées dans le projet de résolution.

254. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est élevé contre cette procédure; selon lui, le Conseil devait voter séparément sur les 18 candidatures dans l'ordre où elles étaient énumérées dans le projet de résolution, qui était l'ordre chronologique de leur présentation. Il a proposé formellement au Conseil de se conformer également à l'ordre chronologique en ce qui concernait l'amendement de la Chine.

Décisions: *La proposition de l'URSS a été rejetée par 8 voix contre une (URSS), avec 2 abstentions (Iran, Turquie).*

Le Conseil a voté ensuite sur le projet de résolution commun du Brésil et de la Nouvelle-Zélande (S/3502), et sur l'amendement y relatif de la Chine (S/3506), les résultats ont été les suivants:

Le premier considérant a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique);

L'introduction au deuxième considérant a été adoptée par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Le Conseil s'est prononcé ensuite, séparément, sur l'inclusion des deux pays cités dans l'amendement de la Chine, la République de Corée et la République du Viet-Nam. Le résultat, identique dans les deux cas, a été le suivant: 9 voix pour, une voix contre (URSS) et une abstention (Nouvelle-Zélande). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les noms des deux pays n'ont pas été inclus.

Le nom de l'Albanie a été inclus par 7 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France).

Sur l'inclusion du nom de la République populaire de Mongolie, il y a eu 8 voix pour, une voix contre (Chine), et 2 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, le nom de la République populaire de Mongolie n'a pas été inclus.

Sur l'inclusion des noms de la Jordanie, de l'Irlande et du Portugal, il y a eu, dans chaque cas, 10 voix pour et une voix contre (URSS). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les noms de la Jordanie, de l'Irlande et du Portugal n'ont pas été inclus.

Le nom de la Hongrie a été inclus par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Sur l'inclusion des noms de l'Italie et de l'Autriche, il y a eu, dans chaque cas, 10 voix pour et une voix contre (URSS). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les noms de l'Italie et de l'Autriche n'ont pas été inclus.

Les noms de la Roumanie et de la Bulgarie ont été inclus par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Sur l'inclusion des noms de la Finlande, de Ceylan, du Népal, de la Libye, du Cambodge, du Japon et du Laos, il y a eu, dans chaque cas, 10 voix pour et une voix contre (URSS). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les noms de la Finlande, de Ceylan, du Népal, de la Libye, du Cambodge, du Japon et du Laos n'ont pas été inclus.

Sur l'inclusion du nom de l'Espagne, il y a eu 9 voix pour, une voix contre (URSS) et une abstention (Belgique). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil de sécurité, le nom de l'Espagne n'a pas été inclus.

L'ensemble du deuxième considérant, tel qu'il avait été modifié, n'a pas été adopté. Il y a eu une voix pour (URSS), 4 voix contre (Brésil, Chine, Pérou, Turquie) et 5 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni).

255. Le Président a annoncé qu'il ne mettrait pas aux voix le dernier paragraphe du texte puisqu'il ne restait rien qui pût faire l'objet d'une recommandation à l'Assemblée générale.

256. A la 705ème séance, tenue le 14 décembre et convoquée à sa demande, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il convenait de rechercher de nouvelles voies pour résoudre le problème de l'admission de nouveaux membres. L'URSS était disposée, pour sa part, à retirer le vote négatif qu'elle avait émis à l'égard de plusieurs pays et voterait pour leur admission, étant entendu que la candidature du Japon et celle de la République populaire de Mongolie, au sujet desquels le Conseil de sécurité n'avait pu parvenir la veille à une solution positive, seraient renvoyées à la session suivante de l'Assemblée générale. La délégation soviétique formulait cette proposition dans l'espoir que, dans l'intervalle, des mesures seraient prises, d'un commun accord, pour assurer l'admission de ces deux pays lors de la session suivante de l'Assemblée générale. Cette proposition ne modifiait en rien l'attitude favorable qu'elle avait adoptée à l'égard de l'admission du Japon à l'Organisation des Nations Unies; elle signifiait simplement que, pour des raisons qui n'échappaient à personne, l'admission du Japon serait reportée à la session suivante. Le représentant de l'Union soviétique a alors présenté au Conseil le projet de résolution suivant (S/3509):

"Le Conseil de sécurité,

"Vu la résolution 918 (X) de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1955, relative à la question de l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation des Nations Unies,

"Ayant étudié séparément les demandes d'admission des pays suivants: Albanie, Jordanie, Irlande, Portugal, Hongrie, Italie, Autriche, Roumanie, Bul-

garie, Finlande, Ceylan, Népal, Libye, Cambodge, Laos et Espagne,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre les pays énumérés ci-dessus dans l'Organisation des Nations Unies."

257. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé alors de faire figurer le nom du Japon au deuxième considérant du projet de résolution de l'URSS.

258. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation considérait son projet de résolution comme un tout et ne pouvait donc accepter l'amendement des Etats-Unis.

259. Les représentants du Royaume-Uni, du Brésil, de la Turquie, du Pérou, de la France et de la Chine ont appuyé l'amendement des Etats-Unis.

260. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué qu'il voterait contre cet amendement, mais que son vote négatif ne signifierait nullement que sa délégation ait modifié son attitude à l'égard du Japon. La délégation de l'URSS était toujours favorable à l'admission de ce pays; la décision du Conseil de sécurité n'aurait pour résultat que de reporter l'admission du Japon à la session suivante de l'Assemblée générale.

261. Le Président a annoncé qu'il suivrait, pour la mise aux voix du projet de résolution de l'URSS (S/3509) et de l'amendement des Etats-Unis, la procédure qui avait été suivie à la séance précédente.

Décisions: *Le premier considérant du projet de résolution de l'URSS (S/3509) a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique).*

L'introduction au deuxième considérant a été adoptée par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Sur l'amendement des Etats-Unis tendant à ajouter le nom du Japon, il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS). La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, l'amendement n'a pas été adopté.

La candidature de l'Albanie a été approuvée par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Les candidatures de la Jordanie, de l'Irlande et du Portugal ont été approuvées tour à tour à l'unanimité.

La candidature de la Hongrie a été approuvée par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Les candidatures de l'Italie et de l'Autriche ont été approuvées tour à tour à l'unanimité.

Les candidatures de la Roumanie et de la Bulgarie ont été approuvées tour à tour par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Les candidatures de la Finlande, de Ceylan, du Népal, de la Libye, du Cambodge et du Laos ont été approuvées tour à tour à l'unanimité.

La candidature de l'Espagne a été approuvée par 10 voix contre zéro, avec une abstention (Belgique).

L'ensemble du deuxième considérant a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique).

Le dernier alinéa du projet de résolution a été adopté par 8 voix, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique).

L'ensemble du projet de résolution a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique).

B. — Examen de propositions concernant le Japon et la République populaire de Mongolie

262. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, prenant acte de la déclaration du représentant de l'URSS selon laquelle l'Assemblée générale devrait admettre le Japon à sa onzième session, a présenté le projet de résolution suivant (S/3510) :

"Le Conseil de sécurité

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Japon comme Membre de l'Organisation des Nations Unies lors de sa onzième session ordinaire."

263. A la 706ème séance, tenue le 15 décembre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que, par sa résolution du 8 décembre, l'Assemblée générale s'était prononcée fermement et sans équivoque pour l'admission de 18 pays, y compris la République populaire de Mongolie et le Japon. Ces deux derniers pays étaient les seuls qui n'eussent pas encore fait l'objet d'une décision. Au Conseil de sécurité, ils avaient recueilli le nombre de voix requis pour une recommandation favorable. Seul le veto émis par la personne qui occupait illégalement le siège de la République populaire de Chine au Conseil de sécurité avait empêché l'adoption d'une décision favorable concernant l'admission des deux pays. Dans ces conditions, il n'y avait aucune raison de ne réexaminer que la question de l'admission du Japon. Comme le représentant de l'URSS l'avait déjà fait remarquer, la question de l'admission de ces deux pays, et non pas seulement du Japon, avait été renvoyée à la session suivante de l'Assemblée générale du fait que le Conseil de sécurité n'avait pu formuler de recommandation à leur sujet à la présente session. Si la délégation des Etats-Unis tenait à ce que le Conseil de sécurité se prononçât d'ores et déjà en faveur de l'admission du Japon lors de la onzième session, il n'y avait aucune raison de ne pas en faire autant pour la République populaire de Mongolie. En conséquence, le représentant de l'URSS a soumis au Conseil le projet de résolution suivant (S/3512) :

"Le Conseil de sécurité

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République populaire de Mongolie et le Japon comme Membres de l'Organisation des Nations Unies lors de sa onzième session ordinaire."

264. Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il lui était difficile de comprendre l'argument selon lequel le projet de résolution des Etats-Unis n'aurait pas pour objet de résoudre le problème de l'admission de nouveaux Membres. Comme le Japon était le seul grand pays non divisé qui ne fût pas membre de l'Organisation des Nations Unies, cet argument était loin d'être fondé. Le Conseil de sécurité n'était nullement lié par la résolution de l'Assemblée générale, qui s'était bornée, en fait, à demander au Conseil d'examiner sa résolution. Le représentant des Etats-Unis ne pouvait

admettre que l'on mît le Japon et la Mongolie extérieure sur le même plan. Non seulement ces pays n'occupaient pas la même position dans le monde, mais tous ceux qui connaissaient la contribution apportée par le Japon à la civilisation ne pouvaient qu'être choqués par un tel parallèle.

265. A la 705ème séance, le représentant de l'URSS avait précisé, en présentant le projet de résolution de sa délégation, que ce projet tendait uniquement à renvoyer à la session suivante de l'Assemblée générale la décision sur l'admission du Japon. Les Etats-Unis avaient fondé leur projet de résolution sur cette déclaration et leur représentant avait espéré, en présentant cette proposition, qu'elle rencontrerait l'agrément immédiat de la délégation de l'URSS et qu'il se produirait à cette occasion une manifestation d'harmonie et de bonne entente.

266. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a répondu qu'il suffisait de relire dans son ensemble la déclaration que le représentant des Etats-Unis venait de mentionner pour comprendre que ce dont il s'était agi était de reporter à la session suivante de l'Assemblée, non seulement la question de l'admission du Japon, mais également celle de la République populaire de Mongolie.

267. Le représentant de la Turquie a adressé un appel au représentant de l'URSS, lui demandant de ne pas insister pour que l'on mît aux voix immédiatement son projet de résolution relatif à la Mongolie extérieure. Le Japon, seul pays dont la demande d'admission eût été rejetée en raison du vote intervenu au cours de la séance précédente, était l'une des grandes nations du monde et son admission à l'Organisation des Nations Unies apporterait une contribution exceptionnelle à la cause de la paix et de la coopération amicale. En ajoutant le nom de la Mongolie extérieure au projet de résolution des Etats-Unis, on changerait complètement le sens et la portée de cette proposition, et l'on en ferait l'un des plus curieux projets d'admission "en bloc" qui aient jamais été présentés. L'Organisation des Nations Unies ne pouvait se permettre de méconnaître le rôle que le Japon jouait dans les relations internationales et la contribution précieuse qu'il pouvait apporter à ses travaux.

268. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande, a annoncé que sa délégation s'abstiendrait de participer au vote sur les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi. Sa décision de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution des Etats-Unis ne signifiait pas que la Nouvelle-Zélande avait changé d'avis; elle continue de considérer le Japon comme un candidat remplissant toutes les conditions requises et qui devait donc être admis sans retard à l'Organisation, mais la Charte n'autorisait pas le Conseil à subordonner ses recommandations à des conditions, quelles qu'elles fussent; la résolution n'était donc pas recevable. Des recommandations anticipées de ce genre soulevaient en outre des objections d'ordre pratique. Ces observations valaient aussi pour la proposition soviétique. Encore que sans grand enthousiasme, la Nouvelle-Zélande s'était, dans le passé, prononcée en faveur de la République populaire de Mongolie. Si elle allait s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution soviétique, ce n'était pas parce qu'il s'agissait de la République populaire de Mongolie, mais parce que la légalité de la proposition était contestable et que son adoption risquerait de créer un précédent regrettable.

269. Le représentant de la Chine a déclaré que, de l'aveu de tous, le Japon était pleinement qualifié pour entrer à l'Organisation des Nations Unies. La délégation de l'Union soviétique elle-même n'avait jamais prétendu le contraire. En revanche, la Mongolie extérieure n'était pas un Etat souverain et indépendant. C'était une colonie soviétique, et l'URSS s'en était servie pour des agressions contre la Chine en 1947 et contre la Corée et les Nations Unies pendant la guerre de Corée. Les Membres de l'Assemblée générale avaient donné une interprétation très large aux dispositions de l'Article 4 de la Charte; néanmoins, six délégations seulement avaient essayé de prouver que la Mongolie extérieure remplissait les conditions d'admission énumérées à cet article. Faire dépendre l'admission du Japon de l'admission d'un autre pays serait violer la Charte, et le Conseil de sécurité devait s'y opposer fermement.

270. Le représentant du Brésil a regretté que le Conseil n'ait pu recommander à l'Assemblée générale d'admettre le Japon. Les grands services que ce pays était en mesure de rendre à l'Organisation des Nations Unies étaient universellement reconnus. De toute manière, les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi ne lui paraissaient pas rédigés en termes appropriés. Si un nouveau projet était soumis au Conseil, la délégation brésilienne était prête à voter en faveur de l'admission du Japon et de la Mongolie extérieure.

271. Le représentant du Royaume-Uni a annoncé qu'il voterait pour le projet de résolution des Etats-Unis et s'abstiendrait dans le vote sur la partie du projet de résolution de l'Union soviétique qui concernait la Mongolie extérieure. A ce sujet, il a souligné que la situation devant laquelle le Conseil se trouvait était différente de celle qui existait lors de la 704^{ème} séance. La délégation du Royaume-Uni n'avait jamais éprouvé un très grand enthousiasme pour la candidature de la Mongolie extérieure et elle n'avait jamais admis que l'admission des deux pays dût être liée. Son représentant n'était pas disposé à dire, à ce stade, que la Mongolie extérieure devrait être admise à la session suivante. En revanche, il convenait de redresser aussitôt que possible le tort qui avait été fait au Japon.

272. Le représentant du Pérou a déclaré qu'il y avait un certain équilibre entre l'accord sur l'admission de 5 pays, grâce à une interprétation plus ou moins large des dispositions de l'Article 4 — interprétation qui était légitime et, en la circonstance, s'imposait — et l'accord sur l'admission des 13 pays qui répondaient de toute évidence aux conditions prévues à l'Article 4. Cet équilibre se trouvait rompu pour des raisons étrangères aux intentions de l'Assemblée générale. Le représentant du Pérou regrettait vivement que la position que venait de prendre l'Union soviétique impliquât l'exclusion outrancière d'une puissance aussi nécessaire au maintien de la paix et de la coopération internationales que le Japon. Tout en étant favorable à l'admission de la Mongolie extérieure, il ne pouvait pas admettre que l'on en fit dépendre celle du Japon.

273. Examinant ensuite la recevabilité du projet de résolution des Etats-Unis, le représentant du Pérou a rappelé que, contrairement à l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité fonctionnait d'une façon continue. Le Conseil était donc en mesure d'exprimer une opinion qui demeurerait valable, sauf décision contraire, jusqu'à la onzième session de l'Assemblée générale. C'est pourquoi la délégation péruvienne se proposait

d'appuyer le projet de résolution des Etats-Unis; elle eût été disposée à voter pour une proposition analogue relative à la Mongolie extérieure si elle ne savait déjà qu'une telle proposition n'avait malheureusement aucune chance de succès.

274. Le représentant de la Belgique a estimé que l'on pourrait surmonter l'objection concernant la légalité du projet de résolution des Etats-Unis si l'on modifiait sa rédaction de manière à prévoir que le Japon devrait être admis à l'Organisation des Nations Unies au plus tard à la onzième session de l'Assemblée générale. Il était clair que le projet de résolution de l'Union soviétique visait à faire du Japon un otage destiné à garantir l'admission de la Mongolie extérieure en 1957. Une telle attitude était en contradiction flagrante avec l'Article 4 de la Charte et suffisait à empêcher la délégation belge de voter pour le projet de l'Union soviétique.

275. Le représentant des Etats-Unis, d'Amérique a indiqué qu'en présentant son projet de résolution la délégation des Etats-Unis avait simplement voulu prendre au mot le représentant de l'Union soviétique, qui avait dit, s'il l'avait bien compris, que le Japon devrait être admis lors de la onzième session de l'Assemblée parce qu'on ne l'avait pas admis à la session en cours. Il n'était question d'aucune condition et le projet de résolution n'était nullement entaché d'irrégularité.

276. Le représentant de la France a répété que sa délégation était favorable à l'admission immédiate du Japon. Le projet de résolution des Etats-Unis, qu'il considérait au reste comme un pis-aller, n'était nullement contraire aux règles constitutionnelles. D'autre part, on ne pouvait admettre que l'admission du Japon pût dépendre de celle d'autres candidats et, en particulier, du candidat présenté par l'URSS. Si le Conseil était appelé à voter séparément sur chacun des pays énumérés dans le projet de résolution de l'URSS, le vote de la délégation française serait positif en ce qui concernait le Japon et elle s'abstiendrait en ce qui concernait la Mongolie extérieure.

277. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que le Conseil avait examiné la possibilité d'admettre simultanément 18 Etats d'abord, puis 16 Etats. Il n'y avait aucune raison pour ne pas continuer dans cette voie et faciliter la solution définitive du problème à la session suivante de l'Assemblée en prenant la décision de recommander l'admission simultanée de la République populaire de Mongolie et du Japon. C'est pourquoi il était opposé à ce que le projet de résolution de l'URSS fit l'objet d'un vote par division.

278. Le représentant du Pérou a fait observer que, jusqu'alors, le Conseil n'avait pas émis de vote conditionnel; il avait examiné simultanément les candidatures dont il était saisi, il avait cependant voté séparément sur ces candidatures. Il n'avait pas été appelé à émettre de vote simultané, ce qui eût impliqué de façon manifeste que l'on subordonnait l'admission d'un pays à celle d'un autre.

279. Le représentant de l'Iran a indiqué qu'il voterait en faveur du projet de résolution de la délégation des Etats-Unis et qu'il ferait de même en ce qui concernait le projet de résolution de la délégation de l'URSS si celle-ci acceptait la division ou était prête à soumettre un projet de résolution distinct concernant la Mongolie extérieure. Cette attitude était fondée sur

une interprétation du vote conditionnel analogue à celle du représentant du Pérou.

280. Répondant à une question du Président, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il ne voyait pas l'utilité de la modification qu'avait suggérée le représentant de la Belgique. Il n'avait aucune objection à ce que le projet de résolution des Etats-Unis fit l'objet d'un vote par division.

281. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le vote que sa délégation se proposait d'émettre contre la proposition des Etats-Unis ne devait pas être considéré comme un vote contre l'admission du Japon à la onzième session de l'Assemblée générale. Le projet de résolution que l'Union soviétique avait présenté témoignait clairement de la position de l'Union soviétique à cet égard.

Décisions: *Sur la première partie du projet de résolution des Etats-Unis (S/3510), jusqu'aux mots "à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale" non compris, il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS). Le vote contre étant celui d'un membre permanent du Conseil, cette partie du projet de résolution n'a pas été adoptée. En conséquence, le reste du projet n'a pas été mis aux voix.*

Le Conseil a voté ensuite sur l'ensemble du projet de résolution de l'URSS (S/3512), qui n'a pas été adopté. Il y a eu une voix pour (URSS), zéro voix contre et 10 abstentions.

282. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation était profondément peinée du résultat du vote qui venait d'avoir lieu. Dans l'espoir qu'il serait possible de trouver une autre formule qui serait généralement acceptable, il a présenté le projet de résolution suivant (S/3513):

"Le Conseil de sécurité

"Constate que le Japon est parfaitement qualifié pour faire partie des Nations Unies et exprime l'espoir que le Japon sera bientôt admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies."

283. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'usage abusif que le représentant soviétique avait fait du droit de veto avait empêché le Conseil de recommander l'admission du Japon. Il s'est félicité du projet de résolution du Royaume-Uni, qui marquait un progrès dans la bonne direction.

284. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, répondant à la déclaration du représentant des Etats-Unis, a fait observer que, bien que l'on eût constaté qu'il était possible de résoudre par la négociation les questions les plus complexes, la méthode choisie par la délégation des Etats-Unis tendait tout simplement à provoquer un vote négatif, alors que les circonstances n'exigeaient ni ne justifiaient une telle manœuvre.

285. A la 708ème séance, tenue le 21 décembre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un amendement (S/3517) tendant à ajouter le nom de la République populaire de Mongolie après celui du Japon dans le projet de résolution du Royaume-Uni (S/3513).

286. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'amendement de l'URSS modifierait complètement le caractère et altérerait l'intention du projet de résolution du Royaume-Uni, qui ne faisait que prendre acte

du désir qu'avaient tous les membres du Conseil, à en juger par les déclarations du représentant de l'URSS, de voir le Japon admis à l'Organisation. Dans ces conditions, il était difficile de comprendre quelle objection le représentant de l'URSS pourrait faire à la proposition, à moins qu'il ne désirât lier l'admission du Japon à celle de la Mongolie extérieure. Un tel marché serait le comble du cynisme et constituerait une grave injustice envers le peuple japonais. Ce serait mettre en balance la contribution éventuelle de l'un des plus grands Etats de l'Asie et celle d'un pays peu connu, qui ne jouait aucun rôle apparent dans les affaires du monde et dont l'indépendance et la souveraineté suscitaient des doutes considérables. Le représentant de l'URSS avait tenté de soutenir, à une séance antérieure, qu'il fallait lier l'admission du Japon à celle de la Mongolie extérieure parce que le Conseil de sécurité comme l'Assemblée générale avaient voté pour l'admission simultanée de ces deux Etats. Or il n'en avait jamais été ainsi. Le Conseil avait voté séparément sur chacun des Etats candidats. On lui demandait à présent d'admettre les deux candidats "en bloc". Le représentant du Royaume-Uni ne pensait pas qu'un seul membre du Conseil, autre que le représentant de l'URSS, voulût se prêter à une telle manœuvre qui était tout à fait contraire à la Charte et absolument immorale.

287. Le représentant de la France a estimé lui aussi que le Conseil se trouvait en présence d'un marchandage inacceptable. On ne pouvait comparer les deux pays. La délégation française souhaitait voir le Japon admis à l'Organisation des Nations Unies à cause de sa culture, du poids économique qu'il représentait, de son importance politique en Asie, et aussi parce que la forme présente de ses institutions montrait clairement qu'il était parfaitement qualifié pour devenir Membre de l'Organisation. Le représentant de la France se proposait de voter le projet de résolution du Royaume-Uni sans l'addition proposée par la délégation de l'URSS.

288. Le représentant des Etats-Unis a estimé que la solution idéale eût été d'adopter le projet de résolution que la délégation des Etats-Unis avait présenté mais qui avait fait l'objet d'un veto de la part de l'URSS. L'URSS avait été sévèrement critiquée dans le monde entier pour avoir opposé son veto à l'admission du Japon; elle ne saurait sans doute rester indifférente aux vœux de la grande majorité de l'humanité. La délégation des Etats-Unis donnerait sa voix au projet de résolution du Royaume-Uni, mais s'opposerait à l'amendement de l'Union soviétique dans lequel elle voyait une grossière façon de mettre sur le même plan une grande nation comme le Japon et une abstraction géographique telle que la Mongolie extérieure.

289. Le représentant de la Belgique, déclarant à nouveau que sa délégation était en faveur de l'admission du Japon, a indiqué qu'il voterait pour le projet de résolution du Royaume-Uni; le moins que le Conseil pût faire était d'adopter ce texte. La délégation belge ne pouvait naturellement pas accepter que le Conseil, en exprimant un espoir, comme le proposait le projet de résolution britannique, liât le nom du Japon à celui d'un autre pays: elle ne pourrait donc voter pour l'amendement de l'URSS.

290. Le représentant du Brésil a rappelé que sa délégation était, elle aussi, en faveur de l'admission du Japon, convaincue qu'elle était que le Japon apporterait une contribution extrêmement utile aux travaux

de l'Organisation. Le Brésil demeurait disposé à voter pour l'admission de la Mongolie extérieure, mais il était résolu à ne jamais accepter d'admission "en bloc" lorsqu'une candidature était présentée.

291. Le représentant de la Chine a dit qu'il pensait, comme le représentant du Brésil, que les Nations Unies avaient renoncé une fois pour toutes au système de l'admission "en bloc" qu'avait condamné l'opinion mondiale. La Chine s'était toujours intéressée à l'admission du Japon et continuerait à s'efforcer de l'assurer. Ce serait commettre une véritable injustice que de retarder l'admission de ce pays; il convenait d'y parer le plus tôt possible.

292. Le représentant du Pérou, après avoir souligné les liens étroits qui unissaient le Japon à son pays, a rappelé que la délégation péruvienne avait toujours voté en faveur de l'admission du Japon. Il fallait voir dans la proposition présentée par la délégation du Royaume-Uni un hommage rendu au Japon, hommage contre lequel nul ne pouvait s'élever, et l'Union soviétique moins que personne puisqu'elle avait reconnu dans ses propositions et par son attitude que le Japon était qualifié pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies. La délégation péruvienne voterait pour la proposition du Royaume-Uni, mais ne pourrait voter pour l'amendement de l'Union soviétique.

293. Le représentant de la Turquie s'est félicité du projet de résolution du Royaume-Uni, qui prenait acte d'idées et de sentiments communs à tous les membres du Conseil; il voterait donc pour ce projet. En revanche, il ne pouvait donner son appui à l'amendement de l'URSS, qui plaçait le Japon sur le même pied que la Mongolie extérieure.

294. Le représentant de l'Iran a dit qu'il appuyait le projet de résolution du Royaume-Uni qui, bien qu'il ne fût pas entièrement satisfaisant, pouvait être considéré, en l'état des choses, comme un pas vers l'admission du Japon au sein des Nations Unies. Il avait été déçu par l'attitude de la délégation de l'URSS et il s'abstiendrait dans le vote sur l'amendement de cette délégation, qui avait pour effet de réduire à néant ce qui constituait l'objet même du projet de résolution du Royaume-Uni.

295. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Nouvelle-Zélande, a dit que le Japon, l'un des grands pays d'Asie et de la région du Pacifique, aurait dû être admis à l'Organisation depuis longtemps. Il n'y avait eu aucun désaccord, au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale, au sujet des titres du Japon. Si la Nouvelle-Zélande s'était montrée disposée à voter pour chacun des 18 candidats, il ne fallait pas en déduire qu'elle acceptait qu'un membre permanent du Conseil de sécurité pût faire dépendre son vote en faveur de l'admission d'un candidat de l'admission simultanée d'un autre candidat. Soutenir que la solution du problème de l'admission de nouveaux membres dépendait avant tout d'un accord entre les grandes puissances était tout autre chose. La délégation néo-zélandaise avait réservé sa position à l'égard de chacune des demandes d'admission, en l'absence d'un accord entre les grandes puissances. A toute session future de l'Assemblée générale où la question serait soulevée, elle étudierait à nouveau la demande d'admission de la République populaire de Mongolie. Le fait qu'elle se fût déclarée disposée à voter pour l'admission de ce pays ne signifiait pas qu'elle n'éprouvait aucun doute sur ses titres à faire partie de l'Organisation. Elle consi-

dérait donc le petit projet d'admission "en bloc" proposé par l'Union soviétique comme déplacé et injuste.

296. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit qu'il ne voyait pas pourquoi le vœu exprimé dans le projet de résolution du Royaume-Uni en ce qui concernait le Japon ne pouvait pas être étendu à la République populaire de Mongolie. La thèse selon laquelle le Japon était un grand pays tandis que la République populaire de Mongolie n'était qu'un petit pays ne résistait pas à la critique, car l'Organisation des Nations Unies était une organisation d'Etats grands et petits. Lorsque le Conseil de sécurité avait examiné, le 13 décembre, la proposition tendant à admettre 18 Etats, la majorité de ses membres avaient considéré cette proposition comme un tout. Les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni voulaient dégager leur responsabilité du fait que le Japon n'avait pas été admis dans l'Organisation à la session en cours. En fait, la responsabilité en incombait à une seule personne qui, ne représentant qu'elle-même au Conseil de sécurité et jouissant de l'appui des Etats-Unis, avait fait échec à la volonté de l'Assemblée générale et à celle de la majorité des membres du Conseil. L'opinion publique savait depuis longtemps qui empêchait l'admission du Japon à l'Organisation des Nations Unies.

297. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation n'était pas disposée à voter pour l'admission de la Mongolie extérieure, dont elle n'avait jamais appuyé la candidature. Il était évident que si le Japon n'avait pas été admis à l'Organisation, la responsabilité en incombait exclusivement à l'Union soviétique, qui avait opposé son veto à l'admission de ce pays.

298. Le représentant de la Chine a déclaré que le monde entier savait qu'il n'était pas vrai que les Etats-Unis avaient inspiré ou dicté le vote émis par la délégation chinoise au sujet de la Mongolie extérieure.

299. Le représentant du Royaume-Uni a souligné que le simple fait que plusieurs candidats étaient mentionnés dans la même résolution ne faisait pas de cette dernière une proposition d'admission "en bloc", puisque chacun des membres du Conseil pouvait encore examiner chaque candidature et voter séparément sur chaque demande. C'est ce qui était arrivé dans le cas cité par le représentant de l'URSS. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer, en outre, que sa délégation et d'autres délégations avaient voté pour l'admission de la Bulgarie et des autres Etats communistes après que l'Union soviétique eut commencé à recourir au veto; l'attitude de ces délégations n'était guère compatible avec le principe de l'admission "en bloc".

Décision: *L'amendement de l'URSS au projet de résolution du Royaume-Uni n'a pas été adopté. Le résultat du vote a été une voix pour (URSS) et 10 abstentions.*

300. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré alors qu'il ne pensait pas qu'en poursuivant l'examen de la question, on servirait la cause qu'avaient à cœur la grande majorité des membres du Conseil et de ceux de l'Organisation. La discussion avait montré que l'URSS, malgré sa prétendue attitude positive au sujet de l'admission du Japon, semblait décidée à empêcher l'adoption du projet de résolution du Royaume-Uni, en y faisant figurer le nom d'un autre candidat qui,

du point de vue de ses titres et du bien-fondé de sa demande, ne pouvait être placé sur le même pied que le Japon. En conséquence, le représentant du Royaume-Uni proposait que le Conseil ajourne l'examen du projet de résolution de son pays.

301. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé qu'il soit noté que l'Union soviétique s'abstiendrait de voter sur la proposition tendant à différer le vote sur le projet de résolution du Royaume-Uni.

Décision: *Le Président a annoncé que la proposition de la délégation du Royaume-Uni tendant à ajourner l'examen du projet de résolution de cette délégation était adoptée en l'absence de toute objection et avec une abstention (URSS).*

C. — Demande d'admission du Soudan

302. Par lettre en date du 21 janvier 1956 (S/3543), le Ministre des affaires extérieures du Soudan a présenté la demande d'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies, en y joignant une déclaration par laquelle le Gouvernement soudanais acceptait les obligations énoncées dans la Charte.

303. A sa 716^{ème} séance, tenue le 6 février 1956, le Conseil de sécurité a adopté un ordre du jour où figurait une lettre (S/3544) que le représentant des Etats-Unis avait adressée au Président du Conseil de sécurité pour demander que le Conseil examine la demande d'admission du Soudan. Le Conseil était saisi du projet de résolution ci-après (S/3545), présenté par les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande du Soudan,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Soudan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies."

304. Le Président, parlant en qualité de représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a déclaré que sa délégation appuyait entièrement ce projet de résolution et s'y associait.

305. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que c'était un grand jour pour le Conseil puisqu'il examinait la demande d'admission d'un pays d'Afrique, qui venait d'acquiescer son indépendance. Le Royaume-Uni, en sa qualité d'ancien cosouverain, se réjouissait particulièrement que l'évolution constitutionnelle du Soudan fût terminée, le pays ayant maintenant accédé à l'indépendance complète. Le représentant du Royaume-Uni espérait que tous les membres du Conseil reconnaîtraient avec lui que le Soudan possédait tous les titres requis pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies et que le projet de résolution qu'il avait présenté conjointement avec les représentants de la France et des Etats-Unis serait adopté à l'unanimité. A son avis, il n'était pas nécessaire en l'occurrence de renvoyer la demande au Comité d'admission de nouveaux Membres. Pour terminer, il a cité un passage d'une note du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères où il était dit que le Royaume-Uni serait très heureux de voir le Soudan siéger à l'Organisation des Nations Unies et espérait que les deux pays collaboreraient pendant longtemps, et de façon fructueuse, à l'Organisation.

306. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que son gouvernement avait suivi avec un vif intérêt les progrès réalisés par le peuple soudanais. Les Soudanais et les Américains avaient au reste beaucoup de traits en commun. Le représentant des Etats-Unis espérait que le Conseil pourrait adopter séance tenante le projet de résolution dont il était saisi et que le Soudan occuperait à l'Assemblée générale la place qui lui revenait.

307. Le représentant de la France a déclaré que sa délégation avait été heureuse de s'associer aux délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni pour présenter le projet de résolution commun. Il était convaincu que le Gouvernement soudanais remplissait toutes les conditions fixées par l'Article 4 de la Charte et il ne doutait pas que, lors de sa prochaine session, l'Assemblée générale ratifierait la recommandation du Conseil. La France avait toujours entretenu avec le peuple soudanais des relations d'amitié. Elle avait suivi avec intérêt les progrès qu'il faisait vers l'indépendance et avait été l'un des premiers pays à reconnaître le nouvel Etat.

308. Le représentant de l'Iran a déclaré que la République soudanaise remplissait entièrement les conditions requises par la Charte, qu'elle pouvait apporter une contribution utile à l'Organisation des Nations Unies et qu'elle pouvait tirer des avantages substantiels de son appartenance à l'Organisation. Le désir de l'Iran de voir le Soudan admis à l'Organisation des Nations Unies était d'autant plus grand qu'il s'agissait d'un pays du continent africain et que l'Afrique était sous-représentée à l'Organisation. Rappelant que le Soudan avait réalisé son indépendance par des moyens démocratiques et pacifiques, dans le cadre des dispositions de l'Article 73 de la Charte, le représentant de l'Iran a exprimé l'espoir que son exemple serait suivi sous peu par d'autres pays africains.

309. Le représentant de la Belgique a dit que son gouvernement, qui avait été l'un des premiers à reconnaître le Soudan en tant qu'Etat, était convaincu que ce pays satisfaisait aux conditions d'admission fixées par la Charte. Les circonstances dans lesquelles le Soudan était parvenu à l'indépendance prouvaient qu'il était un pays pacifique. Admettre le Soudan parmi les Nations Unies n'était pas une faveur, mais un acte de justice que réclamait l'application correcte de la Charte.

310. Le représentant de Cuba a rappelé que le Soudan était un Etat souverain et indépendant depuis le 1^{er} janvier 1956; c'était un pays pacifique, comme l'attestaient la manière dont il avait accédé à l'indépendance ainsi que les dispositions de sa Constitution provisoire; enfin, il avait accepté les obligations de la Charte, et la structure de ses institutions politiques de même que la foi qu'il proclamait dans le règne du droit prouvaient qu'il était capable de remplir ces obligations et disposé à le faire. La délégation cubaine voterait donc pour le projet de résolution commun.

311. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que l'admission du Soudan à l'Organisation des Nations Unies favoriserait les efforts que ce pays déployait pour développer son indépendance récemment acquise, et permettrait en même temps à l'Organisation des Nations Unies de faire un pas important sur la voie de l'universalité. L'unanimité qui se faisait jour au sein du Conseil était de bon augure et permettait d'es-

pérer que la question de l'admission de nouveaux Membres serait désormais envisagée d'une façon plus objective. Le représentant de la Yougoslavie voterait en faveur du projet de résolution commun.

312. Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il était heureux d'appuyer la demande d'admission du Soudan, pays pour lequel le sien éprouvait une grande sympathie née de la longue association des Britanniques et des Soudanais, association dont le couronnement avait été l'accession du Soudan à l'indépendance, le 1er janvier 1956. Tout en approuvant la proposition tendant à ne pas renvoyer la demande d'admission du Soudan au Comité d'admission de nouveaux Membres, procédure qui se justifiait pleinement puisqu'il n'y avait aucun doute dans l'esprit des membres du Conseil de sécurité au sujet des titres du Soudan, le représentant de l'Australie a précisé que, de l'avis de sa délégation, cette procédure ne devrait pas constituer un précédent et que le renvoi d'une demande à ce comité, dans l'avenir, ne devrait pas être interprété comme désobligeant pour le pays candidat.

313. Le représentant de la Chine a dit que l'indépendance nationale du Soudan était une grande réalisation à l'actif du peuple soudanais et des deux anciens cosouverains, l'Egypte et le Royaume-Uni. Etant donné les relations amicales qui existaient entre la Chine et les peuples arabes, il avait un plaisir tout particulier à appuyer la demande d'admission de la République soudanaise, qui possédait tous les titres requis.

314. Le représentant du Pérou a appuyé lui aussi le projet de résolution commun, qui recommandait d'admettre à l'Organisation des Nations Unies un pays dont le Pérou avait déjà reconnu le gouvernement. La délégation péruvienne se félicitait vivement de la manière dont le Soudan avait réalisé son indépendance et dont l'Egypte et le Royaume-Uni s'étaient acquittés des responsabilités qu'ils avaient assumées en vertu du Protocole de 1899.

315. Le Président, parlant en qualité de représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a déclaré que la proclamation du 1er janvier 1956, par laquelle le Soudan était devenu une république indépendante, représentait une grande victoire du peuple soudanais et de tous les peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance nationales. La proclamation montrait que le peuple soudanais avait mené à bon terme la lutte pour sa libération nationale et avait créé son propre Etat souverain. La jeune République soudanaise devait encore surmonter de

nombreuses difficultés pour se libérer de l'héritage très lourd que lui avait laissé la domination coloniale, mais il n'y avait aucun doute qu'elle triompherait également de ces difficultés; l'Organisation des Nations Unies devait lui apporter une aide substantielle à cet effet. De l'avis du Gouvernement de l'Union soviétique, le Soudan était pleinement qualifié pour devenir Membre de l'Organisation, au sein de laquelle il devrait prendre place. La délégation de l'URSS appuierait donc la demande d'admission du Soudan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

316. Parlant ensuite en qualité de Président, le représentant de l'URSS a dit qu'il interprétait l'absence de toute objection comme signifiant que le Conseil décidait de ne pas renvoyer la demande du Soudan au Comité de l'admission de nouveaux Membres.

Il en a été ainsi décidé.

317. Le représentant du Royaume-Uni s'est étonné que le représentant de l'Union soviétique ait semblé accueillir le Soudan parmi les Nations Unies comme si ce pays venait d'échapper à la prétendue domination coloniale. Il ne doutait pas que l'autre cosouverain partageât sa surprise. Le Royaume-Uni était fier d'avoir pu, depuis plus d'un siècle, faire accéder plusieurs peuples non autonomes au statut de nation indépendante et le processus contraire avait caractérisé la politique de l'Union soviétique.

Décision: *Le projet de résolution commun (S/3545) a été adopté à l'unanimité.*

318. Après que le Conseil eut pris cette décision, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la France et de l'Iran ont exprimé leur regret que le Conseil de sécurité n'ait pu, de la même manière, recommander l'admission du Japon. Le Président, parlant en qualité de représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a déclaré que sa délégation était disposée à examiner la question de l'admission du Japon aussi bien que de la République populaire de Mongolie, si les membres du Conseil estimaient que les difficultés qui avaient empêché jusqu'ici l'admission de ces deux pays étaient maintenant surmontées.

D. — Demande d'admission du Maroc

319. Par lettre en date du 4 juillet 1956 (S/3617), adressée au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères du Maroc a présenté une demande d'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre 3

PROPOSITION DE CONVOCATION D'UNE CONFERENCE GENERALE DES MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AUX FINS D'UNE REVISION DE LA CHARTE

320. Le 21 novembre 1955, l'Assemblée générale a adopté la résolution 992 (X), laquelle dispose notamment que l'Assemblée générale, considérant le paragraphe 3 de l'Article 109 de la Charte, estimant qu'il est souhaitable de reviser la Charte en tenant compte de l'expérience que son application a permis d'acquérir et reconnaissant que cette revision doit avoir lieu à un moment où la situation internationale est favorable:

1) décidait qu'une conférence générale chargée de reviser la Charte se réunirait lorsque le moment serait opportun; 2) décidait en outre qu'un comité composé de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies examinerait, en consultation avec le Secrétaire général, la question de la date et du lieu de réunion de la conférence, ainsi que son organisation et sa procédure; 3) priait le Comité de présenter à l'Assemblée

générale, à sa douzième session, un rapport contenant ses recommandations; 4) décidait de transmettre ladite résolution au Conseil de sécurité.

321. Le Secrétaire général a dûment transmis au Conseil de sécurité le texte de cette résolution (S/3503). A sa 707ème séance, le 16 décembre 1955, le Conseil a débattu la question.

322. Les représentants du Brésil, des Etats-Unis, de l'Iran et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté le projet de résolution commun suivant (S/3504):

"Le Conseil de sécurité,

"Considérant que le paragraphe 3 de l'Article 109 de la Charte des Nations Unies dispose que, si une conférence générale des Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux fins d'une revision de la Charte, n'a pas été réunie avant la dixième session annuelle de l'Assemblée générale, cette conférence sera réunie s'il en est ainsi décidé par un vote de la majorité de l'Assemblée générale et par un vote de sept quelconques des membres du Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la résolution 992 (X) que l'Assemblée générale a adoptée le 21 novembre 1955 et dans laquelle elle a décidé qu'une conférence chargée de réviser la Charte se réunira lorsque le moment sera opportun,

"Exprime son approbation de la décision de l'Assemblée telle qu'elle est énoncée dans la résolution 992 (X) de l'Assemblée générale."

323. En présentant ce projet de résolution, le représentant du Royaume-Uni a rappelé que l'Assemblée générale avait constitué un comité qui examinerait la question de la date et du lieu de réunion de la conférence. Ce comité présenterait en 1957 toutes recommandations qu'il jugerait utiles. Il n'y avait pas de risque que l'Organisation des Nations Unies fût précipitée dans une conférence avant qu'il fût sage d'en tenir une.

324. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation était opposée à la réunion d'une conférence chargée de re-

viser la Charte et qu'il voterait en conséquence contre le projet de résolution commun. A son avis, la Charte était un instrument parfaitement satisfaisant qui répondait aux fins auxquelles elle avait été adoptée et n'appelait par conséquent aucune modification. Le représentant de l'URSS a estimé que les buts et les principes essentiels de l'Organisation des Nations Unies, les obligations fondamentales assumées par les Etats Membres et le principe de l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité constituaient une base satisfaisante pour une coopération internationale utile. Il a ajouté que, si le projet de résolution commun était adopté, son pays ne participerait pas aux travaux du comité.

325. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que l'Assemblée générale avait décidé à une très forte majorité qu'une conférence chargée de réviser la Charte se réunirait lorsque le moment serait opportun. Il a déploré la position prise par le représentant de l'URSS et fait observer que, ni la décision prise par l'Assemblée générale, ni le projet de résolution présenté au Conseil de sécurité n'impliquaient en aucune façon que l'on décidait de réviser la Charte. Ils ne voulaient pas dire non plus que la Charte appelait une revision générale ou une revision sur tel ou tel point particulier. Le projet de résolution se bornait à proposer que tous les Etats Membres, y compris les Membres nouvellement élus, étudient tous les aspects de la question et adressent ensuite à l'Assemblée générale, pour sa douzième session, des recommandations quant à la date et au lieu qui conviendrait le mieux pour la conférence.

326. Le représentant de la Belgique a déclaré que sa délégation voterait pour le projet de résolution sans préjudice de l'Article 109 de la Charte qui exigerait peut-être une nouvelle décision du Conseil de sécurité quand il s'agirait de convoquer effectivement la conférence de revision, à la suite des recommandations du comité constitué par la résolution de l'Assemblée générale.

Décision: *Par 9 voix contre une (URSS), avec une abstention (France), le projet de résolution commun des quatre puissances a été adopté.*

TROISIEME PARTIE

Le Comité d'état-major

Chapitre 4

TRAVAUX DU COMITE D'ETAT-MAJOR

A. — Etat des travaux du Comité d'état-major

327. Pendant la période considérée, le Comité d'état-major a exercé ses fonctions d'une façon permanente, conformément à son règlement intérieur provisoire, et s'est réuni 26 fois, sans réaliser de nouveaux progrès sur des questions de fond.

QUATRIEME PARTIE

Question soumise au Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas inscrite à son ordre du jour

Chapitre 5

LETTRE, EN DATE DU 13 JUIN 1956, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS DE L'AFGHANISTAN, DE L'ARABIE SAOUDITE, DE L'EGYPTE, DE L'INDONESIE, DE L'IRAK, DE L'IRAN, DE LA JORDANIE, DU LIBAN, DE LA LIBYE, DU PAKISTAN, DE LA SYRIE, DE LA THAILANDE ET DU YEMEN AU SUJET DE L'ALGERIE

1. — COMMUNICATION DE 13 ETATS MEMBRES

328. Dans une lettre du 13 juin 1956 (S/3609), les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, de la Jordanie, du Liban, de la Libye, du Pakistan, de la Syrie, de la Thaïlande et du Yémen ont demandé que le Conseil de sécurité fût réuni sans délai pour examiner, conformément au paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, la grave situation qui régnait en Algérie. Ils rappelaient que l'attention des membres du Conseil de sécurité avait déjà été attirée sur la situation en Algérie au mois d'avril 1956. Dans le mémoire explicatif qu'ils avaient adressé au Président du Conseil de sécurité à cette époque (S/3589 et Add.1), les représentants de 17 Etats Membres avaient déclaré que la situation s'était tellement aggravée que les Nations Unies ne pouvaient demeurer indifférentes devant cette menace à la paix et à la sécurité, cette atteinte au droit fondamental des peuples à disposer d'eux-mêmes et cette violation flagrante des autres droits essentiels de l'homme. Les représentants des 13 Etats Membres ajoutaient que, depuis la date de ce mémoire, la situation en Algérie avait encore empiré en raison de la nature et de la portée des récentes opérations militaires de la France, opérations qui avaient causé de cruelles pertes en vies humaines.

2. — MOTION D'ORDRE DU REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

329. La lettre des 13 Etats Membres relative à l'Algérie a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 729^{ème} séance du Conseil de sécurité tenue le 26 juin 1956.

330. Dès l'ouverture de la séance, avant même que le Conseil n'examine la question de savoir s'il adopterait l'ordre du jour, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se fondant sur l'article 33 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, a formellement proposé de remettre *sine die* la discussion de la question. A son avis, la question était importante et il fallait donc encore quelque temps au Conseil pour étudier la situation ou pour recueillir les renseignements indispensables.

331. Le représentant de la France, s'est opposé à la proposition d'ajournement de l'URSS, et a rappelé que, dans leur lettre du 13 juin, les 13 Etats Membres avaient demandé que la question algérienne fût examinée sans délai. Il fallait donc que le Conseil de

sécurité se prononçât sans délai sur son ordre du jour, ou que la demande des 13 Etats fût formellement retirée. Il n'y avait pas eu, jusqu'alors, de demandes tendant au retrait de la question. De plus, on ne pouvait ajourner une séance pour laquelle l'ordre du jour n'avait même pas été adopté.

332. Le représentant de l'Iran a déclaré que sa délégation souhaitait voir le Conseil de sécurité discuter la question algérienne d'urgence, mais serait disposée, dans un esprit de coopération, à accepter la proposition de l'URSS tendant à ajourner l'examen de la question. Il a ajouté que les 13 Etats Membres n'avaient pas l'intention de retirer la demande qu'ils avaient présentée au Conseil.

333. Le représentant de la Belgique a estimé que ce qui était en cause, pour le moment, c'était non pas l'examen de la question algérienne, mais son inscription à l'ordre du jour du Conseil. L'ajournement ne pouvait normalement être envisagé qu'après l'inscription de la question à l'ordre du jour.

334. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté qu'un certain nombre d'objections de procédure avaient été formulées contre la proposition de sa délégation. Cependant, il a fait observer qu'en stricte conformité de l'Article 33, il demandait au Conseil de sécurité d'ajourner la séance dont l'ordre du jour provisoire comportait deux points, avant même d'examiner le premier point, c'est-à-dire celui qui avait trait à l'adoption de l'ordre du jour.

335. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que la première question sur laquelle devait se prononcer le Conseil était celle de l'adoption de l'ordre du jour proposé. Le Conseil ne pouvait pas remettre la discussion d'une question avant d'avoir décidé de l'examiner.

Décision: *Par 7 voix contre une (URSS), avec 3 abstentions (Chine, Iran, Yougoslavie), la proposition de l'URSS a été rejetée.*

3. — QUESTION DE L'ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

336. Le représentant de la France a indiqué que la délégation française demanderait au Conseil de sécurité de ne pas inscrire à son ordre du jour la plainte des 13 Etats Membres contenue dans la lettre du 13 juin. Le Gouvernement français considérait en effet que les affaires d'Algérie relevaient essentiellement de la compétence intérieure de la France.

337. Le représentant de l'Iran a déclaré qu'après mûre réflexion la délégation iranienne et 12 autres pays de l'Asie et de l'Afrique avaient demandé au Conseil d'examiner d'urgence la grave situation en Algérie, car ils estimaient qu'elle était de nature à créer un désaccord entre nations et que sa prolongation risquait de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. De plus, ils pensaient que les débats du Conseil sur la question algérienne pourraient aider aussi bien le Gouvernement français que le peuple algérien à trouver une solution équitable et juste.

338. Le représentant de l'Iran a exprimé la satisfaction que causait à son gouvernement l'attitude libérale du Gouvernement français à l'égard du Maroc et de la Tunisie et a ajouté que, dans le même esprit, la France ne pouvait rester indéfiniment insensible à la lutte du peuple algérien pour le droit à disposer de lui-même. Le représentant de l'Iran a rappelé que les membres de la Conférence de Bandoung avaient appuyé le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, mais que les Etats africains et asiatiques avaient décidé de surseoir à l'examen de la question algérienne lors de la dernière session de l'Assemblée générale; encore en avril 1956, ils n'avaient pas demandé une réunion du Conseil, lorsqu'ils avaient appelé l'attention du Conseil de sécurité sur cette question, dans l'espoir que la France finirait par se rendre compte de la gravité de la situation et s'efforcerait de régler ce problème avec le peuple de l'Algérie. Malheureusement, la politique appliquée par la France en Algérie avait déçu ces espoirs et avait créé un sentiment d'amertume et d'inquiétude.

339. Le refus du Gouvernement français de tenir compte des préoccupations des Etats de l'Asie et de l'Afrique, l'ampleur qu'avaient prise les opérations militaires et l'intensification des mesures répressives prises en Algérie avaient finalement déterminé les 13 Etats Membres à soumettre l'affaire au Conseil de sécurité. Etant donné le nombre et l'importance des pays qui avaient saisi le Conseil de la question algérienne et les liens culturels et religieux qui les unissaient au peuple algérien, il était essentiel que le Conseil leur donnât la possibilité d'exprimer leurs vues en inscrivant la question à son ordre du jour, conformément à l'Article 35 de la Charte. Le représentant de l'Iran a rappelé qu'en vertu de l'Article 24 de la Charte, le Conseil devait agir au nom de tous les Etats Membres.

340. Commentant la déclaration du représentant de la France selon laquelle la question algérienne relevait de la compétence nationale de la France, le représentant de l'Iran a fait observer que l'Algérie avait été un pays indépendant avant 1830 et, en cette qualité, avait entretenu des relations diplomatiques et conclu des traités avec de nombreux Etats. Même après la conquête de l'Algérie par la France, la souveraineté qui résidait dans le peuple algérien et qui était inaliénable n'avait pas disparu; elle était seulement restée à l'état latent et avait pu se réveiller par l'effet d'un mouvement national. Il s'agissait donc, en l'espèce, d'une question purement coloniale. En fait, les Algériens ne jouissaient pas de droits égaux à ceux des citoyens français. Le Président du Conseil français lui-même avait admis qu'il était impossible d'assimiler l'Algérie pour en faire une province française et que l'Algérie avait une personnalité propre qu'il fallait reconnaître.

341. En refusant au peuple de l'Algérie l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on violerait la Charte, notamment le paragraphe 2 de son article premier. D'ailleurs, au point de vue statut international de l'Algérie, qu'elle fût partie intégrante de la France ou fût une colonie française, la question restait la même en ce qui concerne l'application de la Déclaration des droits de l'homme et la compétence de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, le représentant de l'Iran a rappelé que l'Organisation des Nations Unies s'était déclarée compétente pour connaître de la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine, de la question indonésienne et de la demande du Chili touchant les événements qui s'étaient déroulés en Tchécoslovaquie en 1948. Cette pratique était conforme aux principes de la Charte. De plus, le mot "essentiellement" utilisé dans le texte du paragraphe 7 de l'Article 2 permettait une interprétation plus souple de cet article. Ainsi, l'interdiction prévue dans ce paragraphe ne pouvait s'appliquer à toutes les affaires qui relevaient de la compétence nationale d'un Etat, mais seulement à celles qui relevaient "essentiellement" de cette compétence. Les affaires relatives à la violation des droits de l'homme et qui étaient de nature à affecter les relations entre les Etats Membres ne relevaient pas du domaine essentiellement national. De plus, l'inscription de la question de l'Algérie à l'ordre du jour du Conseil ne pouvait constituer en aucun cas une "intervention" dans les affaires de la France au sens du paragraphe 7 de l'Article 2. L'inscription de cette question à l'ordre du jour ne préjugait même pas la question de la compétence, qui pouvait être examinée ultérieurement, une fois que l'affaire aurait été inscrite à l'ordre du jour du Conseil.

342. Le représentant de la France a déclaré que rien n'était changé à la position que la France avait adoptée sur le problème de la compétence de l'Organisation des Nations Unies au regard des affaires intérieures des Etats Membres.

343. Nul ne pouvait douter que les affaires d'Algérie relevaient essentiellement de la compétence nationale de la France. La souveraineté française s'exerçait depuis plus de 120 ans sur l'Algérie et ce fait avait été implicitement reconnu par la communauté internationale. La France seule exerçait légalement la souveraineté en Algérie et l'exercice de cette souveraineté relevait essentiellement de la compétence nationale de la France.

344. La France, en Algérie, ne faisait qu'exercer un des attributs les plus normaux de la souveraineté interne. Elle s'efforçait de maintenir l'ordre public troublé par des citoyens rebelles. Ce serait le plus dangereux des précédents que de reconnaître le droit pour l'Organisation des Nations Unies de s'interposer entre le gouvernement d'un Etat et ceux de ses citoyens qui troublaient l'ordre public. Ce serait aussi une violation de la Charte, non seulement du paragraphe 7 de l'Article 2, qui consacrait expressément le principe de la non-intervention, mais encore de l'Article 34, en vertu duquel la compétence du Conseil de sécurité était limitée à tout différend ou à toute situation dont la prolongation semblait devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le représentant de la France s'étonnait que la situation en Algérie pût être considérée comme étant de nature à menacer la paix et la sécurité internationales. Les 13 Etats Membres eux-mêmes avaient écrit dans leur lettre qu'il

s'agissait d'une menace "à la paix et à la sécurité" sans assortir ces mots du qualificatif "internationales" qu'employaient les Chapitres VI et VII de la Charte. Le maintien de l'ordre dans l'un quelconque des Etats Membres ne pouvait en lui-même affecter la paix et la sécurité internationales et dépassait par conséquent la compétence du Conseil. De même, ni la violation des droits fondamentaux de l'homme, ni la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'étaient du ressort du Conseil de sécurité.

345. Le représentant de la France a nié que la France suivit une politique colonialiste en Algérie. Ce n'était pas faire du colonialisme que de chercher à multiplier les écoles, à promouvoir des réformes sociales et économiques et à élever des populations déshéritées vers un niveau où elles seraient aptes à influencer sur leur propre destin. Citant une déclaration du Président du Conseil des ministres français, le représentant de la France a ajouté que, dès le calme revenu, le Gouvernement français entendait faire procéder le plus tôt possible à des élections loyales et étudier avec les représentants de l'ensemble du peuple algérien, librement désignés, la structure à donner à la communauté franco-musulmane indissoluble.

346. Pour ces raisons, la délégation française demandait au Conseil de refuser d'inscrire à son ordre du jour la plainte des 13 nations arabo-asiatiques.

347. A la 730ème séance, le 26 juin, le représentant de l'Iran a rappelé que, depuis qu'il existait, le Conseil avait suivi une tradition libérale en ce qui concerne l'inscription des questions à son ordre du jour. Cette tradition avait été établie avec le concours de certains des Etats qui semblaient s'opposer maintenant à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour. Au cours de la discussion de la lettre du Chili touchant les événements qui s'étaient déroulés en Tchécoslovaquie en 1948 par exemple, les représentants de la France, des Etats-Unis et de la Belgique avaient fait valoir qu'il fallait commencer par inscrire une question à l'ordre du jour pour pouvoir déterminer si elle relevait du paragraphe 7 de l'Article 2. Dans de nombreux cas le Conseil de sécurité avait décidé d'inscrire une question à l'ordre du jour, tout en mettant l'accent sur le fait que cette inscription ne préjugait en aucune façon la compétence du Conseil ni le fond de la question.

348. Le représentant de la Chine a déclaré que dans le débat relatif à l'inscription de la question à l'ordre du jour, sa délégation se posait une question, et une seule: le Conseil de sécurité pouvait-il contribuer à ramener la paix et l'harmonie en Algérie? Dans les circonstances présentes, les mesures que le Conseil pourrait prendre en vertu des Articles 34 et 35 ne pouvaient porter leurs fruits que si l'on était assuré de la coopération de la France. Or, il était évident que la France n'accorderait pas son concours. Au reste, elle avait annoncé qu'elle allait appliquer un programme de réformes libérales en Algérie aussitôt que possible. Dans ces conditions, bien que la délégation chinoise estimât, d'une façon générale, que le Conseil de sécurité devait adopter une attitude libérale en ce qui concerne l'inscription à son ordre du jour des questions à propos desquelles se posait le problème de sa compétence, elle était convaincue que l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour ne permettrait pas en l'occurrence d'aboutir à des résultats utiles.

349. Le représentant de Cuba a estimé que l'Algérie était une province française d'outre-mer et qu'il eût été dangereux que le Conseil s'ingérât dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

350. Le représentant du Pérou a déclaré que sa délégation partageait l'espoir exprimé par M. Guy Mollet et M. Boulganine dans la déclaration commune franco-soviétique du 19 mai 1956, et qui était que le Gouvernement français pourrait donner au problème algérien une solution appropriée dans l'esprit de notre époque et dans l'intérêt des populations en cause. La délégation péruvienne était convaincue que la France tiendrait sa promesse et estimait par conséquent qu'un débat sur la question algérienne ne conduirait à aucun résultat pratique.

351. Le représentant du Royaume-Uni a fait valoir que le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdisait au Conseil d'examiner la question algérienne étant donné que, du point de vue constitutionnel, l'Algérie faisait partie intégrante de la France. L'un des principes essentiels de la Charte était que l'Organisation des Nations Unies ne devait pas intervenir dans les affaires intérieures de ses membres; un certain nombre de pays fondateurs — sans les concours desquels l'Organisation des Nations Unies aurait difficilement pu voir le jour — n'auraient pas consacré, comme ils l'ont fait, tous leurs efforts à cette noble entreprise s'ils n'avaient pas su que la Charte proclamait ce principe fondamental. Malheureusement, il fallait s'attendre à voir de par le monde, dans les vieux pays comme dans les nouveaux certains éléments de la population se livrer à des actes flagrants de défi et de violence contre le gouvernement légitime. L'Organisation des Nations Unies ne devait pas tolérer que ses membres se servissent d'elle pour favoriser l'insurrection et le recours à la violence dans d'autres pays. Les arguments juridiques qui militaient contre l'inscription de la question à l'ordre du jour étaient concluants, mais ce n'était pas la seule raison pour laquelle le Gouvernement de Sa Majesté y était opposé. Un débat du Conseil ne contribuerait en rien à faciliter une solution pacifique; au contraire, il aurait pour effet d'exciter encore les passions. Le Gouvernement britannique estimait que seul le Gouvernement français pouvait, en consultation avec les représentants des habitants de l'Algérie, régler la question de l'avenir de l'Algérie. Le Gouvernement britannique était persuadé que l'on pouvait s'en remettre, à cet égard, au courage et à la sagacité de la France.

352. Le représentant de la Belgique a indiqué que la position de la Belgique était qu'en vertu du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies était incompétente pour connaître de la question. La Charte était formelle sur ce point. Le représentant de la Belgique a fait observer qu'en ce qui concerne le problème de l'Algérie, la question de la compétence de l'Organisation avait fait, à la dixième session de l'Assemblée générale, l'objet de longues discussions. Aussi, il ne voyait aucune raison d'y consacrer un nouveau débat.

353. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il ne faisait aucun doute que la situation en Algérie était extrêmement sérieuse et que, comme il était naturel, la communauté internationale s'était de plus en plus préoccupée de ce problème, lequel exigeait une solution qui tint dûment compte des intérêts légitimes des deux parties. On pouvait envisager plusieurs

méthodes. Aucune n'avait été examinée à fond. Il était essentiel que les deux parties ne ménagent aucun effort pour parvenir à un règlement et il était donc douteux, de l'avis de la délégation yougoslave, qu'en l'occurrence un débat au Conseil pût favoriser un règlement rapide et satisfaisant de la question algérienne.

354. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Conseil de sécurité se devait de tenir compte de la requête des 13 Etats Membres lui demandant d'examiner la situation en Algérie, d'autant plus que, selon ces Etats, il existait dans cette région une menace contre la paix et la sécurité. Pour établir s'il y avait ou non menace contre la paix, il fallait que le Conseil entendît les parties et examinât la question avec objectivité en vue de trouver le moyen de régler le problème. Pour ces raisons, la délégation de l'Union soviétique voterait en faveur de l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la plainte formulée par les 13 Etats Membres.

355. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait observer que le problème algérien était complexe et que sa solution serait difficile. En leur qualité de membres d'une organisation qu'animait un sens humanitaire profond, les membres du Conseil devaient se préoccuper vivement du sort de chacune des personnes qui se trouvaient en Algérie. Tous attendaient le jour, que le représentant des Etats-Unis espérait proche, où l'on parviendrait à une solution juste et libérale qui

permettrait à toute la population de l'Algérie de vivre et de travailler ensemble dans la paix et l'harmonie; ce que souhaitait la délégation des Etats-Unis, c'était que l'on parvînt aussitôt que possible à une solution véritablement constructive pour l'Algérie. Elle avait étudié avec soin tous les facteurs en jeu et était parvenue à la conclusion que, pour l'instant, l'examen de la situation par le Conseil de sécurité n'aiderait pas à trouver une solution.

Décision: *Par 7 voix contre 2 (Iran, URSS), avec 2 abstentions (Chine, Yougoslavie), l'ordre du jour provisoire (S/Agenda/730) a été rejeté.*

356. Le Président a déclaré qu'il ressortait clairement des déclarations faites au cours du débat que la décision du Conseil ne résultait pas d'un sentiment d'indifférence à l'égard des souffrances humaines provoquées par la situation qui régnait en Algérie. Ce n'était pas sans avoir pesé les responsabilités que lui imposait la Charte que le Conseil avait pris sa décision; plusieurs de ses membres avaient jugé douteux que l'inscription de la question à l'ordre du jour du Conseil fût un bon moyen de parvenir à un règlement et que le Conseil de sécurité fût même compétent pour en connaître. Tous les membres du Conseil espéraient certainement que, conformément à la détermination exprimée par le Gouvernement français, une solution juste et équitable interviendrait aussi rapidement que possible.

CINQUIEME PARTIE

Questions signalées à l'attention du Conseil de sécurité, mais qu'il n'a pas discutées

Chapitre 6

RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

357. Le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour la période du 17 juillet 1954 au 22 juillet 1955 (S/3416) a été transmis au Conseil de sécurité le 2 août 1955. Ce rapport exposait la manière dont le Conseil de tutelle avait exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants de ce territoire stratégique.

358. Le 23 janvier 1956 et le 24 mars 1956, le Secrétaire général a fait savoir aux membres du Conseil de sécurité qu'il avait reçu des pétitions émanant du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ou concernant ce territoire (S/3540 et S/3563).

359. Le 30 avril 1956, le Secrétaire général a transmis aux membres du Conseil de sécurité le rapport sur l'administration du Territoire sous tutelle pour la période du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955 (S/3593) que le représentant des Etats-Unis d'Amérique lui avait fait parvenir.

Chapitre 7

COMMUNICATIONS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

360. Le 8 septembre 1955, le Président du Conseil de l'Organisation des Etats américains a adressé au Secrétaire général, pour l'information du Conseil de sécurité, le texte d'un rapport (S/3438) présenté au Conseil de l'Organisation des Etats américains par la Commission spéciale que ce conseil avait établie en vertu de la résolution du 24 février 1955 en lui donnant mandat d'offrir sa coopération aux représentants des Gouvernements du Costa-Rica et du Nicaragua. Le Président du Conseil de l'Organisation des Etats américains communiquait en même temps le texte d'une résolution, adoptée le 8 septembre 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation des Etats américains, agissant provisoirement comme organe de consultation, décidait d'annuler la convocation de la réunion de consultation des ministres des relations extérieures qui avait été lancée le 11 janvier 1955, et de maintenir en existence la Commission spéciale tout le temps que dureraient les négociations en cours pour la conclusion d'un accord bilatéral afin qu'elle puisse continuer à coopérer avec les représentants du Costa-Rica et du Nicaragua.

361. Le 23 avril 1956, le Président de la Commission interaméricaine de la paix faisait tenir au Secrétaire général, pour l'information du Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de l'Article 54 de la Charte, une copie du procès-verbal de la séance tenue le 20 avril par la Commission interaméricaine de la paix au sujet de l'affaire dont le Gouvernement de Cuba l'avait saisie le 27 février (S/3591). Le Gouvernement cubain avait déposé une plainte auprès de la Commission, touchant certaines difficultés qui avaient surgi dans ses relations avec le Gouvernement de la République Dominicaine; la Commission avait transmis cette plainte à la République Dominicaine, puis avait tenu chacune des parties informée des observations formulées par l'autre. En outre, elle avait établi des contacts personnels avec les représentants des deux parties dans l'espoir d'obtenir des précisions propres à faciliter une entente entre elles. Prenant en considération tous les éléments de l'affaire, la Commission interaméricaine de la paix formulait l'espoir que les deux gouvernements intéressés parviendraient à régler sous peu leurs difficultés par la voie diplomatique normale.

Chapitre 8

COMMUNICATION RELATIVE A LA QUESTION DE COREE

362. Le 28 septembre 1955, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait savoir au Secrétaire général qu'à la date du 5 juin 1955, le général Lyman L. Lemnitzer a remplacé le général Maxwell B. Taylor

en qualité de Commandant en chef des forces armées que les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont mises à la disposition du Commandement unifié en Corée (S/3402/Add.1).

COMMUNICATION RELATIVE A LA SITUATION AU MAROC

363. Le 28 juillet 1955, les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de la Birmanie, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie, de la Thaïlande et du Yémen ont adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre (S/3414) par laquelle, en vertu du paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, ils appelaient l'attention du Conseil sur la grave situation qui régnait au Maroc, particulièrement à Casablanca et aux environs de cette ville, et qu'ils estimaient devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le cours suivi par les événements était malheureusement venu justifier les appréhensions exprimées par les 15 Etats Membres qui, le 21 août 1953, avaient demandé (S/3085) au Conseil de sécurité d'examiner la question, que le Conseil n'avait pourtant pas inscrite à son ordre du jour. En outre, les recommandations énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 612 (VII) étaient restées sans suite. En revanche, des mesures

de répression extrêmement sévères avaient été prises à l'égard du peuple marocain, qui se voyait refuser les droits et les libertés les plus élémentaires. La situation se trouvait encore aggravée par l'organisation au Maroc de mouvements terroristes français agissant au grand jour et possédant de grandes quantités d'équipement moderne. La situation explosive qui régnait au Maroc leur inspirant le plus vif souci et la plus profonde inquiétude, les 15 gouvernements pensaient qu'elle risquait d'avoir les répercussions les plus graves dans toute l'Asie et dans toute l'Afrique et qu'elle ne pouvait qu'intensifier les tensions internationales, menaçant ainsi le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La question étant urgente, ils formulaient le souhait sincère que le Conseil de sécurité emploierait ses ressources à traiter cette grave situation, et que l'on trouverait les moyens de créer des conditions normales qui permettraient de satisfaire les aspirations justes et légitimes du peuple marocain.

Chapitre 10

RAPPORT DE LA COMMISSION DU DESARMEMENT

364. Par lettre en date du 25 novembre 1955 (S/4363), le Président de la Commission du désarmement a communiqué au Secrétaire général, pour transmission au Conseil de sécurité, le deuxième rap-

port du Sous-Comité de la Commission du désarmement (DC/71) ainsi que le compte rendu sténographique de certaines séances de la Commission.

Chapitre 11

**CONVENTION POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARME
(LA HAYE, 1954)**

365. Le 13 mars 1956, le Secrétaire général a publié une note (S/3557) faisant part d'une communication que le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture lui avait adressée le 16 février 1955 au sujet de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé qu'une conférence intergouvernementale réunie à La Haye avait rédigée en 1954. A la demande du

Directeur général, le Secrétaire général communiquait également aux membres du Conseil de sécurité, pour information, le texte de la résolution adoptée à cette occasion par la Conférence intergouvernementale de La Haye, ainsi que de la décision par laquelle la Conférence générale de l'UNESCO avait fait sienne cette résolution.

Chapitre 12

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION EN ARABIE ORIENTALE

366. Par une lettre en date du 28 octobre 1955 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/3450), le représentant de l'Arabie saoudite a appelé l'attention du Conseil, conformément au paragraphe 1 de l'Article 35 de la Charte, sur la situation qui avait surgi dans l'oasis de Buraimi et dans les zones adjacentes à la suite d'actes d'agression armée commis le 26 octobre par des forces agissant sous les ordres du Gouverne-

ment du Royaume-Uni, qui avaient occupé militairement de vastes territoires de l'Arabie orientale. Le représentant de l'Arabie saoudite affirmait que cette agression avait été commise au mépris d'un accord, toujours valable, qui avait été conclu le 30 juillet 1954, dont l'objet était de soumettre le différend à l'arbitrage; les dispositions de cet accord n'avaient pu être appliquées par suite de la démission du membre britannique

du tribunal d'arbitrage constitué en vertu dudit accord. En fait, au moment où l'agression s'était produite, le Gouvernement de l'Arabie saoudite attendait la désignation du nouvel arbitre britannique pour poursuivre la procédure d'arbitrage. De l'avis de ce gouvernement, le maintien de la paix et de la sécurité internationales était menacé, en dépit des efforts constants qu'il déployait pour trouver une solution pacifique. En conséquence, le Gouvernement de l'Arabie saoudite se réservait le droit de demander que le Conseil de sécurité fût convoqué en vue de l'examen de l'affaire et de la prise des mesures nécessaires.

367. Par une lettre datée du 29 octobre (S/3452), le représentant du Royaume-Uni a répondu que le Gouvernement britannique, ayant assumé la responsabilité des relations internationales de l'Etat d'Abu Dhabi et agissant au nom du Sultan de Mascate sur la demande de ce dernier, s'efforçait depuis de nombreuses années, par la voie de négociations amicales, de parvenir à un accord avec le Gouvernement de l'Arabie saoudite sur le tracé des frontières entre cet Etat, d'une part, et les Etats d'Abu Dhabi et de Mascate, d'autre part. Une partie de l'oasis de Buraïmi s'étend sur le territoire d'Abu Dhabi; le reste est situé dans le Sultanat de Mascate. En 1952, un agent de l'Arabie saoudite s'était établi par la contrainte dans un village appartenant au Sultan de Mascate dans la région de Buraïmi; un accord d'arbitrage était intervenu deux ans plus tard et l'on avait espéré qu'il permettrait d'aboutir à un règlement. Néanmoins, les autorités de l'Arabie saoudite avaient refusé systématiquement de respecter les clauses de l'accord, au point que tout arbitrage honnête et impartial était devenu impossible et que le Gouvernement britannique en était arrivé à la conclusion que le Gouvernement de l'Arabie saoudite n'était pas plus disposé à parvenir à une solution équitable par voie d'arbitrage qu'il ne l'avait été auparavant par voie de négociation. Ses actes équivalaient à une répudiation de l'accord d'arbitrage; la procédure suivie devant le tribunal d'arbitrage avait au reste été rendue nulle par la démission du président et de deux arbitres. Soucieux de défendre les intérêts légitimes du Souverain d'Abu Dhabi et du Sultan de Mascate, le Gou-

vernement du Royaume-Uni avait estimé devoir les avertir que la tentative faite pour parvenir à un règlement équitable par voie d'arbitrage avait échoué. En conséquence, les forces de ces souverains, soutenues par les milices de l'Oman sous régime de traité, avaient rétabli leur autorité sur l'oasis de Buraïmi et les zones situées à l'ouest de cette oasis, recourant à un minimum de troupes pour désarmer les forces de police saoudites, qui avaient été rapatriées. Le tracé que le Gouvernement du Royaume-Uni avait finalement déclaré comme frontière, d'accord avec les deux souverains, représentait d'importantes concessions à l'Arabie saoudite. Le Gouvernement du Royaume-Uni regrettait d'avoir dû recourir aux mesures exposées ci-dessus; il n'avait cependant pas eu d'autre moyen de faire honneur à ses obligations envers les deux souverains arabes, la négociation et la procédure d'arbitrage ayant échoué l'une et l'autre.

368. Le 30 novembre, le représentant de l'Arabie saoudite a porté à la connaissance du Président du Conseil de sécurité (S/3465) une série de violations perpétrées par des appareils de l'aviation militaire du Royaume-Uni dans l'espace aérien de l'Arabie saoudite. Ces incidents rendaient beaucoup plus difficiles les efforts que le Gouvernement de l'Arabie saoudite cessait de faire pour trouver, avec le Royaume-Uni, une solution pacifique aux différends qui les opposaient en Arabie orientale.

369. Dans une lettre en date du 6 décembre (S/3481), le représentant du Royaume-Uni a exprimé les regrets de son gouvernement pour ces violations de l'espace aérien de l'Arabie saoudite, qu'une enquête avait révélé avoir eu lieu.

370. Le 10 février 1956 (S/3548), le représentant de l'Arabie saoudite signalait une nouvelle violation de l'espace aérien de l'Arabie saoudite par un avion du Royaume-Uni. Ces incursions répétées témoignaient d'un mépris constant des droits de l'Arabie saoudite et ne pouvaient qu'aggraver la tension existante.

371. Dans sa réponse datée du 15 février (S/3550), le représentant du Royaume-Uni affirmait que l'incident signalé par le représentant de l'Arabie saoudite avait eu lieu en un point situé hors du territoire saoudite.

Chapitre 13

LETTRE, EN DATE DU 12 JUILLET 1956, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

372. Dans une lettre adressée le 12 juillet 1956 au Président du Conseil de sécurité (S/3616), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que des avions militaires des Etats-Unis d'Amérique avaient récemment envahi, à plusieurs reprises, l'espace aérien de l'Union soviétique, violant ainsi de façon flagrante la souveraineté nationale de l'URSS et les normes généralement admises du droit international. Ces actes de l'aviation militaire américaine portant atteinte à la sécurité de l'Union soviétique, et ne

pouvant être considérés que comme des actes prémédités, qui avaient pour but des reconnaissances aériennes, le Gouvernement de l'Union soviétique avait adressé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une note de protestation. Le représentant de l'URSS concluait en déclarant qu'au cas où des actes intolérables de ce genre se renouvelleraient, le Gouvernement de l'URSS se verrait contraint de saisir le Conseil de sécurité de cette question et de demander la convocation du Conseil.

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont le nom suit étaient accrédités auprès du Conseil de sécurité au cours de la période considérée dans le présent rapport :

*Australie*¹

M. E. Ronald Walker;
M. William Douglass Forsyth;
M. Brian C. Hill.

Belgique

M. Fernand van Langenhove;
M. Joseph Nisot;
M. Georges Cassiers.

*Brésil*²

M. Cyro de Freitas Valle;
M. Jayme de Barros Gomes.

Chine

M. Tingfu F. Tsiang;
M. Shuhsi Hsu;
M. Chiping H. C. Kiang.

*Cuba*¹

M. Emilio Núñez Portuondo;
M. Carlos Blanco Sánchez;
M. José Miguel Ribas;
M. Uldarica Mañas.

Etats-Unis d'Amérique

M. Henry Cabot Lodge fils;
M. James J. Wadsworth;
M. James W. Barco.

¹ Le mandat de ce pays a pris effet le 1er janvier 1956.

² Le mandat de ce pays a pris fin le 31 décembre 1955.

France

M. Henri Hoppenot (jusqu'au 24 août 1955);
M. Hervé Alphand (à partir du 24 août 1955);
M. Charles Lucet (jusqu'au 20 octobre 1955);
M. Louis de Guiringaud (à partir du 20 octobre 1955);
M. Pierre Ordonneau.

Iran

M. Nasrollah Entezam;
M. Djalal Adboh;
M. Mohammed Ali Massoud-Ansari.

*Nouvelle-Zélande*²

Sir Leslie Munro;
M. A. R. Perry.

Pérou

M. Victor A. Belaúnde;
M. Carlos Holguín de Laval.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Pierson Dixon;
M. P. M. Crosthwaite.

Turquie

M. Selim Sarper;
M. Turgut Menemencioglu.

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Arkady Aleksandrovitch Sobolev;
M. Georgy Filipovitch Saksine.

*Yougoslavie*¹

M. Joza Brilej;
M. Djura Nincic;
M. Dimce Belovski.

II. — Présidents du Conseil de sécurité

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont le nom suit :

Belgique

M. Fernand van Langenhove (du 16 au 31 juillet 1955).

Brésil

M. Cyro de Freitas Valle (du 1er au 31 août 1955).

Chine

M. Tingfu F. Tsiang (du 1er au 30 septembre 1955).

France

M. Hervé Alphand (du 1er au 31 octobre 1955).

Iran

M. Nasrollah Entezam (du 1er au 30 novembre 1955).

Nouvelle-Zélande

Sir Leslie Munro (du 1er au 31 décembre 1955).

Pérou

M. Victor A. Belaúnde (du 1er au 31 janvier 1956).

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Arkady Aleksandrovitch Sobolev (du 1er au 29 février 1956).

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Pierson Dixon (du 1er au 31 mars 1956).

Etats-Unis d'Amérique

M. Henry Cabot Lodge fils (du 1er au 30 avril 1956).

Yougoslavie

M. Joza Brilej (du 1er au 31 mai 1956).

Australie

M. E. Ronald Walker (du 1er au 30 juin 1956).

Belgique

M. Joseph Nisot (du 1er au 15 juillet 1956).

III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1955 et le 15 juillet 1956

Séances	Objet	Dates	Séances	Objet	Dates
699ème (séance privée)	Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale	11 août 1955	714ème	Question de Palestine	18 janv. 1956
700ème	Question de Palestine	8 sept. 1955	715ème	Question de Palestine	19 janv. 1956
701ème	Admission de nouveaux Membres	10 déc. 1955	716ème	Admission de nouveaux Membres	6 fév. 1956
702ème	Admission de nouveaux Membres	10 déc. 1955	717ème	Question de Palestine	26 mars 1956
703ème	Admission de nouveaux Membres	13 déc. 1955	718ème	Question de Palestine	28 mars 1956
704ème	Admission de nouveaux Membres	13 déc. 1955	719ème	Question de Palestine	3 avr. 1956
705ème	Admission de nouveaux Membres	14 déc. 1955	720ème	Question de Palestine	3 avr. 1956
706ème	Admission de nouveaux Membres	15 déc. 1955	721ème	Question de Palestine	4 avr. 1956
707ème	Question de Palestine	16 déc. 1955	722ème	Question de Palestine	4 avr. 1956
	Proposition de convocation d'une conférence générale des Membres de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'une révision de la Charte		723ème	Question de Palestine	29 mai 1956
708ème	Admission de nouveaux Membres	21 déc. 1955	724ème	Question de Palestine	31 mai 1956
709ème	Question de Palestine	22 déc. 1955	725ème	Question de Palestine	31 mai 1956
710ème	Question de Palestine	12 janv. 1956	726ème	Question de Palestine	1er juin 1956
711ème	Question de Palestine	12 janv. 1956	727ème	Question de Palestine	4 juin 1956
712ème	Question de Palestine	13 janv. 1956	728ème	Question de Palestine	4 juin 1956
713ème	Question de Palestine	17 janv. 1956	729ème	Adoption de l'ordre du jour (lettre du 13 juin 1956 [S/3609] concernant l'Algérie)	26 juin 1956
			730ème	Adoption de l'ordre du jour (lettre du 13 juin 1956 [S/3609] concernant l'Algérie)	26 juin 1956

IV. — Comité d'état-major: représentants, présidents et secrétaires principaux

A. — REPRÉSENTANTS DES ARMÉES DE TERRE, DE MER ET DE L'AIR

(16 juillet 1955-15 juillet 1956)

Délégation de la Chine

Général de corps d'armée Ho Shai-lai
Capitaine de frégate Chen Tsai-ho

Durée des fonctions

Depuis le 16 juillet 1955
Depuis le 16 juillet 1955

Délégation des Etats-Unis d'Amérique

Vice-amiral A. D. Struble
Vice-amiral F. W. McMahon
Général de corps aérien L. W. Johnson
Général de corps aérien C. B. Stone III
Général de corps d'armée T. W. Herren

16 juillet 1955-2 juillet 1956
Depuis le 2 juillet 1956
16 juillet 1955-31 mars 1956
Depuis le 1er avril 1956
Depuis le 16 juillet 1955

Délégation de la France

Général de brigade M. Pénette
Capitaine de frégate M. Sanoner
Capitaine de vaisseau E. Cagne

Depuis le 16 juillet 1955
16-25 juillet 1955
Depuis le 25 juillet 1955

Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Vice-amiral G. Barnard
Général de division aérienne R. L. R. Atcherley
Général de division aérienne A. D. Selway
Général de division G. E. Prior-Palmer
Général de division V. Boucher

Depuis le 16 juillet 1955
16 juillet-31 décembre 1955
Depuis le 1er janvier 1956
16 juillet 1955-25 juin 1956
Depuis le 26 juin 1956

Délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Général de division I. M. Saraïev
Lieutenant-colonel de l'armée de l'air A. M. Koutchoumov
Capitaine de frégate B. F. Gladkov

Depuis le 16 juillet 1955
Depuis le 5 octobre 1955
Depuis le 16 juillet 1955

B. — PRÉSIDENTS

(16 juillet 1955-15 juillet 1956)

Séances	Dates	Présidents	Délégations
265ème séance	21 juillet 1955	Général de brigade M. Pénette	France
266ème séance	4 août 1955	Général de division I. M. Saraïev	URSS
267ème séance	18 août 1955	Général de division I. M. Saraïev	URSS
268ème séance	1er septembre 1955	Vice-amiral G. Barnard	Royaume-Uni
269ème séance	15 septembre 1955	Vice-amiral G. Barnard	Royaume-Uni
270ème séance	29 septembre 1955	Général de division aérienne R. L. R. Atcherley	Royaume-Uni

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
271ème séance	13 octobre 1955	Vice-amiral A. D. Struble	Etats-Unis
272ème séance	27 octobre 1955	Vice-amiral A. D. Struble	Etats-Unis
273ème séance	10 novembre 1955	Général de corps d'armée Ho Shai-lai	Chine
274ème séance	23 novembre 1955	Général de corps d'armée Ho Shai-lai	Chine
275ème séance	8 décembre 1955	Général de brigade M. Pénette	France
276ème séance	22 décembre 1955	Capitaine de vaisseau E. Cagne	France
277ème séance	5 janvier 1956	Général de division I. M. Saraïev	URSS
278ème séance	19 janvier 1956	Général de division I. M. Saraïev	URSS
279ème séance	2 février 1956	Vice-amiral G. Barnard	Royaume-Uni
280ème séance	16 février 1956	Général de division G. E. Prior-Palmer	Royaume-Uni
281ème séance	1er mars 1956	Colonel de l'armée de l'air R. F. C. Vance	Etats-Unis
282ème séance	15 mars 1956	Général de corps d'armée T. W. Herren	Etats-Unis
283ème séance	29 mars 1956	Colonel de l'armée de l'air R. F. C. Vance	Etats-Unis
284ème séance	12 avril 1956	Général de corps d'armée Ho Shai-lai	Chine
285ème séance	26 avril 1956	Général de corps d'armée Ho Shai-lai	Chine
286ème séance	10 mai 1956	Général de brigade M. Pénette	France
287ème séance	24 mai 1956	Général de brigade M. Pénette	France
288ème séance	7 juin 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de l'air A. M. Koutchoumov	URSS
289ème séance	21 juin 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de l'air A. M. Koutchoumov	URSS
290ème séance	5 juillet 1956	Général de division aérienne A. D. Selway	Royaume-Uni

C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX

(16 juillet 1955-15 juillet 1956)

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
265ème séance	21 juillet 1955	Chef d'escadron G. Buchet	France
266ème séance	4 août 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
267ème séance	18 août 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
268ème séance	1er septembre 1955	Capitaine de frégate W. A. Juniper	Royaume-Uni
269ème séance	15 septembre 1955	Capitaine de frégate W. A. Juniper	Royaume-Uni
270ème séance	29 septembre 1955	Capitaine de frégate W. A. Juniper	Royaume-Uni
271ème séance	13 octobre 1955	Capitaine de frégate B. J. Lauff	Etats-Unis
272ème séance	27 octobre 1955	Capitaine de frégate B. J. Lauff	Etats-Unis
273ème séance	10 novembre 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre Lu Ngo-ming	Chine
274ème séance	23 novembre 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre Lu Ngo-ming	Chine
275ème séance	8 décembre 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre G. Buchet	France
276ème séance	22 décembre 1955	Lieutenant-colonel de l'armée de terre G. Buchet	France
277ème séance	5 janvier 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
278ème séance	19 janvier 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
279ème séance	2 février 1956	Capitaine de frégate W. A. Juniper	Royaume-Uni
280ème séance	16 février 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre K. R. Farquhar	Royaume-Uni
281ème séance	1er mars 1956	Colonel de l'infanterie de marine J. J. Gormley	Etats-Unis
282ème séance	15 mars 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre E. C. Acuff	Etats-Unis
283ème séance	29 mars 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre E. C. Acuff	Etats-Unis
284ème séance	12 avril 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre Lu Ngo-ming	Chine
285ème séance	26 avril 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre Lu Ngo-ming	Chine
286ème séance	10 mai 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre G. Buchet	France
287ème séance	24 mai 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre G. Buchet	France
288ème séance	7 juin 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
289ème séance	21 juin 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre D. F. Polyakov	URSS
290ème séance	5 juillet 1956	Lieutenant-colonel de l'armée de terre K. R. Farquhar	Royaume-Uni